

Université de Montréal

De combattants à ex-combattants : Interprétations des ex-combattants des groupes
paramilitaires colombiens sur leur participation au conflit armé

par

Gabriela Manrique Rueda

École de criminologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M.Sc. en criminologie

Octobre, 2010

© Gabriela Manrique Rueda, 2010

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :
De combattants à ex-combattants : Interprétations des ex-combattants des groupes
paramilitaires colombiens sur leur participation au conflit armé

présenté par :
Gabriela Manrique Rueda

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Mylène Jaccoud
président-rapporteur

Stéphane Leman-Langlois
directeur de recherche

Samuel Tanner
membre du jury

Résumé

Ce mémoire s'intéresse aux récits des ex-combattants des groupes paramilitaires Autodéfenses unies de Colombie sur leur participation au conflit armé. Ces narrations, construites dans un contexte de réintégration à la société, permettent de réfléchir à la construction de la vérité par les ex-combattants dans les contextes post-conflit. Nous avons analysé les histoires de vie de 18 ex-combattants qui participaient au Programme de réintégration à la vie civile à Bogota. Nos interviewés ont adopté une position de victimes, en élaborant des discours justificateurs visant à se déresponsabiliser. Ces discours montrent une normalisation de la violence qui revient à la notion de « banalité du mal » d'Hannah Arendt. Nos interviewés ont employé plusieurs rhétoriques des groupes paramilitaires afin de justifier la violence. Ces rhétoriques font partie de la construction psychologique de l'ennemi par les groupes et elles invitent à analyser le rôle du langage dans la construction d'une culture paramilitaire. Néanmoins, certains interviewés ont condamné la violence exercée par leur groupe. Nous avons observé qu'il existe plusieurs interprétations de la manière dont nos interviewés disaient avoir réagi aux contextes de violence de masse, ce qui nous a amenés à réfléchir aux notions de culpabilité morale et juridique.

Mots clés : Ex-combattants; groupes paramilitaires; Colombie; récits de vie; témoignages; banalité du mal; culpabilité; réintégration sociale; post-conflit

Abstract

This paper studies the interpretations of the ex-combatants of the paramilitary groups United Self-Defense Forces of Colombia about their participation in the internal conflict. These discourses, created in a context of social reintegration, are used to discuss the recreation of the truth brought by the ex-combatants in post-conflict contexts. We analyzed the life stories of 18 ex-combatants who were part of the reintegration to civil life Program held in Bogota. Our interviewees have adopted a position of victims, creating discourses of legitimation of the violence in order to avoid the according responsibility. In there, it suggests a normalization of violence, remembering the concept of the "banality of evil" brought by Hannah Arendt. Our interviewees have used the paramilitary rhetoric to justify violence. This rhetoric belongs to the psychological

construction of the enemy by the groups and it reveals the role of language in the construction of a paramilitary culture. Although, we found that there are other interpretations that don't concede and justify violence. There are different interpretations of their reactions in the contexts of mass violence. From there we discussed the notions of moral and legal guilty.

Key words: Ex-combatant; paramilitary groups; Colombia; life history; testimony; banality of evil; moral guilty; legal guilty; social reintegration; post-conflict

Resumen

Esta investigación se interesa por las interpretaciones de los excombatientes de los grupos paramilitares Autodefensas Unidas de Colombia sobre su participación en el conflicto armado interno. Estas narraciones, creadas en un contexto de reintegración social, permiten reflexionar sobre la construcción de la verdad por los excombatientes en los contextos post-conflicto. Analizamos las historias de vida de 18 excombatientes que participaban en el Programa de Reintegración a la Vida Civil en Bogotá. Nuestros entrevistados adoptaron una posición de víctimas, construyendo discursos justificatorios buscando des-responsabilizarse. Estos discursos muestran una normalización de la violencia que recuerdan la noción de “banalidad del mal” de Hannah Arendt. Nuestros entrevistados emplearon varias retóricas de los grupos paramilitares para justificar la violencia. Estas retóricas hacen parte de la construcción psicológica del enemigo por los grupos e invitan a analizar el rol del lenguaje en la construcción de una cultura paramilitar. Sin embargo, no todos utilizaron discursos justificatorios. Encontramos que existen varias interpretaciones de la manera en que nuestros entrevistados decían haber reaccionado a los contextos de violencia de masa, lo cual nos condujo a reflexionar sobre las nociones de culpabilidad moral y jurídica.

Palabras clave : Excombatiente; grupos paramilitares; Colombia; historias de vida; testimonios; banalidad del mal; culpabilidad moral; culpabilidad legal; reintegración social; post-conflicto

Table des matières

	Page
Résumé.....	iv
Abstract.....	iv
Resumen.....	v
Table des matières.....	vi
Liste des tableaux.....	ix
Liste des abréviations.....	x
Dédicace.....	xii
Remerciements.....	xiii
Avant-propos.....	xiv
Introduction.....	19
Chapitre I : Responsabilité, participation et violences collectives.....	21
1. Définitions : Génocides, meurtres de masse et massacres.....	23
2. Le phénomène paramilitaire en Colombie.....	24
2. 1. La doctrine de sécurité nationale.....	24
2.2. De la doctrine de sécurité nationale à la violence de masse.....	26
2.2.1. La lutte contre la subversion à Magdalena Medio.....	27
2.2.2. Du Magdalena Medio à Cordoba et Uraba.....	30
2.3. L'expansion des groupes paramilitaires : Une guerre de massacres.....	31
3. Processus macrosociologiques de dérive vers la violence de masse.....	35
3.1. Les explications psychologiques et culturelles.....	35
3.2. La puissance de l'imaginaire et la construction sociale de la cruauté.....	37
4. La réflexion sur les meurtriers de masse : Avances et limites pour la compréhension de la problématique des combattants des guerres civiles contemporaines.....	41
4.1. Hannah Arendt et la banalité du mal.....	41
4.1.1. Responsabilité et morale.....	41

4.1.2. La banalité du mal.....	42
4.2. Les criminels de guerre : Les limites de l'approche de la normalité pour la compréhension de la problématique des combattants.....	44
4.3. Les processus de transformation des individus en tueurs.....	46
5. Les démobilisations des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Une violence qui ne finit pas.....	48
5.1. La construction des récits dans le post-conflit.....	48
5.2. Le contexte de la réintégration des ex-combattants.....	50
Chapitre II : Méthodologie.....	56
1. Méthodologie	
1.1. Approche qualitative.....	58
1.2. Cueillette des données et échantillonnage	58
1.3. Caractéristiques de nos interviewés	62
1.4. Le terrain.....	64
1.5. Limites de la recherche.....	67
1.6. Méthodes d'analyse des entretiens.....	67
Chapitre III : Participation à des violences de masse : le discours des paramilitaires colombiens.....	69
1. Les récits sur les raisons qui les ont conduits à s'affilier au bloc.....	70
1.1. Des victimes d'une situation de vie difficile.....	70
1.2. Du quartier au groupe paramilitaire : Expériences et interprétations des interviewés du bloc Cacique Nutibara.....	73
2. La socialisation des combattants dans les groupes paramilitaires.....	74
2.1. Les récits sur les entraînements.....	74
2.2. Les mécanismes de fonctionnement interne des institutions paramilitaires.....	77
3. Interprétations des interviewés sur leur participation au conflit armé.....	80
3.1. La violence comme un travail : Banalisation.....	81
3.2. Une violence au service de la communauté : L'argument de la sécurité.....	82
3.3. La violence comme une entreprise de nettoyage.....	84
3.4. Interprétations de leur réaction à la violence.....	86
Chapitre IV. Justifications, rhétorique et culpabilité.....	88

1. Analyse du discours sur la pauvreté comme facteur explicatif de l'affiliation aux groupes paramilitaires.....	89
2. Analyse des rhétoriques de la violence.....	92
3. Analyse du langage.....	96
4. Réflexions à propos de la culpabilité des ex-combattants.....	99
Conclusion.....	102
Références.....	111

Liste des tableaux**Tableau I** : Nom du bloc, région et type de bloc

P. 61

Liste des abréviations

Abréviation	Espagnol	Français
ACCU	Autodefensas Campesinas de Cordoba y Urabá	Autodéfenses paysannes de Cordoba et Uraba
ACDGAM	Asociación de Ganaderos y Campesinos del Magdalena Medio	Association de propriétaires de troupeaux et de paysans du Magdalena Medio
ACR	Alta Consejería para la Reintegración Social y Económica de grupos y personas alzados en armas	Haut-Conseil pour la Réintégration Sociale et Économique de groupes et personnes armés
AUC	Autodefensas Unidas de Colombia	Autodéfenses unies de Colombie
BACRIM	Bandas criminales emergentes	Bandes criminelles émergentes
BCN	Bloque Cacique Nutibara	Bloque Cacique Nutibara
CIDDR	Congreso internacional de desarme, desmovilización y reintegración	Congrès international de Désarmement, démobilisation et réintégration
CNRR	Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación	Commission nationale de Réparation et Réconciliation
CODHES	Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento	Conseil pour les droits humains et le déplacement forcé
CVR	Comisión de Verdad y Reconciliación	Commission Vérité et Réconciliation
DDR	Desarme, desmovilización y reinserción	Désarmement, démobilisation et réinsertion
ELN	Ejército de Liberación Nacional	Armée de libération nationale
EPL	Ejército Popular de Liberación	Armée populaire de libération
FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FEP	Fundación enséname a pescar	Fondation apprendis moi à pêcher
ICBF	Instituto Colombiano de Bienestar Familiar	Institut colombien de protection de la Famille

M-19	Movimiento 19 de abril	Mouvement 19 avril
MOVICE	Movimiento de víctimas de crímenes de Estado	Mouvement de victimes de crimes d'État
OEA	Organización de los Estados Americanos	Organisation des États Américains
ONG	Organización No Gubernamental	Organisation non gouvernementale
ONU	Organización de las Naciones Unidas	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRVC	Programa de Reintegración a la Vida Civil	Programme de Réintégration à la vie civile
UP	Unión Patriótica	Union Patriotique

Dédicace

À Rogelio Martinez qui, comme son père, a consacré sa vie à défendre les droits des paysans à Sucre, Colombie, et qui fut tué à San Onofre le 18 mai 2010.

Remerciements

Je tiens à remercier le soutien inconditionnel de mon père, de ma sœur et de ma maman. Je remercie mon directeur de recherche Stéphane Leman-Langlois pour avoir conduit cette recherche. Je remercie la Présidente du jury, Mylène Jaccoud. Merci à Samuel Tanner, membre du jury, pour ses corrections et pour ses apports bibliographiques qui ont été d'une importance fondamentale pour achever la recherche.

Je tiens également à remercier tous mes interviewés pour avoir partagé avec moi leurs expériences de vie. Je dois remercier plusieurs institutions qui ont offert leur soutien à la recherche : Le mouvement social *Hijos e hijas por la memoria y contra la impunidad*, la *Fundación enseñame a pescar*, le Programme de réintégration à la vie civile de l'*Alta Consejería para la reintegración*, principalement l'équipe d'intervenants du programme psychosocial de Bogota. Merci également aux fonctionnaires de la *Procuraduría general de la nación* et de la *Commission nationale de réparation et réconciliation* qui ont soutenu cette recherche. Je remercie l'équipe de travail de *Verdad Abierta*.

Je dois également remercier plusieurs personnes qui ont fait des apports en lisant ce mémoire. Je remercie les apports à la correction du français qui ont été faits par Jean-Philippe McGurrin, Émilie Martinak, Alejandra Manrique, Emerson Dasilva et Ricardo Astudillo.

Avant-propos

L'auteur de ce mémoire a commencé à s'intéresser au conflit armé colombien au cours de ses études universitaires de premier cycle en Science Politique à l'Université de Los Andes à Bogota, Colombie. Un rapprochement par rapport à l'histoire du pays permet de comprendre que son histoire est construite à partir de celle de ses guerres et que la violence fait partie de l'identité des Colombiens. Au XIXème Siècle, des travailleurs défendaient déjà le pouvoir de leurs seigneurs violemment. Pendant les premières décennies du XXème siècle, les Colombiens étaient fortement identifiés aux deux partis politiques traditionnels (parti libéral et parti conservateur) et les identités politiques étaient tellement marquées que pendant les années 1950, 300 000 paysans se sont entretués pour défendre leur parti. Ils agissaient dans le cadre de guérillas. Cette période de l'histoire est connue sous le nom de La Violencia.

Une décennie plus tard, dans un contexte de guerre froide, plusieurs guérillas à diverses tendances se sont formées. Des ex-combattants des guérillas du parti libéral se sont radicalisés contre leurs anciens chefs de parti, se sentant trahis par eux. En même temps, un rapprochement entre le parti communiste et des groupes de paysans qui défendaient leur droit à accéder à la terre s'est effectué¹. Cela a conduit à la naissance des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) en 1964, une guérilla qui, initialement, s'est inspirée du marxisme-léninisme du courant de l'Union Soviétique avec une vision militariste; vision selon laquelle « le pouvoir naît du fusil ». L'*Ejercito de liberacion nacional* (ELN) fut créé la même année. Cette guérilla a une orientation cubaine, inspirée

¹ La distribution de la terre en Colombie est très inégale car les terres productives ont toujours été concentrées par une minorité de latifundistes. Historiquement, des petits paysans travaillaient et habitaient les terres des latifundistes, sous des sortes de contrats de sous location où, en échange de travail, les paysans pouvaient habiter et exploiter la terre. Ils se chargeaient de l'expansion de la frontière agricole, en augmentant les propriétés de leurs patrons, mais ceux-ci refusaient à concéder des droits de propriété aux paysans. C'est dans ces zones de frontière agraire que des guérillas se sont formées. Le droit à la propriété de la terre est une des causes principales de la revendication des guérillas. Parallèlement, pendant les années 1960 et 1970, les mouvements paysans se sont renforcés dans plusieurs régions. Ils s'approprièrent des terres productives pour y travailler de manière communautaire ou bien pour les distribuer entre les membres de la communauté. À partir des années 1980, il eut un phénomène de « contre réforme agraire ». Les narcotrafiquants et les groupes paramilitaires se sont appropriés 70% des terres productives, soit en les achetant aux latifundistes ou bien en déplaçant par la force les paysans. D'après la Consultoria para los Derechos Humanos y el Desplazamiento (CODHES), entre 1985 et 2005, 3'720.428 personnes ont été déplacées par la force.

de la vision de la révolution du Ché Guevara. En 1967 est apparu l'*Ejercito popular de liberacion* (EPL), qui défendait le courant communiste chinois de Mao Tse-Tung. La guérilla urbaine *Movimiento 19 de abril* (M-19) à tendance bolivarienne s'est formée en 1970.

Ensuite, à la fin des années 1970 sont apparus des groupes paramilitaires créés initialement pour confronter la subversion. Parallèlement et en lien avec le phénomène paramilitaire, pendant la décennie de 1980, l'expansion du trafic de cocaïne a porté avec elle une période d'une violence extrême causée par la confrontation entre les cartels de la drogue. Des attentats importants ont été commis par les narcotrafiquants, principalement Pablo Escobar, qui s'opposaient aux mesures d'extradition vers les États-Unis adoptées par le gouvernement.

L'étudiante est née au début des années 80. Dans ses souvenirs d'enfance se retrouvent des explosions de voitures-bombes contenant des kilos de dynamite qui détruisaient des bâtiments entiers et qui laissaient des dizaines de morts et des centaines de blessés près des maisons ou écoles de Bogota. Elle se rappelle aussi de périodes électorales durant lesquelles les candidats présidentiels qui voulaient changer les choses étaient assassinés, ainsi que du jour où les enfants ont célébré la mort de Pablo Escobar, tué par le gouvernement. Des années plus tard, les FARC séquestraient amis et proches. En étudiant l'histoire de la violence en Colombie, l'étudiante s'est aperçue qu'elle faisait partie de sa propre histoire et, qu'ayant grandi avec elle, elle s'y était même habituée. La violence ne la surprenait plus. Les gens s'étaient tellement habitués à cette dernière qu'ils arrivaient à vivre leur vie sans y réfléchir.

Un autre facteur qui a amené l'étudiante à se pencher sur le sujet de la violence a été le fait de prendre connaissance de la cruauté des guérillas et des groupes paramilitaires envers la population civile, principalement en ce qui concerne la violence sexuelle exercée contre les femmes. Pendant les années 90, le conflit s'est dégradé et une perte de l'idéologie des groupes armés a eu lieu. En 2003, une publication du Programme des nations unies pour le développement (PNUD) a défini le conflit colombien comme une

guerre contre la société, car les groupes armés, au lieu de combattre entre eux, se disputaient le contrôle du territoire au moyen de l'exercice de méthodes terroristes contre la population civile. Cette vision particulière découle d'une perspective théorique qui a été développée à partir des années 50, selon laquelle le terrorisme est une forme de guerre qui a tendance à remplacer les guerres conventionnelles. Dans cette perspective, Eric Lair (1999) soutient qu'il existe une forme de terrorisme, qu'il qualifie de territorialisé, qui consiste à chercher à prendre le contrôle du territoire et de la population au moyen de la création d'un climat de peur au sein de la population civile, et cela en ciblant et attaquant certaines personnes de la communauté. Les gens de la communauté sont étiquetés soit comme collaborateurs, soit comme ennemis; l'exercice d'une violence intermittente contre quelques personnes qualifiées d'ennemis permettrait donc de générer une paralysie du tissu social et de gagner, de cette manière, l'obéissance de la population. Cela permettrait également d'organiser les communautés d'une manière telle que les intérêts stratégiques des groupes armés puissent être rencontrés.

La raison pour laquelle les guérillas et les groupes paramilitaires auraient cherché à contrôler la population en exerçant une violence envers seulement quelques membres dits ennemis de la communauté, découlerait du fait que ce contrôle est en dispute permanente. Dans ce sens là, le contrôle de la communauté reviendrait à qui réussit à imposer son pouvoir sur la population en étant plus destructif et plus méchant que le groupe rival. Selon le PNUD (2003), cette logique perverse serait le résultat de la militarisation du conflit, qui à son tour serait une conséquence de la participation et de la dépendance croissantes des guérillas et des groupes paramilitaires au trafic de drogue. En fait, c'est le trafic de drogue qui a rendu possible la croissance de ces groupes et c'est ce qui expliquerait la violence envers la population civile. D'après le PNUD (2003), les FARC avaient 48 membres en 1964, 8000 à la fin des années 80 et 16 500 en 2001. Les groupes paramilitaires avaient 1800 membres en 1990 et 10 500 en 2001. Toutefois, cette approximation surestimait le nombre de combattants, car plus de 31 000 soldats des groupes paramilitaires se sont démobilisés entre 2003 et 2006.

L'argument du PNUD (2003) est qu'à partir du moment où les groupes ont commencé à

se financer grâce au trafic de drogue, leur pouvoir politique s'est mis à dépendre de leur force militaire. Ils avaient donc besoin de beaucoup de ressources et c'est pourquoi ils ont créé une situation de dispute permanente des territoires comportant des cultures de coca où les intérêts stratégiques tendraient à remplacer l'idéologie. Le terrorisme serait la tactique qui permettrait d'imposer le pouvoir du groupe sur la population.

Selon Gustavo Duncan (2005), comme le trafic de drogue est une activité illégale qui n'a rien à voir avec la protection de l'État, la violence privée est utilisée pour faire respecter les contrats et les droits de propriété. Les organisations narcotrafiquantes qui ont du succès sont celles qui possèdent les groupes armés les plus forts car elles peuvent exproprier les compétiteurs ou bien leur imposer des conditions de désavantage. Elles doivent également influencer les institutions de l'État afin d'éviter les persécutions. En Colombie, pendant les années 80, les deux cartels principaux de drogue, le cartel de Medellin, auquel appartenait Pablo Escobar, et le cartel de Cali, possédaient leurs propres organisations armées. Le rôle des guérillas et des groupes paramilitaires était de garantir la sécurité des cultures de coca et des laboratoires. Après 1993, avec la mort de Pablo Escobar et les captures des figures principales du cartel de Cali, la structure de l'organisation du trafic est devenue plus atomisée, donc plus adaptable, moins visible et pouvant échapper aux persécutions des autorités. En même temps, la croissance du nombre d'hectares de coca semés et l'augmentation des profits ont fait que les trafiquants de drogues sont devenus de plus en plus dépendants des groupes armés. Ces derniers ont fini par en contrôler l'activité, ce qui a permis leur expansion territoriale et leur croissance.

D'après cette explication, qui est l'interprétation dominante parmi les chercheurs Colombiens, la violence envers la population civile est pensée comme une stratégie employée par les groupes armés afin de garantir leur pouvoir dans un contexte de lutte permanente pour le contrôle des cultures de coca. Dans cette perspective, il s'agirait d'acteurs qui seraient motivés par des raisons économiques plutôt que politiques et qui agiraient en fonction d'une rationalité économique. Cependant, cette interprétation réduit le conflit armé colombien à une lutte pour le contrôle du marché de la cocaïne et ne prend

pas en compte d'autres facteurs importants. Une réflexion plus profonde sur la violence est pertinente, en partant du fait que la mort violente entre colombiens se retrouve au coeur de toute l'histoire de la Colombie. Également, l'explication par rapport au trafic de drogue ne tient pas en considération les liens entre les paramilitaires et l'État, ni la violence de masse exercée contre les mouvements de gauche, sociaux et paysans qui a lieu en Colombie depuis les années 1980, ni celle qui est perpétrée contre les femmes et les populations marginales comme les consommateurs de drogues, les voleurs, les homosexuels et les prostituées. Il existe aussi un manque de réflexion quant aux expériences et aux identités des acteurs. Les différences entre les rangs au sein des groupes ne sont pas prises en compte non plus.

Ce mémoire part d'un intérêt de comprendre la violence paramilitaire qui a lieu en Colombie depuis les années 1980, à savoir, ce qui a pu conduire à une situation dans laquelle plus de 20 000 personnes ont été portées disparues ou tuées; aux agressions sexuelles massives contre les femmes des communautés, aux massacres, aux déplacements forcés. Il s'agit de comprendre comment, historiquement, on est arrivé à cette situation et de réfléchir à ses causes économiques et politiques. Cependant, l'intérêt principal est d'élaborer une réflexion par rapport à l'inhumanité des actions commises, d'observer ce qui pousse les paramilitaires à tuer des pères de famille devant leurs femmes et enfants. Qu'est-ce qui explique qu'ils torturent et fassent souffrir leurs victimes avant de les tuer, qu'ils les découpent en morceaux, qu'ils agressent sexuellement les femmes avant de les tuer pour ensuite exposer leurs corps sur la place publique? Nous voulons essayer de comprendre pourquoi ils ont massacré des villages entiers avec des *motosierras*, comment ils ont été amenés à chasser de leurs maisons et à voler les terres et les propriétés de plus de 3 millions de personnes. Au-delà des explications stratégiques, politiques ou économiques, une réflexion par rapport aux agresseurs et à leur comportement est pertinente si on cherche à comprendre les processus qui les ont conduits à produire ces réalités. L'idée étant d'essayer de comprendre ceux qui commettent ces crimes, elle nous a donc amené à nous intéresser aux combattants des groupes paramilitaires.

Introduction

Depuis la formation des premiers groupes paramilitaires en Colombie pendant les années 1980, une violence atroce contre les populations civiles continue à être perpétrée par ces groupes armés. Ce mémoire présente une étude sur les interprétations que des ex-combattants de groupes paramilitaires colombiens se font de leur expérience dans le conflit armé, dans un contexte de réintégration à la société. 18 ex-combattants qui participaient au Programme de réintégration à la vie civile (PRVC) du gouvernement colombien ont été interviewés.

D'après une approche microsociologique, étudier les interprétations des agresseurs serait une façon d'essayer de comprendre pourquoi les auteurs de génocides et de massacres ont pu commettre ces actions. Selon Jacques Sémelin (2005), une méthodologie servant à analyser ces réalités consiste à chercher quelles sont les interprétations que se font les agresseurs de la situation dans des contextes sociaux spécifiques, puis d'observer comment ils ont réagi (par la violence de masse) en fonction de leur perception. Au lieu de réfléchir aux causes sociales objectives et de considérer les individus comme s'ils étaient complètement déterminés par des facteurs extérieurs, selon la démarche de la sociologie compréhensive de Max Weber, ce qui serait important pour l'analyse de l'action des auteurs serait tout d'abord de comprendre le sens qu'ils donnent à leur conduite. Selon Harald Welzer (2005) un premier pas au déchiffrement de leur comportement serait d'étudier la manière dont ils se percevaient eux-mêmes en commettant ces crimes, ainsi que le cadre interprétatif dans lequel ils arrivent à situer leurs actions.

Le problème qui se pose à cette démarche est que, lorsque les agresseurs fournissent une explication de leurs actions, ils le font dans un contexte post-factum; l'interprétation qu'ils avaient de la situation a donc pu changer. Les récits sont des interprétations des événements vécus à la guerre. Ce sont des constructions du passé qui expriment leur subjectivité. En représentant le passé, ils donnent une version des événements qui se construit à partir de leur vécu. Lorsque les individus racontent l'histoire de leur vie, ils

construisent leur identité. La conscience de soi naît de la mémoire individuelle, dont l'arrière-plan est une mémoire collective (Dornier, 2001). En ce sens, ce mémoire fait une analyse des narrations d'ex-combattants sur leur participation au conflit afin de réfléchir à la construction de la mémoire de la guerre par les agresseurs des groupes paramilitaires colombiens. Cela contribue à comprendre les rhétoriques du post-conflit et nous invite à réfléchir au sujet de la responsabilité des ex-combattants.

Notre intérêt principal est donc de cerner les sens que les ex-paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) donnent à la violence qu'ils ont exercé, lorsqu'ils se retrouvent en processus de réintégration sociale post-conflit. Dans le premier chapitre, une recension historique du phénomène paramilitaire en Colombie sera présentée. Cette revue a été construite à partir d'études académiques sur le sujet, mais nous avons cherché surtout à reconstruire l'histoire à partir des explications fournies par les commandants qui ont formé les premiers blocs, car cette démarche permettait de penser l'histoire de la violence en lien aux expériences personnelles des commandants. Cette histoire et les discours des commandants sur la violence ont été analysés sous l'angle de plusieurs études et théories portant sur les génocides et les massacres (Staub, 1989; Arendt, 2005; Sémelin, 2005; Welzer, 2005; Waller, 2007; Arendt, 2009). Ensuite, en partant de l'analyse du processus qui a conduit les paramilitaires vers la violence de masse, nous avons été amenés à réfléchir au problème des combattants en tant qu'exécuteurs directs des crimes. Une revue de théories portant sur le comportement des meurtriers de masse a été faite, pour ensuite analyser les forces et les limites de ces théories en ce qui concerne la compréhension de la problématique des combattants des guerres civiles contemporaines, particulièrement celle des combattants des groupes armés colombiens. Le deuxième chapitre expose la méthodologie de la recherche. Le troisième présente une analyse descriptive des interprétations des interviewés sur leurs vécus dans les groupes paramilitaires. Le quatrième présente une analyse des rhétoriques de nos interviewés et apporte une réflexion sur les sujets de la responsabilité et du post-conflit.

Chapitre I : Responsabilité, participation et violences collectives

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, plusieurs études sur l'holocauste nazi ont ouvert un champ de réflexion sur les génocides et les meurtres de masse afin d'expliquer pourquoi et comment des sociétés et des individus sont poussés à commettre ces types de violence. Une des études pionnières qui a marqué la réflexion postérieure sur les génocides est l'ouvrage « *Eichmann à Jérusalem : Une étude sur la banalité du mal* » de la philosophe allemande juive Hannah Arendt (1963), survivante de l'holocauste. Comme on le verra par la suite, la lecture que la philosophe a faite du fonctionnaire nazi Adolf Eichmann continue à être une base conceptuelle à partir de laquelle les sciences sociales étudient le comportement des criminels de guerre, particulièrement dans le domaine de la psychologie. Les explications psychologiques et culturalistes ont des limites, car la compréhension des génocides à partir du comportement individuel des agresseurs ou bien de la culture des pays où ils ont place reste problématique. Cependant, elles mettent en lumière la compréhension du comportement des agresseurs dans des contextes génocidaires et les dynamiques psychologiques qui se mettent en place dans ce type de contextes.

Les questions abordées par ces études et les cadres explicatifs qu'elles proposent sont tout à fait pertinents à la réflexion par rapport aux conflits armés contemporains, car depuis la fin de la guerre froide, parallèlement à une diminution des guerres entre les États et à une pacification des citoyens des sociétés occidentales; les conflits ethniques, politiques et religieux intra-nationaux se sont multipliés. Ces conflits contemporains se caractérisent par une dilution de la distinction entre combattants et non-combattants et par la mise en place d'une violence extrême contre les populations civiles (Sémelin, 2005). Ces études sont donc intéressantes, car elles offrent des cadres interprétatifs pour comprendre ce qui fait en sorte que des millions de personnes dans le monde adoptent des comportements extrêmement violents pendant les périodes conflictuelles.

Les études sur les génocides et sur la violence de masse sont également pertinentes à la compréhension du phénomène paramilitaire qui existe en Colombie depuis le début des années 1980. Les groupes paramilitaires sont on ne peut plus violents envers la population civile, ce qui nous invite à réfléchir aux facteurs qui auraient conduit à cette

situation de violence extrême contre ces derniers et enfin aux éléments qui pourraient expliquer que plus de 31 000 combattants se soient engagés dans une situation de violence de masse.

1. Définitions : Génocides, meurtres de masse et massacres.

Il existe des difficultés à définir le génocide et les meurtres de masse, ce qui rappelle les discussions en criminologie à propos des définitions du crime et du terrorisme, spécialement en ce qui concerne la distinction entre la définition étatique des termes et celles proposées par les sciences sociales. Selon Ervin Staub (1989), le terme génocide a été créé par le juriste américain de l'Université de Yale, Raphael Lemkin, qui dans une publication parue en 1944 a proposé le terme pour désigner la destruction d'un groupe ethnique ou d'une nation. D'après Jaques Sémelin (2005), en 1948 l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté le terme pendant la Convention internationale sur la prévention et la répression du crime de génocide. Cette convention a été votée à Paris le 9 novembre 1948, en même temps que la Déclaration universelle des droits humains, dans le contexte des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo ayant créé la notion de crime contre l'humanité. La convention a défini le génocide comme étant « les actes commis avec l'intention de détruire complètement ou partiellement un groupe national, ethnique, racial ou religieux » (Traduction libre, Staub, 1989, p. 8). Les groupes politiques furent exclus de la définition afin d'éviter un risque d'intervention étrangère dans les affaires domestiques des pays. Cependant, d'après Staub (1989) cela est problématique car les raisons politiques sont les causes principales des génocides et des meurtres de masse dans l'actualité. C'est pourquoi il est important de distinguer la définition juridique de la sociologique.

James Waller (2007) fait la distinction entre les meurtres de masse et les génocides. Les meurtres de masse désignent l'action de tuer des membres d'un autre groupe sans avoir l'intention de l'éliminer, ou bien de tuer un nombre considérable de personnes sans adopter une définition précise du groupe d'appartenance. La violence de masse deviendrait un génocide lorsqu'un groupe spécifique est désigné pour être détruit, de

manière systématique et intentionnelle. Selon Sémelin (2005), la discussion à propos de la définition est plus complexe. Le mot génocide a une connotation émotionnelle qui tend à condamner la destruction de populations civiles. Il existerait une certaine instrumentalisation du terme par des groupes qui cherchent à faire reconnaître l'histoire de leur victimisation. Cela ne permet pas non plus de différencier les diverses formes de violence de masse. Sémelin (2005) propose donc de dégager la compréhension du domaine du droit et d'employer le terme massacre qui désigne une action collective qui vise la destruction des non-combattants soient des hommes, des femmes, des enfants ou des soldats désarmés.

L'auteur nous rappelle également qu'au Moyen Âge, le terme massacre désignait la tuerie d'animaux. En effet, les massacres sont des pratiques spectaculaires et ils se présentent comme une mise en scène de la souffrance corporelle qui représente l'affirmation du pouvoir au moyen de la destruction du corps d'autrui. Les pratiques de martyrisations et de mise en souffrance du corps qui précèdent souvent les massacres expriment une manière de voir autrui qui doit être stigmatisé et rabaissé avant d'être exécuté.

2. Le phénomène paramilitaire en Colombie

La discussion à propos de la définition est pertinente dans le cadre de la réflexion sur la violence paramilitaire en Colombie en ce qui concerne l'exclusion des groupes politiques de la définition du génocide et en ce qui a trait à quand est-ce que la succession de massacres peut devenir une violence génocidaire. Afin d'éclaircir ces questions, nous allons faire un parcours de l'histoire du phénomène paramilitaire colombien.

2. 1. La doctrine de sécurité nationale

Selon Adam Jones (2004) les groupes paramilitaires sont « des organisations privées et/ou liées à l'État qui exercent la violence afin de cibler et/ou d'éliminer des groupes et des individus perçus comme subversifs à l'ordre social, politique et économique » (traduction libre, p. 130). Selon Jaques Sémelin (2005), la création d'acteurs para-

étatiques qui jouent le rôle de porteurs de la violence répond à l'existence d'une volonté délibérée de mettre en place une politique de destruction. La violence extrême serait le résultat de la construction d'un dispositif de dérive vers le meurtre qui passe par un renversement des normes où le principe qui interdit le meurtre est levé.

Dans le contexte de la guerre froide, depuis les années 1960 et jusqu'à la fin des années 1980, les forces militaires colombiennes ont créé un ensemble de politiques pour affronter la subversion. Ces politiques, connues sous le nom de Doctrine de sécurité nationale, ont instauré un processus de destruction des mouvements sociaux de gauche et des organisations paysannes par le biais de la création de groupes paramilitaires. Cette doctrine est importante pour comprendre comment l'ennemi intérieur a été défini.

Des publications et des manuels de l'armée colombienne de cette période, qui ont été cités pendant la version libre rendue auprès du système de justice colombien par l'ex-commandant paramilitaire Salvatore Mancuso en 2007, nous aident à connaître les conceptions qu'avaient les forces militaires à propos de la subversion. Un manuel qui a été publié en 1987 établit la différence entre population civile subversive et guérilla. Le terme de population civile subversive désignait les mouvements syndicaux, étudiants, paysans et politiques. Ces mouvements, décrits comme une masse unifiée à partir d'un processus d'activité psychologique, étaient perçus comme « la partie la plus dangereuse pour la survie de la démocratie » car, selon les militaires, ils étaient responsables de guerre politique et psychologique. Les militaires percevaient les mouvements sociaux comme étant dangereux parce qu'ils diffusaient des idéologies qualifiées d'extrémistes étant susceptibles de manipuler les masses (Revista de las Fuerzas Armadas, 1985; 1987, cité en Mancuso, 2007).

La solution proposée pour affronter la « guerre psychologique » fut d'impliquer la population civile dans le conflit, en faveur de l'État, au moyen de la formation de groupes paramilitaires conformés par des civils qui avaient la fonction de couper les liens entre la population civile et les mouvements sociaux. La Loi 48 de 1968 (citée en Ruiz, 2004), dérogée en 1989, avait légalisé la création de groupes paramilitaires par l'armée. Le

règlement EJC 3-10 de 1969 faisait aussi référence à la création de conseils d'autodéfense qui avaient des fonctions d'intelligence. Ces conseils, qui auraient dû agir en coordination avec l'armée et avec des groupes conformés par des civils, étaient supposés effectuer des opérations de patrouille, de ciblage, d'intelligence, de contrôle et d'enregistrement des personnes.

2.2. De la doctrine de sécurité nationale à la violence de masse

La doctrine de sécurité nationale n'explique pas à elle seule la formation des groupes paramilitaires en Colombie. La matérialisation de la volonté de détruire l'ennemi dépend d'autres facteurs. Jacques Sémelin (2005) explique que c'est dans les contextes de crises, où une perte des repères institutionnels à partir desquels les gens interprètent la réalité a lieu, que les sociétés réagissent aux changements par la violence de masse. Dans ce type de contextes, les gens sont réceptifs aux discours incendiaires qui fournissent une explication à leur situation de vie.

En Colombie, la mise en place de la doctrine de sécurité nationale a eu lieu dans un contexte où plusieurs facteurs ont conflué. D'un côté, la formation des premiers groupes paramilitaires pendant les années 1980 s'est effectuée dans un contexte de changement caractérisé par une forte agitation politique dans les universités et au cœur des mouvements sociaux et paysans. Les mouvements de gauche comptaient sur un soutien populaire important. Parallèlement, une radicalisation des guérillas contre les propriétaires des terres et les commerçants s'est mise en place. Ce sont des membres de la « société respectable » des milieux ruraux, victimes de meurtres, séquestrations et vols de propriétés qui ont formé les premiers groupes paramilitaires. Ce sont donc des victimes des guérillas qui ont adopté les discours que les militaires avaient sur la subversion et qui ont été prêts à réagir par la violence.

Un autre facteur de contexte important est l'apogée de l'économie du trafic de drogues depuis la fin des années 1970, qui est précédée d'un processus de privatisation de la violence. Gustavo Duncan (2006) a constaté que depuis les années 1950, la formation de

petites armées privées est devenue une manière d'enrichissement qui permet en même temps d'imposer un pouvoir politique sur la population.

2.2.1. La lutte contre la subversion à Magdalena Medio

L'histoire des groupes paramilitaires depuis les années 1980 a plusieurs étapes et des caractéristiques régionales spécifiques. La lutte contre la subversion de la région du Magdalena Medio est emblématique, car elle a ensuite été un modèle pour d'autres régions du pays. Aussi, cette expérience démontre comment les intérêts des trafiquants de drogues ont conflué avec ceux des classes sociales dominantes dans la mise en place d'un processus de destruction des mouvements sociaux et paysans.

Selon Juan Carlos Garzon (2005), à la fin des années 1970, le narcotraffiquant du Cartel de Medellin, Gonzalo Rodriguez Gacha, alias « Le Mexicain », allié avec des commerçants d'émeraudes, entra dans la région du Magdalena Medio. Parallèlement, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) se sont installées dans cette même région. La guérilla a commencé à taxer des impôts sur la production de coca, en même temps qu'elle attaquait les propriétaires des terres et les commerçants qui refusaient de collaborer avec la révolution. Des alliances entre les narcotraffiquants, les latifundistes, les politiciens et les militaires se sont mises en place. Ils ont créé l'*Asociación de ganaderos y campesinos del Magdalena Medio* (ACDGAM).

Selon Carlos Castaño (cité dans Aranguren, 2001), qui était un des commandants les plus influents des groupes paramilitaires, cette première association collective est née d'une réunion qui a eu lieu en 1982. Elle comptait deux acteurs clés. Le premier était le militaire Alejandro Alvarez Enao du Bataillon Bombona à Puerto Berrio, qui offrait des entraînements à la population civile de Puerto Boyaca. Selon lui, les militaires étaient en position de désavantage, car ils devaient agir dans le cadre légal pendant que les paramilitaires agissaient illégalement. D'après Castaño « Monsieur Alvarez Enao faisait tout illégalement, il trouvait des voitures, il prêtait des pistolets, des sergents et des soldats » (traduction libre, cité dans Aranguren, 2001, version audio).

L'autre figure importante était le politicien libéral Pablo Emilio Guarín, qui voulait construire une base sociale qui puisse soutenir l'autodéfense de la zone. Selon le commandant paramilitaire Ernesto Baez (cité dans Aranguren, 2001), Guarín était le leader du projet politique anti-communiste à Puerto Boyacá. Il avait fait construire une pancarte à l'entrée du village : « Bienvenue à Puerto Boyacá, terre de paix et progrès, capitale anti-subversive de la Colombie » (traduction libre). Les FARC avaient construit des écoles et des hôpitaux. La contre-révolution de Guarín faisait en sorte que les enfants devaient suivre à l'école des cours d'éducation civique, apprendre l'hymne national et participer aux défilés patriotiques. Le prêtre de l'église propageait la peur des communistes : « Faites attention aux athées. Un communiste est un allié du diable, de Satan même » (Baez, cité dans Aranguren, version audio).

Le cas de la lutte anti-subversive au Magdalena Medio montre que la matérialisation du discours militaire de l'ennemi intérieur a été le résultat de la volonté consciente de plusieurs types d'acteurs de détruire le communisme, non seulement au moyen de la création de groupes paramilitaires, mais également en mettant des institutions comme l'école et l'église au service de la lutte anti-subversive.

Comme nous l'avons déjà noté, ce processus de destruction s'est mis en place pendant une période où les mouvements politiques et sociaux étaient très forts et articulés. Le support de la population à ces mouvements était alors croissant. La désignation de ces organisations en tant qu'ennemies a entraîné une réaction extrêmement violente de la part des secteurs dominants. Le Magdalena Medio est une des régions où la violence contre le parti politique de l'Union Patriotique (UP) a été la plus abrupte, car il possédait une force électorale très forte. Ce parti fut créé en 1985, suite à un processus de négociation entre le gouvernement de Belisario Betancourt et les FARC. Il était constitué par des ex-combattants des FARC, mais il réunissait également plusieurs mouvements politiques, sociaux et paysans. Pendant les élections de 1986, il a réussi à gagner 14 places au Congrès de la République, 14 députés, 351 conseillers municipaux et 23 maires. La plupart d'entre eux et des milliers de militants du parti ont été assassinés. Bien que le

nombre exact de meurtres n'ait pas été établi avec certitude, selon la *Comision Intereclesial de Justicia y Paz* (2005), plus de 3000 militants ont été tués, plus de 1000 ont été portés disparus, des milliers encore ont été déplacés par la force, tandis que 23 attentats contre des sièges du parti politique et 15 massacres ont eu lieu.

La responsabilité des meurtres de l'UP à Magdalena Medio a été attribuée au narcotraffiquant Gonzalo Rodriguez Gacha, pour qui les mouvements sociaux faisaient partie des guérillas. Cependant, la question de la responsabilité est plus complexe si les liens entre les différents acteurs qui ont participé à ce processus de destruction sont pris en compte. Le nombre de victimes et la courte période pendant laquelle le parti a été détruit suggèrent l'existence d'une volonté d'extermination du mouvement. En 1993, une accusation contre l'État colombien ayant pour cause sa participation à la violence contre l'UP a été déposée auprès de la Cour Interaméricaine des droits humains. La Cour a accepté l'accusation et, suite à une analyse du cas, a déclaré que même si les faits sont caractéristiques d'une situation de génocide, la définition du génocide acceptée par le droit international ne permet pas de reconnaître l'existence du délit. La réflexion concernant la définition est donc plus que pertinente dans le cas de l'UP car, comme nous l'avons signalé auparavant, les groupes politiques sont exclus de la définition, même si les groupes humains sont le plus souvent exterminés en raison de leur filiation politique. D'après la définition du génocide proposée par Waller (2007) la violence exercée contre l'UP pourrait être qualifiée de génocidaire car les faits révèlent l'existence d'une volonté délibérée et systématique d'extermination du groupe.

D'autre part, c'est également à Magdalena Medio que les premiers massacres ont été enregistrés. Le 11 novembre 1988 les paramilitaires ont procédé à une invasion dans le village de Segovia, où 48 personnes, incluant des femmes, des enfants et des personnes âgées ont été tuées par des coups de feu. D'autres massacres ont été commis à Puerto Boyaca, Cimitarra et la Rochela.

2.2.2. Du Magdalena Medio à Cordoba et Uraba

L'expérience à Magdalena Medio a servi de modèle aux autres régions du pays. Selon le commandant paramilitaire Salvatore Mancuso (cité dans Martinez, 2004), au début des années 80 au département de Cordoba, le Général Faron Yanine voulait créer une nouvelle capitale anti-subversive comme celle de Puerto Boyaca. Il organisait des réunions aux écoles rurales, aux fermes et à la Brigade XI de l'armée, au Bataillon Junin, pour convaincre les propriétaires de bétail, les commerçants et les agriculteurs de collaborer en tant qu'informateurs. Aussi, le général exprima sa volonté d'organiser des stratégies de défense et des réseaux de communication et d'information. Il soutenait que l'État devait gagner le soutien de la population civile car, en absence de confiance, les militaires ne pouvaient pas obtenir de l'information. Selon Mancuso, cette impression était répandue parmi les secteurs militaires :

Au début des années 80, le sujet de discussion principal dans les couloirs et aux casinos de l'École supérieure de guerre était la création d'une alliance entre les civils et les militaires contre des ennemis communs afin d'attaquer la guérilla en employant toutes les formes de lutte; de la même manière que, selon eux, celle-ci le faisait (Traduction libre, Martinez, p. 17).

D'après Mancuso (Cité dans Martinez, 2004), la guérilla *Ejercito Popular de Liberacion* (EPL) gagnait la guerre à Cordoba en 1985. Ils avaient intensifié les actions militaires, en consolidant des fronts de guerre urbains et ruraux. Ils avaient créé des états majeurs à Cordoba et à Uraba. La guérilla aurait « imprégné » les universités, les associations de professeurs, d'étudiants, de travailleurs et de paysans. D'après lui, la guérilla voulait radicaliser les paysans contre les propriétaires :

Il s'agissait de radicaliser les paysans, même avec les armes, contre les propriétaires du bétail, les travailleurs, les commerçants et les agriculteurs. Le vol, les extorsions, les kidnappings, sont devenus le lot quotidien pour beaucoup de familles (Traduction libre, Mancuso, cité Martinez, p.44).

Le père de Mancuso avait refusé de donner de l'argent à la guérilla, donc il a été obligé d'abandonner sa ferme et son magasin. D'autres amis de sa famille ont été victimes

d'enlèvements, d'extorsions, de vol et d'homicide. Initialement, Mancuso collaborait avec les militaires en leur fournissant de l'information. Ensuite, il a formé un groupe paramilitaire. Il a été instruit et il a reçu des armes des militaires. Sa stratégie initiale consistait en une collecte d'information et une vigilance permanente étant toujours en connexion avec la Brigade XI. En 1996, il est passé à la clandestinité et il s'est intégré aux *Autodefensas campesinas de Cordoba y Uraba* (ACCU), participant à la « récupération » de la région d'Uraba (Martinez, 2001).

D'après Aranguren (2001), qui a interviewé le commandant Carlos Castaño, l'origine des ACCU prend source en un groupe constitué par les 6 frères et les 3 cousins qui intégraient la famille Castaño. Le groupe, qui a été commandé initialement par Fidel Castaño et, après sa mort lors d'un combat avec l'EPL, par son frère Carlos, fut créé avec une volonté de venger la mort de leur père qui avait été séquestré et ensuite tué par les FARC. Selon Mancuso (cité dans Martinez, 2004), Fidel Castaño volait pour financer la guerre, ce qui lui permettait à la fois de s'enrichir et d'acheter des terres. Lorsque Carlos avait 18 ans, il avait voyagé en Israël où il suivit une formation dans laquelle il apprit que chaque citoyen de la nation était un militaire potentiel et qu'il ne fallait pas avoir peur d'être un mercenaire si l'on travaillait pour l'État.

D'après Carlos Castaño (cité dans Aranguren, 2001), lors de la formation des *Autodefensas campesinas del Magdalena Medio*, leur groupe agissait à Antioquia. Ayant entendu des histoires sur ce groupe, son frère Fidel avait décidé de s'allier avec eux à cause de la proximité géographique avec le Magdalena Medio. Ils ont commencé à agir ensemble, comptant initialement sur le soutien des militaires. Par la suite, selon lui, les militaires ne participaient pas directement aux actions, mais ils ne réprimaient pas non plus les paramilitaires.

2.3. L'expansion des groupes paramilitaires : Une guerre de massacres.

Selon Juan Carlos Garzon (2005) les liens entre les différents acteurs du phénomène paramilitaire se caractérisent par l'existence d'un ensemble d'alliances et de ruptures. Les

ruptures ont déclenché une répartition des zones de contrôle paramilitaire entre les commandants. Ils existent plusieurs dates importantes en ce qui concerne l'expansion des blocs. Une première expansion s'est produite en 1988, lorsque des groupes se sont installés à Cordoba, Sucre, Uraba et Bajo Cauca Antioqueño. Une autre date importante est l'année 1994 avec la mort de Pablo Escobar et du Mexicain, car il y a eu à ce moment-là une répartition des territoires et une expansion des groupes.

D'un côté, une guerre pour le contrôle des bandes de délinquants et des gangs de rue s'est mise en place à Medellin. Selon Garzon (2005b), le paramilitaire et trafiquant de drogues Alias Don Berna a gagné le contrôle du territoire et du marché de la drogue dans cette ville en formant le *Bloque Cacique Nutibara* (BCN), qui s'est disputé le pouvoir avec le bloc *Metro* et l'organisation criminelle *La Terraza*, dont tous les dirigeants ont été assassinés. Le BCN avait une structure complexe car il était composé d'organisations criminelles, narcotraquantes et paramilitaires, ce qui rend difficile la différenciation de la violence liée au crime organisé par rapport à celle de la violence politique.

De l'autre côté, Garzon (2005) a affirmé qu'après la mort de Pablo Escobar, il y a eu une expansion des groupes de Victor Carranza vers le sud-est du pays : Cesar, Santander, Boyaca, Cundinamarca et Meta. Les groupes de Castaño ont également contrôlé les routes du trafic de drogue et les régions de Cordoba, Antioquia, Uraba et Sucre. Ils se sont implantés à Uraba, qui est une région de cultures de bananes. L'expérience en cette région est emblématique car la stratégie pour contrôler le territoire et la population a été prise comme modèle d'expansion par la suite. La stratégie utilisée consistait à remplacer les confrontations directes avec la guérilla par l'élimination des partis de gauche et des mouvements sociaux, ce qui a été fait au moyen de massacres. Selon Leon Valencia (2007), entre 1995 et 1997, l'Union patriotique (UP), les syndicats et les organisations sociales ont été exterminés à Uraba. 1456 personnes ont été victimes d'homicides en 1996 et 808 en 1997. Les paramilitaires étaient soutenus par des politiciens et par les forces militaires à la tête du Général Rito Alejo del Rio.

1997 est une autre date importante, avec la formation des Autodéfenses Unies de

Colombie (AUC) par Carlos Castaño. Les AUC étaient une fédération composée par une trentaine de groupes paramilitaires qui comptaient sur une participation importante de trafiquants de drogues. Selon Leon Valencia (2007), les blocs étaient constitués d'armées irrégulières à caractère offensif. D'après Gustavo Duncan (2006), une expansion territoriale s'est alors mise en place. Ils ont gagné le contrôle territorial en perpétrant des massacres dans les territoires qu'ils occupaient. Des combattants ont été envoyés de Cordoba et Uraba vers d'autres départements : À Putumayo en 1996, à Norte de Santander en 2000, à Valle del Cauca, Cauca, Magdalena, Atlantico, Arauca et Nariño en 2001 et à Cundinamarca en 2002. Entre 1999 et 2003 les groupes paramilitaires agissaient en deux cent vingt-trois (223) municipalités du pays.

D'après Valencia (2007), des élites politiques, économiques et militaires organisaient des réunions avec les paramilitaires pour qu'ils se chargent de garantir la sécurité des départements. Des nouveaux partis politiques de droite ont été créés dans les zones d'influence des paramilitaires, étant soutenus par le pouvoir armé des blocs. Cela a créé des conditions de vie dictatoriales au niveau local et le contrôle du pouvoir politique par ces partis paramilitaires, qui ont également réussi à obtenir une représentation importante au Congrès de la République. Aux élections parlementaires de 2006, 33 Sénateurs et 50 Représentants à la chambre ont été élus dans des zones d'influence paramilitaire, obtenant presque 2 millions de votes, c'est-à-dire un tiers (1/3) de la votation totale du Congrès de la République. En ce sens, plus de 30% des parlementaires auraient des liens avec les paramilitaires.

Les AUC ont fait des millions de victimes. Selon les données de la Commission colombienne des juristes, entre 1996 et 2006, 14 440 personnes ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires, d'homicides sociopolitiques et de disparitions forcées par les groupes paramilitaires. D'après la Commission internationale pour les personnes disparues (2008) les victimes de disparitions forcées en Colombie sont souvent torturées et tuées. Leurs corps sont fréquemment cachés dans des sépulcres clandestins. Selon le Bureau du fiscal, 2 719 fosses communes et 2 399 corps ont été trouvés depuis 2006. D'après les statistiques de la *Consultoria para los derechos humanos y el desplazamiento*

(CODHES), entre 1999 et 2003, 1 567 905 personnes ont été déplacées par la force. Le déplacement forcé est une stratégie des paramilitaires et des narcotrafiquants pour s'appropriier les terres des paysans et pour contrôler les territoires.

Il s'agit donc d'une violence extrême à un niveau quantitatif, mais c'est aussi une violence prolongée dans le temps. La Commission nationale de réparation et réconciliation (CNRR, 2008) a également montré qu'une des caractéristiques du conflit armé en Colombie est qu'il représente une guerre de massacres. L'équipe de travail en mémoire historique de la CNRR a enregistré l'existence de 2505 massacres entre 1982 et 2007, laissant 14 660 victimes.

La violence paramilitaire est également caractérisée qualitativement par la mise en place de pratiques de cruauté envers les victimes comme des tortures, des décapitations et des démembrements des corps à l'aide de machettes. Une théâtralisation de la souffrance corporelle, qui passe par une exposition des agressions sexuelles contre les femmes des communautés, se manifeste. D'après un rapport d'Amnistie Internationale (2004), une des pratiques des paramilitaires Colombiens était d'ouvrir le ventre des femmes enceintes pour exposer leurs corps à la communauté. Jacques Sémelin (2005) a montré que les massacres sont une mise en scène de la souffrance corporelle, qui montre les modes d'expression culturelle. Dans les milieux ruraux, les armes utilisées sont des couteaux ou des machettes. Les agressions sexuelles sont des tactiques qui représentent un marquage du territoire et une humiliation des communautés qualifiées d'ennemies. Les massacres sont des espaces où il y a une acceptation du débordement des passions et un renversement des normes où le meurtre est encouragé. La cruauté contre les corps serait une mise en pratique de la déshumanisation des victimes. La violence a une tendance vers l'illimité. Il existe également un lien entre le massacre et la fête, s'agissant d'une violence orgiaque.

Le massacre au village d'El Salado en 2000 a été un espace où violence intensifiée, agressions sexuelles et fête ont convergé :

Le 18 et 19 février 2000, des participants d'un groupe paramilitaire ont réuni la

population et ils ont mis la table que le prêtre du village utilisait comme autel à l'église, où ils ont torturé plus de quarante personnes qui ont été exécutées par la suite. Les bourreaux ont obligé les femmes de la communauté à cuisiner et à servir. Ils se sont souccoulés et, pendant que quelques-uns continuaient à torturer, les autres ont décidé de danser avec certaines des femmes au rythme de la musique tropicale. Ensuite, elles ont été agressées sexuellement et tuées. Également, des enfants et des personnes âgées ont été agressés et tués. Les témoins racontent que les pleurs et les cris d'angoisse des victimes faisaient rire les agresseurs. (Traduction libre, cité en Mouvement de victimes de crimes d'État (MOVICE), 2007, p. 8).

Sémelin (2005) a également démontré que les massacres font partie d'un processus organisé de destruction partielle d'une collectivité qui vise la soumission du reste de la communauté. De la même manière qu'Eric Lair (1999) dans son étude sur le conflit armé colombien, Sémelin a souligné que c'est l'exercice de la terreur qui permet le contrôle des territoires et des populations et d'exploiter économiquement le peuple vaincu. Il s'agit également d'un processus de purification des populations jugées indésirables.

Ces pratiques de cruauté nous invitent à réfléchir aux processus qui conduisent des sociétés et des individus à commettre ces crimes atroces. Dans la section suivante, nous allons faire une revue des théories visant à expliquer la violence de masse et les conduites individuelles dans des contextes génocidaires.

3. Processus macrosociologiques de dérive vers la violence de masse

3.1. Les explications psychologiques et culturelles

Ervin Staub (1989) a analysé les bases culturelles et psychologiques du génocide et d'autres formes de violence de masse. Il a construit un modèle pour expliquer ce qui ferait en sorte qu'une société puisse être prête à exterminer un groupe défini en tant qu'ennemi intérieur. Selon l'auteur, l'origine des génocides s'explique par la combinaison de deux facteurs : l'existence de conditions de vie et économiques difficiles (famine, menace contre la vie ou privation prolongée) et les caractéristiques culturelles et provenant des institutions. Dans des contextes de vie difficiles, les sociétés pourraient réagir aux changements par le génocide si la culture a une tendance à être rigide et

monolithique. Les sociétés monolithiques (contrairement aux pluralistes), au sein desquelles il existe un fort respect envers l'autorité et un sens marqué de l'obéissance, seraient prédisposées au génocide et à la violence de masse.

Selon Staub (1989), les périodes difficiles favorisent l'expression des sentiments de menace et de frustration. Cette menace n'est pas uniquement physique mais également psychologique, car lorsque les gens ne sont pas en mesure de contrôler leur situation de vie, l'estime de soi peut être atteinte elle aussi. Cela conduirait à la naissance de motivations puissantes d'auto-protection, soient physiques (assurer la vie et la sécurité), soient psychologiques (protéger l'identité, les valeurs et les formes de vie). Dans des contextes de changement, les gens peuvent avoir l'impression que leurs croyances sont menacées, ce qui conduirait à la recherche de nouvelles interprétations.

Dans ce cadre là, il existe des conditions propices à ce que les gens adhèrent à des groupes qui leur fournissent une identité en prédisant une idéologie qui offre une interprétation à leurs malheurs en identifiant un ennemi qui est perçu comme la cause de leurs problèmes. L'identité du groupe se construit à partir de la différenciation entre le groupe d'appartenance et le groupe ennemi et à partir de la dévaluation des membres de l'autre groupe. Le groupe promet que la solution aux problèmes est l'extermination du groupe ennemi. Ces tendances psychologiques porteraient en elles le potentiel de conduire à la violence.

Le modèle de Staub est intéressant car il démontre que des conditions de vie difficiles peuvent créer des réactions psychologiques aptes à conduire les gens à adopter des interprétations stéréotypées de la réalité qui justifient l'extermination des groupes qui sont identifiés comme la cause des problèmes. Ce serait également les sociétés rigides, plus réfractaires aux changements, qui réagiraient aux crises perçues par le truchement de la violence extrême. Ces postulations donnent des pistes d'analyse pour comprendre la réaction extrêmement violente des classes dominantes colombiennes face aux changements qui se produisaient au niveau social, avec l'articulation croissante des mouvements sociaux et paysans; contestataires des inégalités sociales et des liens de

domination. Également, il est important de noter que c'est lorsque les membres de la « société respectable » ont été victimes des guérillas, que certains d'entre eux se sont montrés prêts à former des groupes paramilitaires en adoptant le discours de la sécurité nationale qui désignait les mouvements sociaux comme subversifs.

Cependant, il existe des limites servant à expliquer la violence par les réactions psychologiques des victimes ou la culture traditionnelle des secteurs dominants de la société rurale colombienne, qui risquent de nier que la violence a été un moyen pour ces secteurs de maintenir la structure de classe et de domination. Le terme de prédisposition est toujours problématique car il suggère qu'il existe des cultures plus violentes que d'autres. Néanmoins, il faut souligner l'importance de l'identité et des interprétations de la réalité, ce que Jacques Sémelin (2005) a désigné comme le pouvoir de l'imaginaire. Il est donc pertinent de comprendre les processus qui conduisent les groupes à s'engager dans la violence de masse.

3.2. La puissance de l'imaginaire et la construction sociale de la cruauté

Jacques Sémelin a analysé le pouvoir de l'imaginaire au sens proposé par Robert Merton (cité dans Sémelin, 2005) lorsqu'il travaille sur les prophéties auto-réalisatrices : C'est lorsque les êtres humains définissent les choses comme réelles qu'elles deviennent réelles dans leurs conséquences. Sémelin (2005) a démontré que dans la construction sociale de la différence, à partir de laquelle se crée le « nous » qui donne forme à l'identité, ce qui compte n'est pas la différence réelle mais la perception de cette différence. Benedict Anderson (cité dans Sémelin, 2005) a soutenu que la nation en tant que telle n'existe pas, mais c'est la perception de l'existence d'une communauté imaginaire qui la crée. Selon Sémelin (2005), c'est à partir de notions imaginaires, qui donnent forme à la différence, que l'extermination d'autrui est justifiée.

Trois types de rhétoriques sont employées pour justifier la violence contre un autre groupe : La sécurité, l'identité et la pureté. La violence contre un groupe ennemi est interprétée comme une forme d'autodéfense du groupe d'appartenance. Aussi, il se

construit un imaginaire disant que l'élimination de l'ennemi pourrait conduire à l'élaboration d'une société unitaire et sans conflits. La violence est présentée comme une manière de nettoyer la société, employant des termes associés à la santé et à la propreté. D'après Sémelin (2005), ce type de rhétorique aurait un pouvoir émotionnel énorme pendant les situations de crise et de changement, caractérisées par une perte des repères d'interprétation de la réalité.

James Waller (2007) a analysé le processus de construction sociale de la cruauté. Selon l'auteur, pour que la démarcation de la différence entre « nous » et « eux » conduise à l'hostilité, une construction psychologique d'autrui serait nécessaire. La démarcation est également morale et psychologique. C'est lorsqu'autrui est exclu de la communauté humaine que la violence contre lui est justifiée. Cette exclusion est désignée comme une déshumanisation. C'est à partir de l'exclusion de l'univers moral que les victimes cessent d'être perçues comme des êtres humains et que les agresseurs vont interpréter non seulement que leur élimination est justifiée mais également que c'est un devoir moral.

Le désengagement moral est un processus graduel de détachement où d'autres êtres humains sont placés en dehors des limites où les valeurs morales gravitent. Selon Waller (2007), ils existent trois types de stratégies de désengagement moral qui font que les groupes acceptent la transgression. D'une part, l'agression doit être justifiée moralement. Elle est montrée comme une nécessité pour la survie du groupe et pour sa sécurité, ce qui fait qu'elle devienne individuellement et socialement acceptable car elle est présentée comme si elle était faite au service de la société et de la morale. Les meurtres de masse en viendraient donc à être perçus comme une réponse appropriée aux situations de crise. Cela se fait au moyen de la construction de mythes et de symboles qui peuvent donner une réinterprétation de l'histoire de la victimisation subie par le groupe, justifiant ainsi le besoin du recours à la violence.

Selon Waller (2007), une autre stratégie est celle de la déshumanisation des victimes : cette stratégie est un processus de catégorisation d'un autre groupe qui se fait au moyen d'une déshumanisation linguistique, en employant des mots qui évoquent des animaux ou

bien des créatures non humaines dévalorisées comme des monstres ou des diables. Ces processus enlèvent aux victimes leur identité. Les victimes sont aussi blâmées, dans le sens où l'on va évoquer qu'elles méritent et qu'elles sont coupables de leur sort. La troisième stratégie consiste à employer un langage d'euphémismes pour désigner les actions violentes, ce qui contribue à réduire la responsabilité individuelle.

Plusieurs discours, articles et déclarations des commandants des groupes paramilitaires Colombiens (Camilo, 2004; Diego Vecino, 2006; Isaza, 2004; Isaza, 2007; Mancuso, 2007), prononcés ou écrits pendant la période du processus de paix avec le gouvernement colombien entre 2002 et 2006, ont été publiés sur leurs sites Internet; les commandants ont donné leur interprétation de l'histoire de la violence paramilitaire. Ils décrivent les expériences de victimisation qu'ils ont subies à cause de la guérilla, ce qui revient à justifier un discours d'autodéfense. En fait, les paramilitaires colombiens se sont toujours définis comme des groupes d'autodéfense, résistant à ce qu'on les désigne comme des paramilitaires. En évoquant les expériences de victimisation dans lesquelles ils ont souffert, ils cherchent à montrer que les guérillas étaient une menace à leur survie; c'est pourquoi ils emploient une rhétorique liée à la sécurité pour justifier la violence. Les guérillas sont décrites comme une menace à la vie, mais aussi à l'économie des familles et aux traditions des communautés.

Dans un discours écrit par Ramon Isaza, considéré comme le père de l'autodéfense en Colombie, qui a été lu au Congrès de la République le 18 juillet 2004, le commandant a essayé de montrer que la décision de combattre la guérilla se comprend dans un contexte de vie traditionnelle à la campagne. Il n'y avait pas d'électricité, ni d'agriculture mécanisée, ni de voitures. Avec une économie d'autosubsistance, les gens avaient tout juste le nécessaire pour garantir les besoins de leurs familles, c'est pourquoi la demande d'une poule, d'un porc ou d'une vache par la guérilla pouvait causer des dommages énormes aux familles. Il souligne qu'à cette époque, les habitudes et les valeurs étaient ceux de la famille, des voisins et de la communauté. En ce sens, la violence est interprétée comme une forme d'autodéfense de l'économie des familles et des traditions des communautés. L'agression est présentée comme si elle était exercée pour le bénéfice

de la société et de la morale.

Isaza était un membre du conseil communautaire de San Luis, au Magdalena Medio. Il avait demandé de l'aide à un Général de l'armée lors d'une visite à Bogota, qui lui a recommandé de former un groupe, ce qui, selon lui, a eu une influence importante dans sa décision d'exercer la violence. Des années plus tard, il a commencé à agir en tant qu'informateur de l'armée, puis il a convaincu des voisins de devenir les gardiens de leurs fermes, recevant des pistolets du bataillon militaire. L'exercice de la violence est interprété comme une lutte pour des valeurs qui vont d'aspects plus quotidiens à des notions plus abstraites : La terre, la famille, les voisins, la communauté, la région, la patrie. C'est également une lutte pour la paix et pour la liberté. La terre a une valeur symbolique très importante, non seulement car c'est ce qui permet la subsistance, mais aussi car elle représente le mode de vie traditionnel.

En opposition aux valeurs défendues, les subversifs sont qualifiés d'apatrides qui ont des idées empruntées aux étrangers. Plutôt qu'à une déshumanisation, on assiste à une criminalisation par le langage. Le discours met l'accent sur les actions criminelles commises par la guérilla comme les extorsions, les séquestrations et les intimidations et les « subversifs » sont qualifiés de bandits. Ils sont représentés à l'aide des valeurs négatives associées aux criminels, comme des menteurs, des traîtres, des assassins, des extrémistes, des voleurs motivés par des bénéfices économiques. Eux, au contraire, se représentent comme des bons parents, des hommes travailleurs et religieux qui ont sacrifié leur vie pour défendre la patrie. Les combattants sont montrés comme des héros, exaltant les valeurs de l'effort, de la loyauté et de la discipline. Le groupe est représenté comme une grande famille, détenant un lien paternaliste entre les commandants et les combattants. C'est un discours, chargé de références religieuses, qui insiste sur l'importance du pardon.

4. La réflexion sur les meurtriers de masse : Avancées et limites à la compréhension de la problématique des combattants de guerres civiles contemporaines.

Cette section présente des études qui visent à expliquer les processus qui conduisent les agresseurs à commettre des massacres, se penchant plus spécifiquement sur le point de vue microsocial des acteurs dans des contextes génocidaires. La réflexion sur la responsabilité des agresseurs est aussi abordée. Les limites de ces études seront analysées, en contrastant cette littérature avec des études portant sur les combattants des guerres civiles actuelles.

4.1. Hannah Arendt et la banalité du mal

4.1.1. Responsabilité et morale

Hannah Arendt, une philosophe allemande juive, a survécu à l'holocauste; elle a habité en France et s'est réfugiée ensuite aux Etats-Unis. Arendt a ouvert un champ de réflexion sur les criminels de guerre. Elle a assisté aux audiences du procès fait par le tribunal de Jérusalem contre Adolf Eichmann en 1960. Eichmann était un *Obersturmbannführer* (lieutenant-colonel) spécialisé en « affaires juives » des SS nazi. Il est reconnu comme l'architecte de la solution finale en Pologne. Il était responsable d'organiser le transport des déportations de juifs vers les camps de concentration pendant la deuxième guerre mondiale. En assistant aux interrogatoires, Arendt s'est intéressée aux explications données par la défense et par l'accusé sur les raisons qui l'ont conduites à agir comme il l'a fait. À partir de la publication de son ouvrage, *Eichmann à Jérusalem* en 1963, Arendt a ouvert un champ de réflexion sur la responsabilité morale face aux génocides, qui est en lien avec la compréhension des actions des criminels de guerre.

Eichmann a été accusé par le tribunal d'avoir commis 15 délits, dont des crimes de guerre, contre l'humanité et contre le peuple juif. L'accusé s'est déclaré innocent « dans le sens donné par l'accusation » (traduction libre, Arendt, p. 39, 2009). Selon Robert Servatius, qui était l'avocat d'Eichmann, son client était innocent car on l'accusait de

commettre des actions qui n'étaient pas des délits dans le cadre de la législation nazie, mais qui dans ce contexte-là étaient commémorées. L'autre argument soutenu par Servatius est que l'accusé obéissait à des ordres. Eichmann a affirmé qu'il n'a jamais tué un juif directement, mais qu'il l'aurait fait s'il en avait reçu l'ordre.

Ces formulations soulèvent plusieurs questions importantes. L'une d'elles, est celle de la responsabilité. Arendt (2005) montre le lien existant entre le droit et la morale. Le système de justice établit des responsabilités individuelles à partir d'une jurisprudence qui se base sur une conception spécifique du comportement moral. Les jugements sont faits en rétrospective et à partir de préconceptions. Le problème est que les sociétés totalitaires sont monolithiques, tout est coordonné et l'acceptation des principes de ceux qui sont au pouvoir est obligée. Les individus seraient donc des pièces qui font marcher le système et dans ce sens-là, ils ne seraient ni des agents libres, ni responsables. De l'autre côté, le régime nazi a entraîné un renversement de l'univers normatif où toutes les actions qui auparavant étaient considérées comme des crimes sont devenues des lois et les actions morales sont devenues des crimes. Dans ce « nouvel ordre », « tu tueras » est devenu la loi.

La position d'Arendt (2005) est que le fait que les auteurs aient agi comme des rouages du système et dans le cadre de ce « nouvel ordre » constitue une circonstance atténuante mais n'est pas une excuse. Selon Arendt, il existe une responsabilité individuelle des auteurs qui, malgré les circonstances dans lesquelles ils ont agi, gardent quand même une liberté de conscience. Ils ont une responsabilité pour avoir violé les principes essentiels de l'intégrité de la communauté humaine. « L'horreur inexprimable » de ce qui est arrivé en Allemagne nazie allait contre toutes les catégories morales et contre les normes de la jurisprudence.

4.1.2. La banalité du mal

D'après Arendt (2005), une perte de la capacité de juger a été instaurée en Allemagne nazie. Ceux qui faisaient fonctionner le système n'étaient ni convaincus, ni en accord

avec les crimes, mais ils étaient prêts à les commettre. Le mal, défini comme « le fait d'être déterminé à s'avérer monstrueux » (2005, p. 186) était devenu banal dans le sens où les acteurs avaient perdu leur capacité de juger. Tuer était devenu une routine et les auteurs ne pouvaient plus réagir moralement, à cause de l'emploi conscient d'un ensemble d'arguments et de clichés qui conditionnaient les fonctionnaires et la population en général à accepter le « mal ». En plus, les crimes avaient été commis par les membres de la « société respectable ».

La démarche d'Arendt (2009) a été d'étudier le sens qu'Eichmann donnait aux crimes qu'il avait commis. Le premier élément qui est intéressant dans le discours d'Eichmann est la manière dont il se percevait lui-même en commettant ses actes : son identité. Lorsqu'il a témoigné devant le tribunal de Jérusalem, presque 20 ans avaient passé depuis la fin de la guerre, donc sa perception de la situation avait changé. Ce n'est que rétrospectivement et en apprenant les valeurs défendues par le tribunal qu'il a compris qu'il avait agi d'une manière délictuelle. Dans le contexte de l'Allemagne nazie, Eichmann était un citoyen respectable et respectueux des lois, donc il s'opposait à qu'on le définisse comme étant un monstre.

L'identité d'Eichmann est au centre de l'explication du pourquoi il a agi comme il l'a fait. Il existe un lien très fort entre l'identité et le travail. Eichmann ne pouvait pas se percevoir comme un monstre car ce n'était pas la haine envers les juifs qui l'avait conduit à se comporter comme il l'avait fait. Il avait même des amis juifs. Ce qui l'avait poussé c'était sa carrière personnelle, le sentiment de satisfaction que lui générait le fait d'appartenir à une organisation, même si au début il ne connaissait même pas le type d'organisation pour laquelle il allait travailler. Ce qui comptait pour Eichmann était de bien faire son travail pour pouvoir avancer dans sa carrière et obtenir ainsi une reconnaissance sociale. Le besoin de reconnaissance sociale est très marqué dans son discours. Il était même incapable de se rappeler des faits qui n'étaient pas en lien avec les moments où sa carrière avait été reconnue.

4.2. Les criminels de guerre : Les limites de l'approche de la normalité pour la compréhension de la problématique des combattants

Hannah Arendt a apporté plusieurs éléments à l'explication du comportement des criminels de guerre, que nous allons analyser par la suite. Cependant, une des critiques adressées à Arendt est que l'étude d'un seul individu (Eichmann) ne permet pas de faire des généralisations sur le comportement des meurtriers de masse (Sémelin, 2005). Un des éléments soulignés par Arendt (2009) est que les criminels de guerre sont des hommes normaux. Comme montré par Harald Welzer (2005), pendant les jugements de Nuremberg, des tests psychologiques ont été pratiqués sur les accusés du régime nazi qui comparaissaient devant le tribunal, cherchant à savoir si leur comportement pouvait être expliqué par l'existence d'une personnalité criminelle. Il existait la perception que les criminels les plus meurtriers de l'histoire devaient nécessairement être différents des gens « normaux » et qu'ils avaient une psychopathologie spécifique. Cependant, cela n'a jamais pu être prouvé. Selon Welzer (2005) les exécuteurs peuvent être perçus comme normaux car ils n'ont pas des caractéristiques psychosociales différentes de l'ensemble de la population qui puissent permettre d'analyser leur comportement comme une conséquence d'une prédisposition au crime.

L'étude du comportement criminel qui cherche à établir des prédispositions au crime, typique à la psychocriminologie, part de la base qu'il existe une différence entre les délinquants et les non délinquants. L'une des critiques de cette approche vient de la difficulté à dégager l'influence du social des caractéristiques individuelles. Le consensus affirmant que les criminels de guerre sont normaux est quand même intéressant car il permet de comprendre qu'à peu près n'importe qui peut poser un geste criminel du jour au lendemain, ce qui oriente l'étude du passage à l'acte vers d'autres facteurs comme la socialisation, les institutions et le langage. Ce qui est important ce n'est pas tant de savoir s'ils sont normaux ou pas, mais plutôt de savoir qui ils sont, non pas pour dire qu'ils sont différents ou prédisposés à commettre des crimes, mais pour comprendre les contextes où des millions de personnes dans le monde s'engagent à commettre des meurtres de masse.

Les explications par rapport à la culture ou aux effets psychologiques des groupes sur les individus ne portent pas une attention suffisante aux réalités sociales des combattants qui participent aux guerres civiles actuelles. Irma Specht (2006) a fait une étude des caractéristiques des jeunes combattants en soulignant qu'ils appartiennent à des contextes sociaux et économiques vulnérables, caractérisés par l'existence de subcultures de violence et par l'absence d'opportunités qui leur permettent de sentir qu'ils ont une place dans le monde. Cela peut créer des sentiments d'aliénation, de marginalisation et de désespoir qui ont une influence sur la décision de s'affilier à des groupes armés. Eliana Riaño (2005), qui a fait une recherche qualitative portant sur la socialisation des jeunes combattants colombiens, a souligné que les structures familiales colombiennes ont changé pendant les dernières décennies à cause des processus de modernisation, d'urbanisation et des migrations qui sont en partie liées à la guerre. Ces processus ont changé les rôles traditionnellement joués au sein des familles et ils ont produit également une augmentation des familles monoparentales. Dès l'enfance, les jeunes doivent assumer des responsabilités d'adultes. D'après une étude, combinant des méthodologies quantitatives et qualitatives, menée par la *Defensoria del Pueblo* (2005) auprès de 525 ex-combattants mineurs qui participaient au programme de réinsertion, 56% proviennent de familles monoparentales, dont 37,2% à cause de l'assassinat du père ou de la mère.

Ces processus ont créé également des contextes de marginalité économique, où la violence dans les familles et dans la communauté sont le lot quotidien. C'est dans ces contextes-là que les jeunes sont prêts à prendre part à des groupes armés. Selon Riaño (2005), les groupes créent des modèles identitaires pour les jeunes qui se sentent sans futur, car ils se présentent aux communautés comme des moyens pour acquérir une reconnaissance sociale, du pouvoir et de l'argent. Les modèles autoritaires seraient très valorisés par ces jeunes. D'après la *Defensoria del Pueblo* (2005), l'admiration à l'égard du modèle militaire est une motivation importante pour comprendre l'affiliation des jeunes (44,6% des filles et 60,3% des garçons).

Dans une conférence dictée par Gustavo Duncan au Premier Congrès international de désarmement, démobilisation et réintégration (CIDDR) le 4 mai 2009 à Cartagena, le

chercheur a souligné que l'économie du trafic de drogues a introduit le capitalisme dans les zones rurales colombiennes, ce qui a produit un changement des valeurs des jeunes. Ils s'associeraient à des groupes armés pour accéder à l'économie de marché et s'acheter des objets comme des cellulaires et des vêtements à la mode.

Selon une étude quantitative menée par la Mairie de Bogota (2006) auprès d'ex-combattants qui participaient au PRVC dans cette ville, les raisons principales pour s'affilier à des groupes armés sont les besoins économiques et le manque d'opportunités (42% des cas). D'autres raisons sont la réception de menaces de la part des groupes armés (14%), la vengeance (11%), l'idéologie (11%) et l'admiration du modèle militaire (11%).

4.3. Les processus de transformation des individus en tueurs

Les études sur les combattants des groupes armés colombiens se sont surtout penchées sur l'analyse des motivations concernant les affiliations, mais les processus qui conduisent les combattants à commettre des meurtres de masse ont été peu étudiés. Un des éléments d'analyse apporté par Hannah Arendt (2005) avec le concept de la banalité du mal est que la violence de masse serait la conséquence d'un processus de routinisation des meurtres dans le cadre d'un système où les valeurs ont été renversées, les auteurs agissant comme des rouages du système. L'emploi d'un langage de clichés ferait en sorte que le mal devienne banal. Selon la philosophe, en Allemagne nazie, la mise en place d'un système bureaucratique crée un éloignement entre la victime et le bourreau qui permet d'envisager les meurtres comme des tâches.

Ce qui compte dans les groupes armés est en revanche la proximité entre le bourreau et la victime. Cependant, la banalisation de la violence à partir d'une professionnalisation des meurtriers, le système de valeurs et le langage sont des facteurs importants pour expliquer le comportement des combattants. Waller (2007) a analysé le pouvoir de la construction sociale de la cruauté dans des situations sociales immédiates. Selon l'auteur, les agresseurs se construisent et sont construits dans des contextes sociaux spécifiques où l'univers moral a été renversé. Dans le cadre de ces contextes, ils passent par un

processus de socialisation professionnelle dans une organisation qui fait en sorte que la violence devienne légitime et soit actualisée. Les mécanismes de socialisation employés sont :

1. La demande graduelle par le groupe de commandements de plus en plus excessifs faisant que la transgression devienne plus facile avec le parcours du temps et qu'une désensibilisation progressive se mette en place.
2. Le contexte de cruauté est renforcé dans le cadre d'institutions structurées et disciplinaires où les comportements excessifs sont tout le temps actualisés et théâtralisés. Les comportements brutaux deviennent donc routiniers et habituels.
3. L'assignation de rôles par les groupes a un effet sur le comportement des agresseurs. Des gens ordinaires peuvent devenir brutaux envers d'autres dans des contextes où les comportements violents sont acceptés, soutenus par une idéologie et encouragés par le groupe. L'assignation d'un rôle peut entraîner un changement de l'identité de l'individu. Ce changement d'identité s'explique par un processus de désindividualisation où l'identité personnelle disparaît. L'individu serait absorbé par la situation du groupe et par son rôle, les règles sociales habituelles étant remplacées par celles du groupe. Dans ces cadres-là, les individus pourraient perdre leur capacité de juger la moralité de leurs actions.

D'après Sémelin (2005), ce sont les groupes qui transforment les individus en tueurs, à partir d'un processus où l'identité individuelle est remplacée par celle du groupe (« nous » contre « eux »). Des entraînements très exigeants physiquement et psychologiquement sont mis en place pour que les combattants deviennent des exécuteurs désensibilisés à la violence. Néanmoins, un facteur plus important que le discours et que les entraînements serait l'expérience de tuer. Après une première expérience, tuer deviendrait une routine et les combattants agiraient comme des professionnels de la violence contre les civils. De plus, le sens qu'ils donnent aux actions violentes se construit par la pratique du massacre qui produit à la fois des rhétoriques et un

vocabulaire qui rendent la violence banale. Le langage construit une culture commune et donne forme à la dynamique du groupe. Ces rhétoriques font aussi en sorte que les combattants pensent qu'ils servent un intérêt supérieur, donc qu'ils interprètent les meurtres comme des actions morales. Néanmoins, il existe des réactions psychologiques et des adaptations individuelles à la violence qui sont différentielles. Un autre facteur important est que les combattants agissent en groupe car ils se construisent des espaces où le débordement des passions est autorisé et le groupe crée une pression sociale sur l'individu où l'idéal de masculinité qui exige la réalisation des comportements atroces est mis en place. Ce sont des liens de fraternité virile.

5. Les démobilisations des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Une violence qui ne finit pas.

5.1. La construction des récits dans le post-conflit

Dans cette section, nous allons faire une description du contexte de la réintégration sociale des ex-combattants des AUC, car c'est dans ce contexte que s'inscrivent les témoignages de nos interviewés. Quelle est l'influence du contexte sur les récits? Quelques précisions conceptuelles sont nécessaires.

Selon Jean-Michel Adam (1991), la narration est une manière de mettre en mots l'expérience quotidienne, de laquelle on peut dégager différents types de discours. Le récit est la représentation d'un événement. Quand un événement est représenté, il devient un récit. La narration est donc une interprétation d'un événement. Le récit a une dimension chronologique et il cherche à créer un effet sur le destinataire. Carole Dornier (2001) a montré le lien existant entre la mémoire, qui est la faculté de se représenter le passé, et l'identité personnelle, dans le sens où la conscience de soi est construite à partir de l'histoire d'une vie. C'est donc la mémoire qui permet la construction de l'identité. L'image d'un événement passé ne peut pas être assimilée à l'événement en soi car il s'agit d'une interprétation de celui-ci. En ce sens, le problème qui se pose au témoignage est que la subjectivité, les croyances et les opinions du témoin se constituent comme un filtre entre le vécu et l'interprétation de l'expérience. La rhétorique est l'interprétation

que le témoin veut transmettre à son destinataire. Il existe donc un doute sur la vérité du témoignage.

Le problème de la vérité des témoignages se pose pendant les contextes de post-conflit car c'est à partir de témoignages que l'on tente de construire la « vérité » de l'histoire des confrontations du passé. Nadine Kuperty-Tsur (2001) a fait une analyse des rhétoriques de témoignages portant sur le massacre de la Saint-Barthélemy au XVI^{ème} Siècle, où 40 000 Protestants ont été tués par des Catholiques à Paris. L'auteur a identifié deux problèmes principaux par rapport aux témoignages. L'un concerne le conditionnement idéologique des témoins et l'autre a trait aux objectifs visés par les discours. Sa position est que les témoignages ne permettent pas de reconstruire l'histoire et que le nombre croissant de témoignages, au lieu d'éclaircir la vérité, l'obscurcit. D'après elle, les témoignages informent davantage sur le témoin que sur les événements.

Elle a trouvé deux types de rhétoriques dans les témoignages. L'une, celle des Catholiques, visait à rendre légitime le massacre et à déresponsabiliser, en montrant ce dernier comme une réponse à la menace que représentaient les Protestants face à la monarchie, défendant ainsi le principe de la légitime défense. Une autre, celle des Protestants, exaltait l'horreur et la bestialité, mais en même temps interprétait le massacre comme un destin de la volonté divine, ce qui permettait d'exalter les valeurs de leur groupe. Selon Kuperty-Tsur (2001) la mémoire permet de construire une rationalité qui offre un moyen de libération des horreurs du passé. Les agresseurs chercheraient à s'innocenter, pendant que les témoignages seraient aussi un moyen pour les victimes de prouver une innocence fortement remise en question.

Leigh A. Payne (2008) a aussi analysé le problème de la construction de la vérité, en étudiant les rhétoriques des criminels de guerre dans des contextes post-conflituels. Lorsqu'on demande aux agresseurs de dire la vérité sur les atrocités commises pendant la guerre, sans nécessairement contribuer à la connaissance de la vérité, ils tendent à justifier leurs actions, en apportant des versions personnelles du passé. Bien que le public aimerait entendre des excuses de leur part, ils ont tendance à minimiser leur

responsabilité. Face à un stéréotype social et médiatique du criminel pervers et sadique, ils cherchent à changer ces perceptions en employant un langage éloquent. Ils fournissent un portrait de leur vie privée qui est incompatible avec les stéréotypes sociaux du criminel. Ils se montrent comme de bons voisins et de bons citoyens; des hommes religieux et travailleurs; de bons amis, parents et maris. Ils se décrivent comme des patriotes ayant fait des sacrifices personnels pour leur pays.

5.2. Le contexte de la réintégration des ex-combattants

D'après Gerson Arias (2008) les AUC ont émis la « Déclaration pour la paix de la Colombie » le 22 novembre 2002. Ils se sont engagés à cesser les hostilités à partir du premier décembre 2002. Le 15 juillet 2003, le gouvernement d'Alvaro Uribe et les AUC ont signé l'Accord de *Santa Fe de Ralito*, qui est le seul pacte formel conduit pendant toute la période de négociation. L'accord établissait des mesures concernant l'organisation des cérémonies de démobilisation et la réintégration sociale des combattants. Le processus s'est caractérisé par un manque d'accords en matière de justice transitionnelle². En 2002, le gouvernement a fait approuver la Loi 782 de 2002 afin de promouvoir les négociations avec les groupes paramilitaires, réglementant les démobilisations et la réinsertion des combattants. Selon Rivas, Mendez et Arias (2007) entre 2003 et 2006, 39 blocs paramilitaires et 31 687 combattants se sont démobilisés. La première démobilisation a eu lieu le 24 novembre 2003 avec le désarmement du Bloc *Cacique Nutibara*. La dernière a eu lieu le 5 août 2006 avec celui du Bloc *Elmer Cardenas*, donnant fin au processus de paix.

² Selon Botero et Restrepo (2005), la justice transitionnelle est l'ensemble des mesures adoptées par l'État pour répondre aux violations généralisées et systématiques des droits humains, dont les objectifs sont la reconnaissance des victimes, la promotion de la paix, la démocratie et la réconciliation. Ces mesures sont différentes de la législation pénale ordinaire et elles s'appliquent pendant les périodes de transition à la démocratie ou au post conflit. Il existe trois types de mesures de justice transitionnelle adoptées par les États : Les amnisties, les jugements par le système pénal et les commissions de vérité. Pendant les années 1990, le droit international a créé des paramètres de base en justice transitionnelle afin de lutter contre l'impunité, augmentant la responsabilité de l'État en ce qui concerne l'obligation de juger les auteurs de crimes atroces et de garantir les droits des victimes. Également, le principe de responsabilité pénale individuelle des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité a été établi et les mécanismes de pression sur les États de la part de la communauté internationale ont augmenté.

Selon Laplante et Theidon (2007), le Gouvernement a émis le décret 128 le 22 janvier 2003 qui octroyait des bénéfices économiques et juridiques aux auteurs de délits internationalement amnistiables. Ces bénéfices sont la suspension conditionnelle de l'exécution de la sentence, l'arrêt de la procédure, la résolution de cessation de l'investigation et le pardon. Lors des démobilisations, les combattants ont été emmenés dans des zones de concentration où leur identité fut vérifiée. Le Bureau fiscal a vérifié si le combattant faisait preuve d'accusations pour des violations flagrantes aux droits humains. S'il n'avait pas d'accusations, il recevait les bénéfices du décret 128, sans avoir à faire une confession. Comme la plupart des combattants n'avaient pas d'accusations, 90% ont été amnistiés.

Ce n'est qu'en 2005 que le Congrès de la République a approuvé une loi pour réglementer les procès des auteurs des délits que la législation internationale ne permet pas d'amnistier. La loi 975 de 2005 (Loi de justice et paix) vise la réintégration à la vie civile des anciens combattants, en garantissant les droits des victimes à la vérité, la justice et la réparation. Elle régle les investigations, les procès, les sanctions et les bénéfices juridiques des auteurs de crimes atroces qui avaient des accusations avant les démobilisations. D'après Felipe Gomez Isa (2008), la loi veut créer un équilibre entre les besoins de paix et de justice en concédant des bénéfices juridiques immenses aux paramilitaires, qui en échange devraient dire la vérité, réparer les victimes et garantir la non-répétition des crimes. La loi prescrit une peine alternative qui varie entre 5 et 8 ans, dépendant de la gravité du crime et de la collaboration de l'accusé avec le système de justice. Selon l'auteur, la loi 975 adopte les principes des droits humains, en reconnaissant les droits des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation, mais les mécanismes nécessaires pour faire respecter ces droits ne sont pas garantis.

D'après Rivas, Mendez et Arias (2007) les combattants qui ont été amnistiés participent au Programme de réintégration à la vie civile (PRVC) créé par le gouvernement en 2003. Le programme est géré par l'*Alta consejería para la reintegración* (ACR) depuis 2006. Un programme pour les enfants soldats est administré par l'*Institut colombien de protection de la famille*.

Nos interviewés ont été amnistiés, ils ne participaient donc pas au processus de justice transitionnelle. Ils étaient des bénéficiaires des programmes de réintégration. Il est important de décrire les caractéristiques de ces programmes car leurs narrations ont été construites dans ces contextes. Certains de nos interviewés avaient participé au programme de réintégration dirigé à des ex-enfants soldats de la *Fundación enseñanza a pescar* (FEP). Ce programme est sous la responsabilité de l'*Institut colombien de protection de la famille* (ICBF). Les programmes pour les mineurs visent la restitution des droits des anciens enfants soldats qui sont désignés comme étant des victimes du conflit armé. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, 2003), le Décret 128 de 2003, réglementant la loi 782 de 2003, adopte une approche personnalisée et qui défend l'intérêt supérieur de l'enfant, en soutenant que tout mineur impliqué dans les hostilités est considéré comme étant une victime de la violence politique.

L'ICBF est responsable de la planification et de l'exécution du programme de protection et d'assistance pour les ex-combattants qui ont moins de 18 ans. Ce programme s'appelle « *Garçons, filles et jeunes démobilisés des groupes armés illégaux* ». Il est financé, entre autres, par l'Agence canadienne pour la Coopération internationale. Il se compose de trois étapes. La première s'appelle « maison de transition »; cette étape vise la définition du profil de l'ex-combattant. La deuxième étape se déroule dans un Centre de protection spécialisé (CAE), où une intervention est faite en fonction du profil du participant. À cette étape commence le programme visant la réintégration sociale et économique de l'ex-combattant. La troisième phase, nommée « maison des jeunes » vise à travailler sur la réintégration sociale et familiale.

L'ICBF adjuge l'application des programmes de réintégration à des Organisations non gouvernementales (ONG), spécialisées en intervention auprès des enfants soldats. Des entretiens ont été faits au CAE *Fundación enseñanza a pescar* (FEP). La FEP est une maison d'accueil où habitent des jeunes ex-combattants des groupes paramilitaires et des différentes guérillas. En plus de l'enseignement secondaire, l'institution encourage les

participants à continuer leur processus d'apprentissage en offrant des cours dans plusieurs domaines, afin de préparer leur réintégration sociale et économique. Cela permet l'identification des intérêts des jeunes. De même, les participants reçoivent du soutien psychologique. Ce suivi est un élément central du programme. Un autre élément important est l'apprentissage des valeurs des droits humains.

En ce qui concerne le programme pour les ex-combattants adultes, administré par l'ACR, il se compose de trois volets : aide humanitaire, formation académique et pour l'emploi, et aide psychosociale. L'aide humanitaire reçue consiste en une assurance maladie et une aide financière mensuelle. Depuis 2006, le montant d'argent dépend de la participation aux programmes d'éducation et psychosociaux, offrant une manière de les encourager à participer à ces programmes. L'aide financière a diminué de presque la moitié depuis le début du programme. Le volet des formations vise à encourager les participants à finir leur scolarité secondaire, à partir d'un nivellement académique par cycles. Ensuite, ils ont l'option de suivre une formation technique pour les aider à s'intégrer au marché du travail. Ils peuvent choisir aussi de créer un « projet productif » avec d'autres ex-combattants.

Le troisième volet du PRVC est celui de l'aide psychosociale. Des psychologues et des travailleurs sociaux travaillent avec l'ex-combattant dans la planification d'une nouvelle « route de vie ». Les intervenants orientent le participant dans le cheminement à suivre en ce qui concerne son projet au niveau de l'éducation et de l'emploi. Ils les encouragent à se concentrer dans leur nouveau projet de vie, en essayant d'intégrer les familles dans le processus. Selon le Ministère de Justice (2006), le programme psychosocial vise également à corriger des problématiques présentées dans la population démobilisée à partir d'un processus de réflexion sur les comportements et habitudes caractérisant les relations avec la famille et les pairs et en promouvant la résolution pacifique des conflits. Ces réflexions devraient également conduire à la réconciliation. Il s'agit de déconstruire les discours de la guerre en construisant des discours citoyens.

D'après le Ministère (2006), le programme psychosocial travaille sur trois axes :

1. L'orientation de l'ex-combattant à des réseaux de soutien institutionnels.
2. L'accompagnement du participant dans le développement de sa route de vie à partir d'une évaluation de son profil. L'intervenant fait un suivi du processus de réintégration économique et des liens avec la famille.
3. Le troisième axe est celui de l'intervention. L'intervention vise la prévention de la récidive. Les ateliers psychosociaux, visites domiciliaires et rencontres avec les psychologues sont des activités d'intervention. Tous les participants doivent assister à deux ateliers psychosociaux chaque mois. À Bogota, 33 intervenants donnent des ateliers psychosociaux à près de 3 300 ex-combattants. Les ateliers présentent des discussions sur un sujet en particulier où les ex-combattants sont invités à participer en donnant leurs opinions. Chaque tuteur est responsable d'entre 120 et 140 participants. Chaque intervenant planifie les ateliers de son groupe qui varient d'un tuteur à un autre. De même, les intervenants conduisent des entrevues aux familles lors des visites domiciliaires et ils font un suivi des routes de vie individuelles.

Un autre facteur de contexte important est que le processus de réintégration des ex-combattants a place dans un contexte où le conflit armé persiste, ce qui augmente les risques de récidive. L'objectif du gouvernement avec la politique de réintégration est de mettre en place des mécanismes qui permettent d'avancer dans la construction de la paix pendant le conflit. Il s'agit de donner des bénéfices juridiques et de l'aide à la réintégration aux combattants pour les encourager à se démobiliser, ce qui est perçu comme une manière de construire la paix. Cependant, le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) avec les AUC n'a pas réussi à donner fin à la violence paramilitaire. D'après Laplante et Theidon (2007), un phénomène de recyclage des groupes paramilitaires s'est mis en place. Selon l'Organisation des États Américains (OEA, cité dans *Fundacion seguridad y democracia*, 2007), 22 bandes paramilitaires ont été créées après les démobilisations des AUC. On recense une participation de 3000 combattants, dont une partie seraient des ex-combattants.

Chapitre II

Méthodologie

Les recherches sur les ex-combattants des groupes armés colombiens n'ont pas étudié leurs discours sur les facteurs qui les ont conduits à s'affilier aux groupes et à participer à des actions de violence. Connaître ces discours s'avère pertinent dans le contexte du processus de transition des Autodéfenses Unies de Colombie visant à construire la vérité de la violence paramilitaire et à réintégrer les anciens combattants en cherchant la réconciliation. La connaissance des rhétoriques des ex-combattants permet de réfléchir à leur place dans la construction de la vérité et au problème posé par la vérité des témoignages. Il est également important de décrire et d'analyser comment et à partir de quels contextes sont construites ces rhétoriques, car cela permet de réfléchir aux différents types de discours des ex-combattants. La connaissance de ces discours amène également à une réflexion sur la responsabilisation des ex-combattants.

En ce sens, l'objectif principal de ce mémoire est d'analyser les interprétations que des ex-combattants des groupes paramilitaires colombiens ont de leur participation à la guerre, au milieu d'un contexte de réintégration à la société.

Les objectifs spécifiques sont:

1. Décrire et analyser les narrations portant sur les raisons qui les ont conduites à s'affilier aux groupes paramilitaires;
2. Décrire et analyser les différents types de rhétoriques de la violence, ainsi que les interprétations que nos interviewés ont fait de leur conduite;
3. Faire un apport à la réflexion sur la construction de la vérité de la violence paramilitaire en Colombie et sur la responsabilité des ex-combattants.

1. Méthodologie

1.1. Approche qualitative

Cette recherche utilise des méthodologies qualitatives. Selon Jean Poupart (1997), les entretiens de type qualitatif permettent d'analyser les réalités sociales selon la perspective des acteurs et de saisir leurs catégories. En outre, ce type d'entrevues offre une méthode pour connaître les expériences des acteurs ainsi que les dilemmes et les enjeux auxquels ils font face. D'après Poupart (1997) la connaissance du point de vue des acteurs aide à comprendre et à interpréter leurs réalités et leurs conduites. L'action ne peut être interprétée en dehors des perspectives des acteurs, donc du sens qu'ils donnent à leur conduite. Cependant un sujet de débat est celui de la validité des entretiens pour étudier les conduites des acteurs dans le sens où, comme on l'a vu, les récits sont des interprétations que les individus font de leur expérience. On reviendra sur cette question plus tard.

La démarche utilisée pour faire l'analyse est la théorisation ancrée. Selon Laperrière (1997) la théorisation ancrée est une méthode d'analyse inductive qui procède à théoriser à partir de l'information recueillie sur le terrain, ne partant pas d'hypothèses ou de théories préconçues. Il est pertinent de souligner que le cadre théorique de la recherche a été choisi après avoir été sur le terrain.

1.2. Cueillette des données et échantillonnage

Des entrevues qualitatives de type semi-directives ont été utilisées comme technique de cueillette des données. Ce type d'entretien donne la possibilité à l'intervieweur d'aborder des sujets qui ne sont pas énoncés par les interviewés de manière spontanée. Il permet aussi aux interviewés d'aborder et d'approfondir plus librement des sujets de leur choix, en respectant leurs cadres de référence. En ce qui concerne le type d'entrevue, nous avons

choisi l'entretien rétrospectif de type thématique (Deslauriers, 1991) afin d'aborder l'expérience des interviewés depuis la période qui précède l'affiliation au groupe paramilitaire. Les interprétations des ex-combattants ont été saisies à partir des descriptions qu'ils ont fait de leur expérience.

L'histoire de vie est une des méthodes privilégiées pour appréhender les expériences des acteurs. Nous avons utilisé cette méthode afin de connaître les expériences de nos interviewés depuis la période qui précédait leur affiliation aux blocs. Nous cherchions à connaître ce qu'ils avaient vécu pour, à partir de là, étudier quels étaient leurs cadres de sens. Selon Louis Morin (1973) l'histoire de vie est un « récit personnel d'une expérience de vie, telle que l'individu lui-même se la remémore à travers le rappel de différentes situations qu'il a vécues » (p. 19). Elle peut être orale ou écrite; elle peut aborder la vie de l'individu depuis sa naissance ou bien être partielle, s'intéressant à un moment en particulier; elle peut être partiellement dirigée par le chercheur ou bien laissée à l'initiative de l'interviewé. La forme de l'histoire de vie est toujours une représentation personnelle du vécu de la personne, qui est influencée par les objectifs du chercheur. Elle est souvent utilisée par les chercheurs qui visent à rendre compte du point de vue des acteurs sociaux et de leur vécu quotidien. Elle est aussi utilisée afin d'illustrer une situation sociale particulière, en partant de la prémisse que la réalité sociale ne peut pas être connue en dehors de la réalité subjective des acteurs et de leur vécu.

Néanmoins, selon Morin (1973) l'histoire de vie a été mise en question en ce qui concerne sa validité scientifique. D'après Blumer (cité dans Morin, 1973), le problème de l'histoire de vie est épistémologique car il est lié aux difficultés à analyser le vécu. Poupart (1997) a souligné le problème lié au crédit donné à l'interviewé en tant qu'informateur. Les interviewés sont vus comme étant les mieux placés pour rendre compte de leur expérience, mais la fiabilité des informations qu'ils donnent, par exemple du fonctionnement passé d'un groupe, est mise en question. Il existe différentes positions quant à la fiabilité des informations. D'après une perspective positiviste, les informations

données par les interviewés permettent de reconstituer la réalité si elles sont contrastées avec d'autres sources. Selon une perspective constructiviste, les informations sont des interprétations de la réalité. Une troisième approche est de percevoir les interviewés comme des nouvellistes qui construiraient la réalité à partir d'un récit qui a une apparence réaliste.

En ce qui concerne l'échantillon, il est pertinent de faire quelques précisions méthodologiques. D'après Pires (1997), le principe de diversification oriente le chercheur dans la construction de son échantillon. Il est utilisé dans les recherches qualitatives pour sélectionner et pour évaluer l'échantillon. La construction de l'échantillon se fait en sélectionnant une variété de cas qui reflètent les variations du phénomène social étudié, afin de fournir une vision globale de celui-ci. Le principe de diversification se différencie de celui de la représentativité statistique, qui est utilisé en méthodologie quantitative, car on ne cherche pas à établir des proportions mais à cerner les différences présentées dans un phénomène social. À la base de l'échantillon sont les variables qui, dans un premier temps, reflètent hypothétiquement la diversité caractéristique du phénomène étudié.

Selon Pires (1997), le principe de diversification a deux dimensions. D'une part, la diversification externe, ou par contraste, consiste à faire représenter dans l'échantillon tous les groupes ou variétés possibles, en y incluant au moins un représentant de chaque groupe. La diversification externe ne permet pas d'atteindre la saturation à l'intérieur d'un groupe. Le choix du principe de contraste dépend de l'objet d'étude. Il est généralement utilisé dans les recherches portant sur les idéologies. D'après Michelat (cité dans Pires, 1997) deux types de variables permettent la diversification externe. Les variables générales comme l'âge, le sexe et la profession, puis les variables spécifiques à l'objet d'étude qui se dégagent des études antérieures et des hypothèses que le chercheur construit à partir de sa problématique. D'une autre part, la diversification interne ou intragroupe est utilisée lorsque l'objet d'étude est un groupe social spécifique. On cherche à atteindre un maximum de diversité à l'intérieur du groupe étudié pour saisir les

différences intragroupe ainsi que les positions et les rôles des acteurs.

Initialement, le projet de recherche avait choisi de former un échantillon à cas multiples par diversification interne. Les critères d'échantillonnage étaient l'âge, le genre et le rang de l'ex-combattant dans le bloc paramilitaire. Nous avons différencié les ex-commandants, des ex-combattants adultes et des enfants soldats. Sur le terrain, les critères d'échantillonnage ont été changés à cause de plusieurs facteurs. Comme le nombre de blocs paramilitaires qui se sont démobilisés entre 2004 et 2006 est important (39) et qu'il existe des différences régionales et des groupes urbains et ruraux, nous avons choisi des blocs spécifiques, en prenant comme critères d'échantillonnage la région et la différence entre blocs urbains et ruraux.

Également, les ex-commandants ont été exclus de l'échantillon car il n'était pas possible de les interviewer. Le projet avait prévu de faire de l'analyse documentaire, prenant comme sources des discours et des articles écrits par des ex-commandants. Cependant, comme les méthodologies d'analyse et de cueillette des données étaient différentes, nous avons décidé de concentrer l'analyse sur les entrevues avec les ex-combattants et de décrire les discours des commandants dans la recension des écrits. Également, il a été très difficile d'interviewer des femmes ex-combattantes car la majorité de celles qui ont été contactées ont refusé de participer à l'étude. Seulement deux femmes (une adulte et une mineure) ont été interviewées, ce qui ne permet pas de faire une comparaison par genre. De la même manière, nous n'avons réussi qu'à obtenir des entrevues avec 5 ex-combattants qui avaient participé aux groupes paramilitaires lorsqu'ils étaient des mineurs.

Pour atteindre une certaine représentativité régionale des blocs dans l'échantillon et afin d'étudier les blocs urbains et ruraux, la stratégie a consisté à chercher à contacter des ex-combattants de groupes spécifiques. L'objectif était de s'entretenir avec des ex-combattants de Medellin (bloc urbain), de Magdalena Medio, du nord du pays (Cordoba,

Uraba et Cesar) et de Norte de Santander, car il y avait dans ces régions une action importante de groupes paramilitaires.

Nous avons envoyé le projet de recherche à l'*Alta consejería para la reintegración* (ACR) qui administre le programme de réintégration des ex-combattants adultes et à la *Fundación enseñanza a pescar* (FEP) qui est une maison d'accueil ayant un programme à Bogota pour aider à la réintégration sociale d'anciens enfants soldats. Ces institutions nous ont mis en contact avec les interviewés. À partir des blocs ciblés dans l'échantillon, l'ACR nous a donné une liste avec les noms de 15 ex-combattants qui avaient participé à 7 blocs.

Nous n'avons pas réussi à contacter tous les ex-combattants qui apparaissaient dans la liste mais en effectuant la recherche de terrain, nous avons trouvé d'autres interviewés. 18 ex-combattants ont été interviewés.

La distribution des interviewés par région et par bloc est la suivante :

Tableau I : Nom du bloc, région et type de bloc

Nombre d'interviewés	Bloc	Région	Type
4	Meta y Vichada	Magdalena Medio	Rural/urbain
2	Centauros	Magdalena Medio	Rural
1	Heroes del Llano	Magdalena Medio	Rural
3	Cacique Nutibara	Medellin-Antioquia	Urbain
2	Catatumbo	Norte de Santander	Rural/Urbain
1	Norte	Nord Côte Atlantique – Cesar	Rural
1	Elmer Cardenas	Nord Côte Atlantique- Bolivar	Rural

2	Central Bolivar	Nord Côte Atlantique- Cordoba	Rural
---	-----------------	----------------------------------	-------

Deux des interviewés ont refusé de dire le nom du groupe auquel ils ont appartenu.

1. 3. Caractéristiques de nos interviewés

Afin de mettre en contexte l'analyse des interprétations des ex-combattants interviewés, il est pertinent de décrire leurs caractéristiques et les raisons qui les ont conduits à s'affilier aux groupes.

Tous nos interviewés habitaient à Bogota au moment de l'entrevue, mais seulement trois sont nés dans cette ville. Des migrations régionales se sont produites lors de l'affiliation au groupe (12 cas). Ensuite, une migration vers Bogota a eu lieu après la démobilisation car ils ne pouvaient pas retourner à leurs communautés d'origine, leur sécurité étant mise à risque. Comme ils avaient exercé la violence contre les communautés, certains ont reçu des menaces et d'autres ont été victimes d'attentats après les démobilisations.

L'échantillon est constitué de seize hommes et deux femmes. Dix sont issus de familles monoparentales à cause de l'abandon du père ou de sa mort violente ou accidentelle. Trois appartenaient à des familles recomposées, les mères s'étant mariées une deuxième fois. Cinq appartenaient à des familles nucléaires. Leurs parents avaient des niveaux de scolarité primaires ou bien aucun niveau de scolarité. Ils étaient des paysans dont les mères travaillant à la ferme et à la maison. Certains de nos interviewés ont grandi à la campagne. D'autres habitaient des petits villages dans des milieux paysans et d'autres des quartiers pauvres dans des grandes villes.

Cinq de nos interviewés se sont affiliés aux groupes paramilitaires lorsqu'ils étaient des mineurs. L'âge à l'entrée varie entre 10 et 17 ans. La durée de leur participation est de

quatre à six ans. Les dates des affiliations sont les années qui suivent 1996 et les premières années de la décennie de 2000. Pendant la période précédant l'affiliation ils allaient à l'école et certains travaillaient à la campagne ou cherchaient du travail. Deux d'entre eux se sont affiliés au groupe parce qu'ils voulaient venger la mort d'un membre de leur famille par la guérilla, un autre vivait une situation économique très difficile à la maison, un autre encore a dit qu'il se sentait alors las et qu'il voulait s'acheter un cellulaire. L'autre avait participé à la guérilla depuis qu'il avait 10 ans et s'était ensuite affilié à un bloc paramilitaire car il avait un ami dans le groupe qui lui avait promis des avantages économiques. Trois se sont enfuis du bloc parce qu'ils étaient menacés de mort étant aussi accusés de trahison. L'autre a été capturé par l'armée colombienne. Après leur démobilisation, ils ont participé au programme de la FEP.

Les 13 autres interviewés se sont affiliés aux groupes entre 20 et 31 ans, la plupart entre 25 et 27 ans. La durée moyenne de leur participation est 4,57 ans. Ils avaient entre 23 et 39 ans au moment de l'entrevue. L'âge moyen est 31,86 ans. Ils ont exprimé que les raisons principales qui les ont conduit à s'affilier au bloc est qu'ils étaient au chômage et que certains d'entre eux vivaient des situations économiques difficiles à la maison. Avant l'affiliation, deux avaient pris part à des bandes de délinquants, deux à d'autres groupes armés et trois aux forces armées colombiennes. Deux autres étaient des étudiants qui cherchaient un emploi. Trois avaient travaillé à des activités agricoles et la femme interviewée travaillait comme femme de ménage. En ce qui concerne les motifs de démobilisation, neuf ont laissé les armes dans le cadre du processus de paix entre le gouvernement colombien et les AUC, trois ont abandonné le groupe car ils ont reçu des menaces de mort et un autre s'est démobilisé car il était en désaccord avec les pratiques de violence exercées contre la population civile.

Au moment des entretiens, huit des interviewés avaient un emploi, la plupart dans les domaines de la construction et de la sécurité privée. Cinq étaient aux études, dont trois travaillaient parallèlement. Quatre étaient au chômage. Tous les interviewés participaient

au programme psychosocial offert par l'ACR. Six avaient reçu une formation pour l'emploi et douze ne l'avaient pas suivi. Huit avaient participé au programme d'éducation. La durée de la participation au PRVC varie entre 2 et 5 ans.

1.4. Le terrain

Le travail de terrain a été effectué à Bogota en mai, juin et juillet 2008. Les premières entrevues ont été conduites avec quatre ex-combattants qui avaient participé au programme aidant à la réintégration d'enfants soldats de la FEP. Nous avons eu une réunion avec le directeur de la FEP, qui a planifié une journée pour faire les entrevues. Les quatre entrevues ont eu lieu la même journée dans une salle de la maison d'accueil. Ensuite, nous nous sommes réunis avec des fonctionnaires de l'ACR qui nous ont donné la liste avec les noms des 15 ex-combattants participant au PRVC qui avaient été sélectionnés pour participer à notre étude. Ils nous ont donné les numéros de téléphone des intervenants qui suivaient les processus de réintégration des ex-combattants choisis. Nous leur avons téléphonés et ils nous ont aidé à entrer en contact avec les interviewés. Pour rencontrer les interviewés, nous sommes allés dans plusieurs centres communautaires, dans plusieurs localités de Bogota, où sont situés les ateliers psychosociaux du PRVC. Les participants au programme de réintégration assistent à deux ateliers chaque mois. Ce sont des rencontres organisées par les intervenants où ils donnent des conseils et ils discutent avec les participants sur plusieurs sujets comme les liens familiaux et la résolution pacifique des conflits. Les sujets abordés touchent aux problématiques des ex-combattants identifiées par les intervenants.

Au début de l'atelier, l'intervenant nous demandait de nous présenter et de décrire le projet de recherche et les objectifs des entretiens. Les entrevues ont été conduites pendant les heures des ateliers, dans les salles des centres communautaires ou dans des cafétérias proches des centres si cela était possible. Lorsqu'il n'était pas possible de rencontrer les interviewés aux ateliers, nous les avons contacté par téléphone et nous avons organisé des

rencontres chez eux ou dans des cafés.

Une fois face à face avec nos interviewés, nous leur avons expliqué que nous élaborions un mémoire de maîtrise en criminologie à l'Université de Montréal qui visait à connaître les interprétations des ex-combattants sur leur expérience au sein des groupes paramilitaires. Ensuite, nous leur avons demandé de lire le formulaire de consentement et s'ils avaient des questions. La consigne de départ était la suivante : « J'aimerais que tu me racontes les raisons qui t'ont conduit à entrer dans le groupe et ce qui s'est passé quand tu es entré ». En leur demandant de l'information sur les situations qui les avaient conduits à s'intégrer au bloc paramilitaire, nous voulions connaître la façon dont ils percevaient les groupes avant leur entrée et de quelle manière cette « opportunité » s'est présentée eux. Ensuite, à partir du récit sur les premiers jours passés dans le groupe, nous avons cherché à cerner quelles étaient les méthodes d'entraînement, puis ce à quoi ils pensaient lorsqu'ils vivaient cette expérience. Nous avons cherché à connaître leurs fonctions et leurs parcours et ce qui se passait dans leur vie quotidienne. À partir de là, les représentations sur les crimes commis par leur groupe et par la guérilla ont été saisies. Nous leur avons demandé également quels étaient les objectifs des groupes et cela les a conduit à se positionner par rapport aux actions des paramilitaires. Ensuite, nous leur avons demandé quelles sont les raisons qui les ont conduits à se démobiliser et les avons questionnés sur leur vie après la démobilisation. À partir de là, nous avons cherché à connaître leurs projets et leurs perceptions sur le programme de réintégration et sur le processus de justice transitionnelle. L'accent a été mis sur les perceptions par rapport à la situation des victimes et leur réparation. Les entretiens sont d'une durée de 45 minutes à une heure et demie. La plupart sont d'une durée d'une heure. Après avoir fini les entrevues, nous avons pris de 10 à 15 minutes pour remplir la fiche signalétique.

Certains de nos interviewés ont montré une certaine réticence à parler de leurs expériences, en exprimant qu'il s'agissait d'une période du passé et qu'ils avaient depuis changé leur mode de vie et leur manière de penser. Un des facteurs qui limitait le lien de

confiance entre les interviewés et l'étudiante venait du fait qu'ils l'associaient aux intervenants du programme psychosocial, ce qui pourrait avoir une influence sur le fait qu'ils parlaient peu des situations de violence auxquelles ils ont pu participer. Un autre facteur qui a pu être influent est qu'ils ont été amnistiés sans être investigués par le système de justice, ce qui pourrait faire en sorte qu'ils aient peur de faire référence aux pratiques de violence du groupe. Ces interviewés ont donné peu de détails sur leurs expériences. Ils se limitaient à répondre le strict nécessaire en formulant des phrases courtes. Certains ont montré leur malaise en nous demandant si l'entrevue allait bientôt finir.

Cependant, la plupart de nos interviewés se sont montrés très ouverts à nous raconter leurs expériences, manifestant une attitude de confiance et d'amabilité envers l'intervieweuse. Ils ont démontré de l'intérêt à ce que l'on connaisse leurs expériences et leurs points de vue. Ils ont abordé plusieurs sujets par eux-mêmes, ce qui a fait qu'il soit moins nécessaire de conduire les entrevues. Certains ont exprimé que de parler des expériences vécues au sein des groupes leur faisait du bien car ils n'avaient pas d'accès à des espaces pour parler de cela. Selon certains d'entre eux, il existe un tabou à ce sujet dans leurs familles, dans la société en général et même dans le programme de réintégration. Ils ont dit que les intervenants leur conseillaient de ne pas raconter leurs expériences du conflit armé, ce qui serait un moyen pour qu'ils abandonnent leur identité de combattants. Ils les invitaient à se concentrer sur leurs processus de réintégration. En ce sens, les entrevues ont été des moyens de pouvoir s'exprimer pour certains de nos interviewés. Ils percevaient que c'était surtout une opportunité pour souligner les aspects critiques du programme de réintégration et du processus de transition des AUC.

Un autre aspect à souligner est que, comme les rencontres avaient lieu lors des ateliers psychosociaux, parfois nous avons dû faire plusieurs entrevues la même journée, donc il existait une limite de temps. De plus, certaines entrevues ont pris place dans les mêmes salles où les ateliers se déroulaient; il y avait donc beaucoup de bruit et les interviewés

parlaient avec un ton de voix doux pour ne pas être entendus par leurs camarades. Les entretiens dans des salles à part, dans des cafés ou bien chez eux ont donné des espaces où les interviewés se sentaient plus à l'aise pour s'exprimer et ces espaces ont permis d'établir des liens de plus grande confiance.

1.5. Limites de la recherche

La limite principale de la recherche est que les récits de nos interviewés sont des constructions post factum de leur vécu. Ce sont des interprétations qui se comprennent dans le contexte du processus de réintégration à la société, ce qui rend difficile de comprendre quelles étaient leurs interprétations pendant la guerre. En outre, cela limite l'étude des facteurs qui les ont conduits à agir de manière violente car leurs récits sont des constructions qui ne peuvent pas être prises comme des données objectives.

Une autre limite de la recherche est que tous les entretiens ont été faits à Bogota, où il existe plus de ressources institutionnelles; ce qui ne permet pas de connaître les interprétations des ex-combattants qui sont dans les communautés. Par contre, la diversité régionale des ex-combattants et des groupes nous a aidé à connaître différents contextes et caractéristiques des blocs.

1.6. Méthodes d'analyse des entretiens

Après la fin du travail de terrain, tous les entretiens ont été transcrits. Ensuite, la première étape de l'analyse a consisté à relire plusieurs fois les entrevues, afin de bien comprendre les expériences et les points de vue de chaque interviewé. Une approche inductive a été adoptée. Les entretiens ont été codifiés à l'aide du programme d'analyse qualitative NVivo. Nous avons fait une analyse thématique. Des codes ont été créés à partir des thèmes abordés par les interviewés dans les entretiens. Ces thèmes ont été divisés en des sous-thèmes, à partir des différences retrouvées entre les interviewés. Des catégories ont

été dégagées de l'analyse thématique. Les données recueillies dans les fiches signalétiques ont été utilisées pour analyser les différences entre les interviewés et pour comprendre leurs narrations, ce qui a permis de faire des liens entre les catégories. Ensuite, une synthèse de chaque catégorie a été faite, en montrant les différences entre les interviewés. En partant d'une analyse verticale des entretiens, nous avons procédé à la théorisation.

Chapitre III

Participation à des violences de masse :
Interprétations des paramilitaires Colombiens

1. Les récits sur les raisons qui les ont conduits à s'affilier au bloc

1.1. Des victimes d'une situation de vie difficile

Les explications sur les raisons qui ont amené nos interviewés à prendre la décision de participer aux groupes paramilitaires se construisent à partir de leurs expériences personnelles. Il existe un ensemble d'éléments communs qui se répètent dans leurs narrations. Il existe une tendance à ce qu'ils se présentent comme des victimes de leurs conditions de vie. La plupart ont justifié l'entrée au groupe en faisant allusion aux conditions de vie précaires de leurs familles et au manque d'opportunités d'emploi. Ils décrivaient les expériences de vie difficiles au sein des foyers, des situations de faim, des conflits. Ils exprimaient des sentiments de désespoir et d'injustice. Ces conditions sont liées à leur appartenance à des familles monoparentales suite à l'abandon ou à la mort violente du père, car ce sont les mères et les enfants qui se responsabilisaient économiquement par rapport aux foyers. Les groupes paramilitaires étaient perçus comme des opportunités d'emploi car ils avaient des amis qui y participaient ou bien ces institutions recrutaient des combattants dans leurs communautés. Aussi, dans certains cas, ces conditions étaient montrées comme une conséquence aux homicides de proches qui aidaient économiquement leur famille par la guérilla et de vols de biens, d'animaux et de propriétés par cette organisation. Ces interviewés ont justifié leur affiliation en exprimant des sentiments de haine et des besoins de vengeance.

La narration de Juan³ est représentative de l'ensemble de facteurs économiques, familiaux, psychologiques et liés aux victimisations par la guérilla qui ont été évoqués par nos interviewés afin de justifier l'affiliation au groupe paramilitaire. Juan avait 27 ans quand il s'est affilié au Bloc *Centauros*. Sa famille passait par une situation très difficile. Il appartenait à une famille paysanne. Son père avait réussi à s'acheter quelques animaux

³ Nous avons assigné des noms fictifs à nos interviewés.

après des années de travail. La guérilla lui demanda de les donner à l'organisation. Comme il a refusé, la guérilla les a obligés à partir de leur ferme ce qui, en plus des problèmes financiers, a généré des situations de conflit au sein du foyer. Ensuite, le père de l'interviewé a été tué par le FARC. Selon l'interviewé, ces expériences ont fait qu'il a ressenti de la rancune contre la vie et la société. Il avait également de la difficulté à obtenir une stabilité d'emploi et il percevait qu'un ami, qui faisait partie du groupe, avait de l'argent et de la reconnaissance. Dans ce cas, il est intéressant de remarquer le processus de transformation de l'interviewé, le passage de sa situation de victime des FARC à celle d'agresseur :

Personnellement, quand je pensais que ça avait un sens, et ensuite, quand je me suis aperçu que c'en avait aucun, j'ai compris que les injustices de notre société sont les responsables de plusieurs de nos fautes. Je suis d'accord avec le trafiquant de drogues qui disait que « certains naissent avec une étoile et d'autres naissent écrasés ». Quand je suis entré aux autodéfenses, j'ai été influencé par plusieurs facteurs : familiaux, économiques et des facteurs provenant plutôt de ma personnalité. Familiaux car j'ai grandi dans une famille violente. Économiques, car je ne trouvais pas une stabilité d'emploi et des facteurs émotionnels, comme l'incapacité de comprendre le monde différemment : Mon arrogance, mon ignorance, mon manque d'éducation. Je suis entré car un ami du quartier avait déjà commencé et je m'apercevais qu'il gagnait de l'argent et que d'une certaine manière les gens respectaient les paramilitaires. De cette manière, j'ai fait le contact et je suis entré (...) Mon père a été tué par la guérilla parce qu'il n'a pas voulu leur donner un bétail qu'ils voulaient et qui nous appartenait. Nous n'étions pas des gens riches, nous étions pauvres. Et mon père avait travaillé pendant toute sa vie pour s'acheter 5 animaux et il s'est dit « je n'ai pas travaillé pendant toute ma vie pour leur donner mes animaux, je ne vais pas le faire ». Et ils nous ont volé notre ferme, qui leur appartient maintenant. À partir de ça, notre famille a capoté. Elle s'est désorganisée. Bien que nous étions tous unis, mon papa est devenu violent. Il tapait ma mère quand il voulait. J'ai eu le malheur de voir ma mère essayer de se suicider. Ensuite, papa a été tué par la guérilla. Je suis entré à cause de cette mauvaise expérience que j'avais vécu à la maison, parce que je n'étais pas bien financièrement et parce que je voulais devenir méchant, car je n'étais pas méchant à ce moment-là. Je voulais devenir méchant car j'avais beaucoup de rancune contre la vie, contre les gens. (Traduction libre).

L'interprétation que Juan a fait des facteurs qui l'ont conduit à s'affilier au groupe montre qu'il percevait que la société est injuste et il attribuait une partie de la responsabilité de

ses « fautes » aux injustices sociales, bien qu'il assumait aussi une responsabilité individuelle liée à sa personnalité. Un autre facteur qui ressort de l'interprétation de Juan est qu'il percevait que le groupe paramilitaire était un moyen pour gagner de l'argent et du respect.

La plupart de nos interviewés étaient des jeunes adultes qui étaient au chômage. Ils ont exprimé qu'ils sentaient qu'ils n'avaient aucune opportunité de réussite et que cette situation de désespoir a fait en sorte qu'ils se décident à s'affilier au groupe. Certains de nos interviewés ont démontré qu'avant l'affiliation, ils ressentaient une admiration pour les combattants des groupes paramilitaires.

Un élément trouvé dans les narrations des interviewés qui avaient été des victimes des FARC est l'existence d'un discours vindicatif. Ils ont exprimé avoir eu des sentiments de vengeance pour justifier leur affiliation. Ils ont dit également qu'ils voulaient protéger les paysans. Ces sentiments ont été également énoncés par les interviewés qui, avant d'entrer dans le groupe, avaient appartenu à l'armée ou à la police car ils avaient connu des soldats qui avaient été tués par les FARC. La narration de Maria, une jeune fille qui est partie de chez elle quand elle avait 10 ans pour aller venger la mort de son grand-père, tué par la guérilla, montre comment des sentiments de vengeance sont évoqués par les victimes pour justifier leur participation à des groupes paramilitaires :

Je me suis échappée de la maison quand j'étais très petite. Je n'ai dit à personne que je partais. J'ai fait ma valise et je suis partie à Medellin car la guérilla avait tué mon grand-père qui a refusé de leur donner des aliments. Mon grand-père était une personne très humble, mais ils l'ont tué quand même. J'ai donc préféré mourir que de continuer à vivre ainsi. C'est à cause de cette haine, je ne sais pas. J'ai eu le désir de faire la même chose qu'ils avaient fait à mon grand-père. Je voulais me venger de tout le monde, c'est à ça que je pensais, que je voulais me venger sur toutes les personnes que je rencontrerais; et ce désir a résidé en moi pendant longtemps. Ça m'a pris du temps pour l'expulser de moi-même. C'est-à-dire que je n'étais pas capable de voir personne en uniforme qui ne soit pas des AUC, car si je voyais un guérillero mes nerfs m'envahissaient et j'avais envie de faire des choses, comme quelque chose qui me disait « fais-le, fais-le, fais-le » (Traduction libre).

1.2. Du quartier au groupe paramilitaire : Expériences et interprétations des interviewés du bloc *Cacique Nutibara*

Deux de nos interviewés sont nés aux communes de Medellín. Les communes sont des quartiers marginaux dans les montagnes de cette ville, caractérisées par l'existence de subcultures de violence. Depuis l'enfance, ils avaient appartenu à des groupes de jeunes qui prenaient part à des activités de délinquances. Selon Juan Carlos Garzon (2005), le bloc *Cacique Nutibara* intégrait plusieurs types de structures criminelles, comme des groupes de tueurs à gages, des bandes et des gangs de rue. Nos interviewés nous ont raconté l'histoire de l'intégration de leurs bandes au bloc *Cacique Nutibara*. Selon Lucas, avant que ce bloc n'arrive à son quartier, des groupes paramilitaires avaient déjà été formés par des bandes de jeunes qui voulaient se défendre des agressions exercées par les guérillas urbaines contre les voleurs et les consommateurs de drogues. Notre interviewé percevait que la violence était un moyen de se défendre lui-même, ses amis et leurs familles des attaques des milices urbaines. C'est au début des années 2000 que ces groupes formés par des jeunes délinquants se sont intégrés au bloc *Cacique Nutibara*. Ils se sont engagés à arrêter de consommer des drogues et de voler. Ils étaient payés par le bloc et ils jouaient la fonction d'expulser les milices de la ville et de réprimer la consommation de drogues et les vols. Notre interviewé a parlé d'un changement de sa perception par rapport à la délinquance depuis l'arrivée du bloc *Cacique Nutibara*. Même si lui-même avait été un voleur et un consommateur, depuis sa participation au bloc, il avait commencé à justifier et à exercer la violence contre les délinquants.

Le discours de l'autodéfense est présent aussi dans la narration de Camilo, l'autre interviewé de ce bloc. L'exercice de la violence a été justifié comme une manière de se protéger et de protéger les siens dans une zone de guerre. Il s'agissait également de la défense d'un territoire. La participation était perçue également comme un moyen d'obtenir un revenu. Il existe des contradictions dans le discours car ils disaient être en

désaccord avec les actions du groupe, mais ensuite ils les justifiaient. Il existe une différence entre les justifications de ces interviewés qui sont plus ancrées sur l'idée d'une défense de leurs communautés et de leurs territoires d'appartenance, s'agissant également d'une guerre urbaine; et celles des autres interviewés qui ont interprété que leur affiliation était une conséquence des situations de vie précaires. Les interviewés du bloc *Cacique Nutibara* ont interprété également leur participation comme une continuation de leurs carrières criminelles car ils avaient déjà de l'expérience dans la commission de délits :

Je suis entré dans le groupe car pendant toute ma vie j'avais travaillé avec des armes et en délinquance et à un moment donné ils sont arrivés au quartier où j'habitais. Comme j'utilisais déjà des armes et des choses comme ça, il a alors été facile pour moi de m'intégrer car d'une certaine manière je connaissais déjà ce que je devais faire. J'avais de l'expérience en tout ce qui est en lien avec la commission de délits. J'y suis entré car le groupe armé est arrivé dans mon quartier et car d'une certaine manière il y a eu un moment où on n'avait pas le choix. On devait être partisan soit d'un côté, soit de l'autre. Ou bien on s'armait ou on devait se mettre de côté. La situation n'était pas la meilleure pour se mettre de côté, c'était donc la meilleure option à ce moment-là. Ça m'apportait de l'argent principalement. Et d'un autre côté, on contrôlait soi-même son territoire et tout ça, car c'était pratiquement une zone de guerre dans une ville. Donc, par ce moyen, on pouvait se protéger et protéger les siens, le quartier, les zones et les gens pour qu'ils soient bien (Camilo, traduction libre).

2. La socialisation des combattants dans les groupes paramilitaires

2.1. Les récits sur les entraînements

Plusieurs de nos interviewés nous ont décrits leurs expériences pendant les entraînements comme étant très difficiles, étant même assimilées à des tortures. Ils devaient passer des épreuves physiques très dures. Ils étaient agressés physiquement et ils recevaient des insultes et des menaces de mort. Ils nous ont raconté que les combattants qui rataient les épreuves ou qui essayaient de s'échapper du groupe étaient tués, ce qui était une méthode employée par les blocs pour dissuader les combattants de témoigner à propos des homicides et leur faisait comprendre qu'ils ne pouvaient pas quitter le groupe car ils allaient en mourir. Les interviewés qui ont vécu ces expériences nous ont dit qu'à partir

de l'entraînement, ils se sont résignés à rester dans le groupe. Ils ont interprété leur expérience dans le groupe comme une lutte pour survivre dans un contexte de violence extrême.

La narration d'Ernesto est révélatrice du type de pratiques mises en place pendant les entraînements qui ont été décrites par nos interviewés :

Le jour où nous sommes arrivés, ils nous ont injuriés verbalement. Ils nous ont dit qu'à partir de ce moment-là, nos familles n'existaient plus, de ne plus penser à nos familles et d'oublier ce qu'on avait vécu avant. Que nous allions suivre des cours, des épreuves physiques, que si nous réussissions nous serions acceptés, mais que si nous échouions, ils allaient nous tuer. Donc, déjà, on se sentait affectés quand ils nous ont demandé : « qui veut s'en retourner? ». On savait qu'on ne pouvait pas dire qu'on voulait retourner chez nous car si on disait ça, ils allaient nous tuer. Alors, nous avons continué. Nous étions déjà dedans, rien à faire. À peu près à 22 heures, ils nous ont reconduits dans une ferme où se situait le centre, où l'on faisait les cours et l'on souffrait, n'est-ce pas? parce que ces cours sont très exigeants. Il n'y avait pas d'électricité et c'était dans la jungle. C'était dur et ils te réveillaient et pour celui qui entendait ça allait, mais celui qui n'entendait pas, on le levait par la force, à coups de bâton. Ils te réveillaient à une, deux, trois, quatre ou cinq heures du matin, et pendant toute la journée tu passais des épreuves physiques. C'était comme des cours qui se suivaient. À propos de ces cours, ils disaient que c'était de la résistance, mais ce n'était pas de la résistance, c'était de la torture. Dans une des épreuves, ils te mettaient dans l'eau, attaché. Ils te descendaient jusqu'à ce que tu perdes le contrôle et puis ils te ressortaient. Et parfois ils nous attachaient et ils nous laissaient attachés pendant toute la nuit. Et on était là attaché, même les pieds, tout seul. Ils brûlaient la savane et ils te faisaient marcher sur le pré qu'ils venaient de brûler, pieds nus, puis on se traînait. Cela est supposé être de la résistance pour se préparer lorsqu'on est en combat, pour y résister. Ils nous laissaient dans l'eau à 9 ou 10 heures du soir, dans la rivière et il y avait des crocodiles, et ils nous laissaient là-bas et ils laissaient les bâtons et ils nous attachaient jusqu'au lendemain. Le lendemain, on était déjà submergés et le lendemain, ils nous détachaient (...) On ne pouvait pas partir de là-bas et je n'ai jamais pensé à m'enfuir car j'ai eu un ami d'entraînement qui s'est enfui et ils l'ont tué devant nous. Donc, ça m'a affecté psychologiquement, alors l'espoir a fini par s'en aller. Là-bas, l'espoir est un danger car ils ne vont jamais te laisser partir. Une année après, je me disais, « je vais mourir ici car je vais mourir ici ». J'avais perdu tout mon espoir. À la fin, je ne téléphonais même plus à ma famille. On ressentait ça, les amis morts, on voyait tout ça, donc on s'affectait psychologiquement.

L'expérience d'entraînement d'Andres est un cas exceptionnel parmi nos interviewés, mais nous voulons la décrire à cause du scénario groupal qui s'est construit et de l'interprétation que notre interviewé a fait de ses victimes. L'entraînement d'Andres a consisté à aller dans un village où il a dû couper sa victime pour après la tuer devant ses camarades. Il nous a dit qu'il avait peur de ses victimes car il existerait une sorte de vengeance des morts, établissant ainsi une espèce de lien surnaturel avec elles :

Ils m'ont formé avec un groupe de jeunes et ils m'ont appris à aller au village tuer une personne vivante. Tuer une personne devant tout le monde et ensuite j'avais envie de partir en courant. Après j'ai dû combattre la guérilla, mais on ne doit pas avoir peur de ça. La seule chose de laquelle on doit avoir peur c'est du cadavre, car c'est le cadavre qui t'effraye, car tu dois lui couper les jambes, tu dois le couper tout entier. On doit avoir peur du cadavre car il va se venger de toi, il va te faire peur (Traduction libre).

Sept de nos interviewés ont participé à des entraînements courts. Comme nous l'avons déjà signalé, nos interviewés du bloc *Cacique Nutibara* avaient grandi dans des environnements violents. D'autres avaient participé aux forces militaires colombiennes ou à d'autres groupes armés, ce qui faisait en sorte qu'ils étaient déjà habitués à la violence. Cela pourrait expliquer pourquoi ils n'ont pas décrit les entraînements comme étant des expériences spectaculaires et traumatisantes.

Une autre fonction jouée par les entraînements est l'apprentissage de l'idéologie du bloc qui, selon certains de nos interviewés, avait créé une identification avec la cause du groupe, pouvant servir de justification pour exercer la violence. Nos interviewés, qui avaient participé aux blocs *Meta y Vichada*, *Centauros*, *Catatumbo* et *Élmer Cárdenas*, avaient suivi des entraînements en politique, en plus des entraînements militaires. Les combattants apprenaient l'histoire de la formation de leurs blocs et leur raison d'être. Certains de nos interviewés nous ont dit que l'apprentissage de l'idéologie du groupe avait fait en sorte qu'ils se soient assimilés comme étant des ennemis de la guérilla, ce qui

par la suite a rendu plus facile le passage à l'acte :

Quand je suis entré dans le groupe, j'ai suivi un cours physique et un autre politique. Au cours politique, ils tendaient à t'expliquer tout des paramilitaires : Pourquoi ils étaient là, pourquoi ils se sont créés, après quoi on commençait à s'assimiler comme un ennemi de la guérilla. Ils nous disaient qu'à partir de la répression subversive, de la guérilla, nous étions là pour protéger la population civile des attaques commises par la guérilla dans cette zone. Il s'agissait de protéger la population civile des massacres, des vols de bétail. Ils violaient des femmes, ils recrutaient des enfants. Après avoir appris tout ça, j'ai commencé à réfléchir « oui, tout ça est en train d'arriver » car, à ce moment-là, ça arrivait. Et il y a quatre ans, ou six ans, ou deux ans, c'était pénible; on ne pouvait pas voyager car la guérilla te tuait. Alors je pensais à cette politique, à ces hymnes, aux statuts. Donc quand tu capturais un ennemi, tu ne doutais plus de le tuer. Avant, tu avais le doute. Ces politiques faisaient en sorte que tu n'avais plus de doutes. Donc, ça t'aidait psychologiquement (Ernesto, traduction libre).

Nos interviewés qui ont suivi des entraînements politiques nous ont également raconté que les commandants politiques qui enseignaient l'idéologie leur ont appris que leur fonction était d'exterminer l'ennemi. Ce discours d'extermination était justifié en énonçant des crimes multiples commis par la guérilla contre la population civile, principalement contre les paysans. Les blocs se présentaient donc comme des défenseurs de la sécurité des paysans. L'extermination était également justifiée comme étant une manière de lutter pour leur survie, car ils leur disaient qu'ils devaient exterminer la guérilla parce que s'ils ne le faisaient pas, c'était la guérilla qui allait les exterminer. Les groupes se présentaient également comme des défenseurs de la paix, de la liberté et du pays.

2.2. Les mécanismes de fonctionnement interne des institutions paramilitaires

La socialisation à la violence des combattants des groupes paramilitaires se comprend dans le cadre des caractéristiques des institutions paramilitaires. Les groupes paramilitaires avaient une structure organisationnelle hiérarchique. Ils comptaient sur un commandant du bloc qui était l'autorité supérieure. Les commandants se trouvaient plus

bas dans la hiérarchie : financier, politique, de compagnie, de contre-guérilla, de peloton et d'escadron. Le rang inférieur était celui des patrouilleurs. Nos interviewés avaient été des patrouilleurs et certains avaient été ensuite désignés comme des commandants d'escadrons. Deux avaient été des commandants politiques. Les patrouilleurs n'avaient aucun pouvoir de décision, se limitant à obéir aux ordres des rangs supérieurs. Les commandants d'escadrons organisaient de petits groupes de combattants, mais ils transmettaient les ordres donnés par les commandants de peloton.

La fonction principale des patrouilleurs était de faire de la surveillance dans les zones contrôlées par le bloc. Comme il s'agissait d'une guerre pour le contrôle des territoires, l'objectif était d'avancer dans la conquête de ces derniers afin d'augmenter la zone contrôlée. Pour ce faire, les patrouilleurs élaboraient des registres des personnes qui se promenaient, tout en cherchant des suspects afin de maintenir la sécurité du campement et de contrôler le territoire. Ils participaient aussi à des combats avec la guérilla et ils se chargeaient de faire la cuisine.

Les patrouilleurs urbains surveillaient les gens qui arrivaient dans les petits villages et dans les villes, en empêchant l'entrée des guérilleros et des incursions de la guérilla. Ils surveillaient également la population civile. Ils cherchaient des guérilleros et des individus soupçonnés de collaboration avec la guérilla. Les méthodes d'identification des suspects se basaient sur des présuppositions. Par exemple, ils jugeaient que quelqu'un était dangereux s'il se promenait beaucoup dans un quartier sans que le groupe ne connaisse son identité, ou bien si une personne arrivait dans un village et que nul ne connaissait d'où il venait. Les suspects étaient torturés afin qu'ils fournissent des informations sur la guérilla et sur les emplacements des drogues, des armes et des commandants des groupes. S'ils ne parlaient pas, on les tuait. Les combattants urbains tuaient aussi les consommateurs de drogues, les agresseurs sexuels et les voleurs. Ils effectuaient des rondes en parcourant les villages en moto. En outre, ils régulaient des conflits qui se présentaient entre les habitants des communautés et dans les familles.

En ce sens, nous notons que les groupes paramilitaires formaient des organisations qui avaient une structure hiérarchique créant une division des tâches. Les combattants étaient donc des exécuteurs de tâches qui dépendaient de leur position dans la hiérarchie. La question est de savoir quels mécanismes étaient utilisés par le groupe pour que les combattants soient prêts à accomplir les tâches. D'après l'analyse que nous avons faite des récits de nos interviewés, nous avons interprété que les groupes utilisaient un ensemble de mécanismes pour que les combattants soient disposés à exercer la violence. Comme nous l'avons déjà signalé, dans certains des groupes étudiés, un des mécanismes était les entraînements physiques et politiques. Un autre mécanisme qui nous semble être d'une importance majeure est la rupture des liens que les combattants avaient avec l'extérieur, car la réalité vécue par le combattant s'en trouvait alors réduite à celle du groupe armé. Une perte de la liberté avait lieu.

Cette réalité était régulée par les statuts du groupe consistant en un ensemble de règles qui établissaient ce qui était permis et ce qui était interdit. La trahison et les désertions étaient des comportements punis. Selon les narrations des interviewés, la punition était la mise à mort des combattants qui ne respectaient pas les statuts. Cela créait un espace social où la mort était tout le temps actualisée. D'un autre côté, la vie privée des combattants était aussi contrôlée par les blocs, ce qui créait une situation où les rangs inférieurs étaient vigilés par leurs supérieurs.

Cependant, il ne s'agissait pas uniquement d'obliger les combattants à obéir. D'autres mécanismes étaient utilisés pour faire en sorte qu'ils agissent volontairement. Nous avons trouvé que dans les blocs à Magdalena Medio (*Meta y Vichada, Centauros, Heroes del Llano*), qui étaient ancrés historiquement dans la région, on utilisait des mécanismes pour que les combattants s'identifient avec l'idéologie du groupe. Ces mécanismes étaient l'apprentissage du discours de l'autodéfense, des hymnes et des statuts des blocs. Ces blocs comprenaient des personnes qui se chargeaient d'encourager les combattants, en

actualisant les principes idéologiques. Ils renforçaient également l'idéal de masculinité, invitant les combattants à se comporter comme des hommes.

Le bloc *Catatumbo*, qui agissait à Norte de Santander, était un groupe expéditionnaire, n'ayant pas une existence historique dans la région. Selon Gustavo Duncan (2006) des combattants ont été envoyés de Cordoba et Uraba en 2000. D'après Juan Carlos Garzon (2004), les combattants seraient arrivés dans la région en 1999 et ils ont tué vingt personnes. Ils ont réussi à contrôler le territoire depuis août 1999, lorsque 200 combattants se sont déplacés dans des camions à travers la municipalité Tibu, en tuant 35 personnes à la zone de La Gabarra. Selon l'analyse que nous avons faite des narrations de nos interviewés qui avaient participé au bloc *Catatumbo*, bien que ce groupe utilisait aussi des mécanismes d'endoctrinement, nos interviewés nous ont dit qu'ils ne croyaient pas à l'idéologie du groupe, mais ce qui les encourageait à commettre les crimes étaient les stimuli économiques octroyés par le bloc. Selon notre interviewé, Manuel, ce qui l'encourageait à tuer est qu'il pouvait s'emparer des biens de ses victimes :

Ce qui me motivait à rester chez les paramilitaires, c'est qu'ils donnaient une bonne paye. Ils payaient 350 000 pesos (175\$ CAN) par mois. En plus, si par exemple tu arrivais dans une ferme et tu récupérais une personne X ou Y, tu la tuais, tu la fouillais et si cette personne avait de l'argent, cet argent t'appartenait. Si elle avait des bijoux, ils t'appartenaient. Tu pouvais décider de ce que tu allais faire avec eux; les vendre ou les garder pour toi. Si tu entrais dans une ferme et tu récupérais des drogues, elles t'appartenaient. Ils te l'achetaient à un prix inférieur, mais cet argent était à toi (Manuel, traduction libre).

3. Interprétations des interviewés sur leur participation au conflit armé

Dans ce chapitre, nous avons analysé les explications données par nos interviewés des raisons qui les ont conduits à s'affilier aux groupes paramilitaires et les contextes et mécanismes de socialisation des blocs. Cet à part présente une analyse des interprétations qu'ils ont fait de leur expérience dans les blocs et de la violence exercée par les paramilitaires. L'objectif est de comprendre le sens qu'ils ont donné à leur conduite et les cadres interprétatifs dans lesquels se situent leurs actions.

3.1. La violence comme un travail : Banalisation

Nos interviewés se sont présentés comme étant des exécuteurs de tâches qui obéissaient à des ordres, n'ayant aucun pouvoir de décision. Ils ont justifié leur participation en arguant qu'ils se trouvaient dans une situation de contrainte absolue à cause de la violence exercée par les blocs contre les combattants qui n'obéissaient pas aux ordres et à la situation de perte de liberté dans laquelle ils se retrouvaient. Il existe une tendance faisant qu'ils se présentent comme des victimes de la violence des groupes. Leur participation a été décrite comme étant un travail dans lequel ils accomplissaient des fonctions spécifiques. Ce qui se met en évidence c'est une routinisation de la violence.

La plupart de nos interviewés n'ont démontré aucune réaction morale en parlant de la violence exercée par leur groupe, qui était décrite comme une tâche routinière. Nous avons constaté que nos interviewés avaient une tendance à nier que leur groupe ait commis des crimes envers la population civile, bien qu'ils aient parlé des homicides perpétrés contre des individus qualifiés de guérilleros et contre des délinquants. Aussi, certains nous ont raconté que leur bloc préparait des listes où apparaissaient les noms des gens accusés de collaborer avec la guérilla; ils étaient torturés et tués. Ils ont aussi fait allusion à des pratiques de démembrement des corps. Il suffisait donc de qualifier quelqu'un de guérillero ou de délinquant pour qu'il ne soit plus décrit comme faisant partie de la population civile. Une négation totale des crimes commis par leur groupe se présente dans les narrations de la plupart de nos interviewés. Lorsqu'ils acceptaient d'avoir commis des crimes, ils étaient expliqués comme des fautes inévitables ou comme des « dommages collatéraux » justifiés au nom des bénéfices majeurs obtenus par les communautés.

Nos interviewés ont utilisé plusieurs types d'arguments pour justifier la violence. D'un côté, ils utilisaient une rhétorique de l'autodéfense, disant qu'ils devaient tuer pour éviter d'être tués. La violence a été interprétée comme une manière de lutter pour leur survie.

Cela se met en évidence dans le récit de Juan, qui est représentatif de celui de la plupart de nos interviewés. Il a décrit qu'il s'était adapté au groupe afin de pouvoir survivre :

Au début je pensais que de participer au groupe était mal fait, mais depuis le moment où tu y entres, il faut savoir être dans le groupe et réfléchir. Et j'avais tellement entendu parler des histoires de ces groupes que tout ce que je voyais me faisait peur : regarder comment tout à coup ils tuaient quelqu'un ou voir comment les morts tombaient par terre. Parfois, il arrivait que quelqu'un tuait quelqu'un d'autre devant toi et de voir la guerre aussi. L'entraînement a duré trois mois et ensuite ils nous ont envoyé dans les montagnes et déjà nous devons faire notre vie nous mêmes, notre psychologie. Car si on se laissait aller, ils nous tuaient. Même notre groupe nous tuait. La psychologie, c'est de se résigner à être là-bas et à faire n'importe quoi quand ils t'en donnent l'ordre. Après ça, la seule chose à laquelle je pensais était de partir, mais on ne pouvait pas. Donc, ensuite, la seule chose à laquelle je pensais était à ma vie. Je devais me résigner pour sauver ma vie. Je savais que la seule chose pour laquelle je devais lutter était pour ma vie. Je pensais que je n'allais pas survivre. (...) Ils nous disaient tout le temps qu'on devait exterminer la guérilla ou la guérilla allait nous exterminer. C'était une psychologie nous disant que nous ne devons pas cesser de nous préoccuper d'eux, ni eux de nous, car si nous ne suivions pas cette psychologie, la guérilla allait nous tuer. Peut-être qu'on pensait qu'ils étaient méchants, mais ils devaient penser la même chose de nous. C'est-à-dire que, lorsqu'on combattait ou à n'importe quel moment où on se battait avec eux, ils étaient nos ennemis, à nous. C'est ce qu'on pensait et la psychologie qu'ils nous apprenaient. Quand ils nous voyaient, ils nous tuaient. Quand nous les voyions, nous les tuions. Quand je voyais un guérillero, je pensais qu'il allait me tuer et que si je ne le tuais pas avant, c'était lui qui allait me tuer (Juan, traduction libre).

3.2. Une violence au service de la communauté : L'argument de la sécurité

Un autre argument qui a été employé par nos interviewés pour justifier la violence exercée par leur groupe est qu'ils protégeaient la sécurité des communautés contre les attaques de la guérilla. Quatorze de nos interviewés ont parlé des crimes exercés par la guérilla contre la population civile pour justifier l'existence des paramilitaires. Selon eux, la guérilla tuait et volait les paysans. En plus de poser des bombes et des mines, d'après eux, la guérilla attaquait la population civile et lui imposait des ordres. Elle commettait des massacres. Elle déplaçait des gens par la force. Elle volait le bétail et elle agressait

sexuellement les femmes. À l'opposé de décrire la guérilla comme étant des criminels, ils se représentaient leurs groupes comme étant des défenseurs de la sécurité des communautés. La solution proposée était l'extermination de la guérilla. Plusieurs de nos interviewés nous ont dit qu'ils pensaient alors qu'ils luttait en faveur de la cause de leur pays et que cela passait par l'extermination de la guérilla.

Ces interviewés percevaient que la population civile légitimait l'existence des groupes paramilitaires. Les représentations, qui construisaient une différence entre leur groupe d'appartenance et les ennemis, étaient renforcées à travers les liens existants entre les combattants et la population civile. Plusieurs des combattants de leurs blocs avaient des proches qui avaient été tués par la guérilla ou bien qui avaient été déplacés de leur fermes. Les deux ex-combattants interviewés qui avaient grandi dans des contextes militaires nous ont raconté des expériences de soldats tués par la guérilla, qui avaient été torturés, décapités et coupés en morceaux. Un interviewé qui avait participé au Bloc *Meta y Vichada* a décrit ces mêmes pratiques contre des combattants de son groupe. Ils ont également affirmé que des gens des communautés leur racontaient qu'ils avaient été des victimes de meurtres, de vols et d'extorsions par la guérilla. Ils percevaient donc que les communautés les soutenaient. Ils ont dit que leur fonction était de protéger et d'aider les paysans, en confrontant la guérilla et en garantissant leur sécurité :

Nous, les paramilitaires ou les ex-paramilitaires, quand nous étions dans les territoires, car ils nous appartenaient déjà lorsqu'on récupérerait une zone, la guérilla ne pouvait plus être là car la population civile se plaignait. On arrivait dans un village et la population civile te disait : « La guérilla a tué mon proche, la guérilla est venue, elle a fait telle chose, elle a recruté beaucoup de gens ». Donc on arrivait, on nettoyait et on continuait à nettoyer pour éviter cela. C'était ce que nous cherchions à faire et ce que nous faisons avant les démobilisations des groupes. C'était positif. Je peux parler des villages où j'ai été : Puerto Gaitán, Claras, Vichada, toute cette zone de Meta et Vichada où existait la guérilla. Dans ces zones, les civils vivaient tranquillement. Il n'existait pas de problèmes du genre « ah, la guérilla va nous tuer » et tout ça. C'était positif aussi pour les propriétaires de bétail car ils pouvaient avoir leurs vaches. Il y avait plus de commerce dans les villages et une économie plus importante, n'est-ce pas? Et les gens nous disaient que lorsque la guérilla était là (ils avaient eu le contrôle avant

nous), ils faisaient ce qu'ils voulaient. Et si c'était blanc, c'était blanc et si c'était noir, c'était noir. Avec nous, ils vivaient tranquillement. Nous étions là et nous avions un contrôle (Ernesto, traduction libre).

De surcroît, dix de nos interviewés ont exprimé que la population civile avait été une alliée très importante, sans laquelle ils n'auraient pas été capables de lutter contre la subversion. Selon eux, la population aidait les groupes à contrôler les territoires dans les zones rurales où la guérilla avait une influence en les informant sur les déplacements des guérilleros. D'une part, les groupes contrôlaient ceux qui arrivaient dans les villages et les civils se chargeaient de dénoncer ceux qui étaient supposés appartenir ou collaborer avec la guérilla. La population dénonçait également les gens de leur communauté qui, selon eux, avaient des liens avec la guérilla. D'après nos interviewés, les groupes garantissaient la sécurité de la population civile en échange d'information. Certains de nos interviewés nous ont dit que les commandants répondaient aux besoins de la population en échange d'information. Selon eux, la population civile « les aimait beaucoup » car, contrairement à la guérilla, ils ne les attaquaient pas et ils empêchaient le recrutement d'enfants et le vol d'animaux. Deux des ex-combattants, un du Bloc *Meta y Vichada* et un autre du Bloc *Catatumbo*, ont affirmé que la population civile avait démontré une opposition aux démobilisations de leurs groupes et que des gens pleuraient et suppliaient les commandants afin de ne pas partir des villages.

3.3. La violence comme une entreprise de nettoyage

Une autre rhétorique qui se présente dans les récits de nos interviewés qui avaient participé dans des blocs urbains est celle du nettoyage. Ces interviewés ont justifié les homicides commis par leur groupe contre des voleurs, des agresseurs sexuels et des consommateurs de drogues, en employant un langage qui mettait en valeur plusieurs éléments : La sécurité, la santé et la propreté. Les vices ont été décrits comme une maladie sociale. La plupart des crimes étaient justifiés au nom de l'idée d'une société sécuritaire. D'après l'analyse que nous avons faite des narrations de nos interviewés qui

ont employé des rhétoriques défendant l'idée d'une société propre, nous avons constaté que les groupes paramilitaires voulaient construire une société sécuritaire et sans vices. Le moyen d'y arriver a été la mise à mort des populations qu'ils qualifiaient d'indésirables, en créant des espaces sociaux caractérisés par l'existence d'une intolérance extrême. Le récit de Felipe, qui a été le commandant d'un escadron du Bloc *Meta y Vichada*, est révélateur de la façon dont les paramilitaires percevaient les voleurs et les consommateurs de drogues:

Quand j'étais dans le groupe, je pensais que je faisais bien les choses, que je faisais quelque chose que j'avais cherché à faire, car je partageais l'idée du groupe qu'il soit possible de faire régner la sécurité dans un village. Tu allais à Puerto Lopez et c'était un village complètement sain, sans aucun vice, aucun problème, pas de vols, pas de cambriolages, pas de viols, quoi que ce soit, sain. Et les méthodes pour y parvenir n'étaient pas les plus appropriées, mais il n'y avait pas d'autres moyens, car malheureusement, ici en Colombie, la pensée est très simpliste. Le voleur est un voleur, parce qu'il veut l'être. C'est un mensonge de dire : « je n'ai pas eu d'autre option dans ma vie que de devenir voleur » (Felipe, traduction libre).

La manière dont les paramilitaires percevaient le crime et les criminels est très importante pour comprendre les attaques exercées contre les populations marginales. Les voleurs étaient perçus comme des individus qui causaient des dommages à la communauté, ce qui serait expliqué par leur caractère personnel déviant et par leur méchanceté inhérente. L'organisation sociale était représentée par des concepts qui font allusion à la maladie et à la saleté. Ils présentaient ces crimes comme des actions nobles, ce qui créait des sentiments d'orgueil et de fierté dans le groupe, renforçant la cohésion groupale. Ces sentiments étaient renforcés par le soutien qu'ils pensaient recevoir de la population civile :

Quand j'étais dans le groupe, je pensais uniquement à faire du mal. Si on voyait un groupe de fumeurs de marijuana, on n'avait pas de remords. On les tuait tous d'un coup; pourquoi voudrait-on avoir tous ces fumeurs à Medellin? À la Sierra, on les tuait; à quoi servaient-ils? Nous étions tous d'accord avec ça. Pourquoi est-ce qu'on voudrait avoir un consommateur de marijuana dans notre ville, si c'était

l'endroit où on avait le pouvoir? Là-bas, c'était une zone propre, une zone propre. Selon nous, une zone était propre lorsqu'on tuait plus de 20 personnes. À ce moment-là, je pensais qu'on agissait correctement parce qu'on avait une conception horrible de ces gens-la. On pensait seulement à tuer, à tuer et à tuer. Notre seul sentiment c'était notre peuple. Le reste du monde pouvait mourir, car on souhaitait avoir une zone propre, de l'honneur, c'était la seule chose qui nous intéressait (Maria, traduction libre).

3.4. Interprétations de leur réaction à la violence

Nos interviewés ont décrit plusieurs types d'interprétations de la manière dont ils pensaient avoir réagi aux contextes de violence extrême. Comme il a déjà été montré par Sémelin (2005), il existe différents types de réactions des agresseurs par rapport à la violence. Le chercheur a créé trois catégories d'exécuteurs. Les agresseurs « zélés » qui participeraient volontairement, voir même avec plaisir, aux exécutions. Les suivistes, qui se limitent à obéir à des ordres. Finalement, les réticents ou réfractaires sont ceux qui refusent de tuer, exprimant des sentiments de malaise et décrivant leurs expériences à la guerre comme étant traumatisantes.

Nous avons trouvé ces mêmes types de réactions dans les interprétations que nos interviewés ont fait de leur comportement. Il faut quand même souligner que nous avons trouvé des contradictions dans leurs narrations car ils pouvaient justifier la violence, pour ensuite la décrire comme quelque chose de banal et puis la condamner. En ce qui concerne la catégorie d'interviewés qui pourraient être qualifiés de zélés, nous différencions ceux qui montraient de l'enthousiasme par le fait qu'ils pensaient défendre les communautés de ceux qui décrivaient une jouissance par l'action de tuer. Une minorité de nos interviewés ont exprimé avoir ressenti du plaisir en tuant. Dans un cas, le plaisir est lié à une sensation de pouvoir sur la victime qui peut être démontré au groupe.

La narration de Maria est un exemple d'interprétation qui décrit un certain sentiment de plaisir par l'action de tuer. Elle décrit une situation psychologique qui va de la jouissance aux remords :

Quand j'étais dans le groupe, j'aimais le fait que je pouvais faire ce que je voulais. Je pouvais tuer si j'avais le désir de le faire. Quand je devais tuer une personne, je sentais de la joie et de la tristesse. Ma maxime était que celui qui part ne manque pas et celui qui arrive ne gêne pas. Je pensais que ce qui était bien était de tuer et ce qui était mal était de ne pas le faire. Depuis que j'étais petite, j'aimais tuer. Je ne sais pas pourquoi. Je me sentais bien. Je me sentais à l'aise en le faisant, comme quelque chose que j'aimais faire, qui m'encourageait à le faire. Tu dois le faire, comme quelque chose qui t'impulsait à le faire. Je ne sais pas, comme quelque chose qui t'oblige à le faire. Mais quand tu le fais tu n'aimerais plus le refaire, mais quand tu vois quelqu'un d'autre le faire, tu veux le faire. Donc j'étais comme un diable. Je m'habillais en noir car c'était comme un symbole de protection. Et la balle aussi était très importante pour moi. Le noir était selon moi le symbole d'avoir la mort en dessus, car je chargeais la mort en dessus de moi, me comprends-tu? J'étais un démon, un démon. J'étais toujours avec la mort et avec ces yeux diaboliques (Traduction libre).

Certains de nos interviewés ont beaucoup condamné leurs groupes car ils percevaient qu'ils victimisaient les paysans qu'ils disaient défendre. Plusieurs d'entre eux ont affirmé qu'ils s'étaient enfuis des blocs, même s'il existait un risque de se faire tuer. Ils ont décrit leur expérience dans le groupe comme étant très traumatisante :

Franchement, être dans le groupe a été une expérience très, très désagréable. Je ne conseillerais à personne d'y participer car il y arrivait des choses très horribles. Tu dois faire des choses, voir des choses. Quand tu es dans le groupe tu as des ennemis et il y a des groupes qui ne peuvent pas se voir. Et franchement, je ne prendrais plus jamais une arme dans mes mains. Voir ce qu'ils font aux gens. On voit beaucoup de barbarie. J'avais très peur. Je n'étais jamais tranquille. Tu pouvais te faire tuer n'importe quand. Parfois ils allaient déranger les paysans. Je n'étais pas d'accord avec ça. Ils causaient des dommages aux paysans, aux civils, car ils disaient qu'ils étaient des crapauds (des informateurs), qu'ils parlaient plus que ce qu'ils devaient ou qu'ils appartenaient à d'autres groupes. Alors ils les prenaient, ils les détruisaient. Je n'ai jamais tiré sur personne directement, mais pendant les combats si tu devais tirer sur quelqu'un et à ce moment-là tu ne savais pas si tu l'avais tué ou pas. Et tu ne savais pas si tes camarades s'en étaient sortis ou pas. Mais par contre, il y avait des camarades qui étaient très méchants avec les gens. C'était de la barbarie. Ils prenaient les gens, ils les tuaient, ils les démembraient, ils les rendaient moins que rien (Astrid, traduction libre).

Chapitre IV

Justifications, rhétorique et culpabilité

1. Analyse du discours sur la pauvreté comme facteur explicatif de l'affiliation aux groupes paramilitaires.

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, la plupart de nos interviewés ont montré leur affiliation aux groupes comme une conséquence des situations de chômage et de manque d'opportunités. Un problème épistémologique se pose. La réflexion apportée par Poupart (1997) à propos de la validité des entretiens pour étudier les conduites des acteurs est pertinente car il s'agit de se demander si les affiliations peuvent être expliquées comme une conséquence de la pauvreté. Cela revient aussi à la réflexion à propos de la validité scientifique des histoires de vie pour rendre compte de la réalité sociale. Si les histoires de vie permettent de connaître les interprétations et le vécu des acteurs, il existe un sujet de discussion à savoir si elles permettent ou non de reconstituer la réalité sociale. Selon la perspective de Jean-Michel Adam (1991) et de Nadine Kuperty-Tsur (2001), les récits, étant une interprétation du vécu qui passe par le filtre de la subjectivité, ne peuvent pas être assimilés à la réalité en soi. Ils permettent d'analyser l'identité du témoin et des cadres discursifs, mais pas ses actions. Une autre position qui a été décrite par Poupart (1997) est la positiviste, d'après laquelle les entretiens sont des méthodes qui permettent de reconstituer la réalité s'ils sont validés par contraste avec d'autres sources.

Une autre question concerne le statut de validité accordé par les sciences sociales aux explications données par les individus à propos de leurs actions. Cette validité est mise en question, entre autres, car depuis l'apparition des perspectives marxistes et structuralistes, il a été statué que les représentations n'appartiennent pas aux individus, qui seraient déterminés par celles-ci (Morin, 1973). Selon Poupart (1997), les perspectives féministes et post-structuralistes ont critiqué l'aspect de supériorité accordé à la validité des interprétations des sciences sociales sur celles des individus, ce qui, en outre, pose une question à propos de qui a le pouvoir de définition de la réalité.

Notre position est que les explications données par les sujets sont valides car ils sont les mieux placés pour parler de leurs intentions, mais qu'il faut quand même prendre en considération les intentions des acteurs en produisant les discours. L'interaction entre l'intervieweur et l'interviewé et les contextes dans lesquels les discours sont produits ont une influence sur les intentions des interviewés. En ce qui concerne le lien entre les interviewés et l'intervieweuse, comme nous l'avons déjà souligné, nous considérons que le fait que les entretiens ont eu lieu dans le cadre du programme de réintégration a eu une influence sur leurs discours car ils associaient l'intervieweuse avec les intervenantes du programme psychosocial.

De même, en ce qui a trait à l'influence du contexte sur les discours nous pensons que, comme les ex-combattants qui participent au programme de réintégration ont été amnistiés et comme ils n'ont aucune participation dans le processus de justice transitionnelle, en même temps qu'ils agissent dans le cadre d'un programme qui encourage l'oubli des expériences vécues à la guerre, et ce afin qu'ils se concentrent sur leur processus de réintégration; cela peut aider à comprendre pourquoi ils ont été amenés à se montrer comme des victimes des injustices sociales. Il faut souligner que le PRVC n'exige aucune responsabilisation de la part de l'ex-combattant et qu'il adopte une position paternaliste envers lui, en créant une situation de dépendance. Dans ce cadre, nos interviewés ont interprété les aides à la réintégration offertes par le programme comme un droit qu'ils avaient gagné car ils avaient participé aux processus de désarmement. Ils ont essayé de démontrer que le gouvernement n'avait pas respecté les accords du procès de paix en ce qui concerne les bénéfices offerts par le PRVC, soulignant que l'aide humanitaire était insuffisante pour leur survie. Ils ont donc adopté une position de victimes qui se met en évidence tout au long de leurs narrations.

Cependant, la question concernant la validité des explications données par nos interviewés sur les raisons qui les ont conduit à s'affilier à des groupes paramilitaires reste problématique. Les recherches d'Irma Specht (2006) et de Riaño (2005) ont souligné l'influence qu'ont les contextes de pauvreté sur les interprétations que les jeunes

se font de la réalité et sur la construction de leur identité, ce qui expliquerait leur affiliation à des groupes armés. Selon Specht (2006), dans les contextes sociaux vulnérables les gens peuvent se sentir aliénés et percevoir que le monde est injuste, ce qui est important pour expliquer l'affiliation à des groupes armés. En ce qui concerne l'identité, les groupes armés sont des modèles identitaires pour les jeunes des communautés où le conflit armé a place, caractérisées par un manque d'opportunités légales d'emploi (Riaño, 2005). L'emploi est une partie importante de l'identité et de l'estime de soi car il permet aux individus de sentir qu'ils ont une place dans le monde et de se sentir reconnus.

Certains interviewés ont exprimé qu'avant l'affiliation, ils ressentaient une admiration pour les combattants des groupes paramilitaires, ce qui, selon l'analyse de Gustavo Duncan (2009), serait une conséquence du changement des valeurs des jeunes paysans découlant de l'introduction de l'économie du marché qui vient avec l'apogée du trafic de drogues. Néanmoins, ce qui est le plus marqué dans les narrations de nos interviewés sont les situations de vie difficiles au sein des familles et la perception d'une absence totale d'opportunités et d'espoir. Cela peut être interprété comme une manière de justifier leur affiliation, mais il est important de comprendre que ces interprétations se construisent dans des contextes où les conditions de vie sont extrêmement difficiles.

En ce qui concerne les contextes des quartiers de nos interviewés du bloc *Cacique Nutibara*, Vallejo (1994) et Franco (2004) ont montré l'importance de l'interaction symbolique dans le fonctionnement des groupes de jeunes délinquants à Medellín. Ces explications accentuent les aspects liés aux processus d'urbanisation. Depuis les années 1950, les processus d'urbanisation et les migrations résultant de la confrontation entre les paysans du parti libéral et du parti conservateur ont donné lieu à la formation de quartiers dans les montagnes aux zones limitrophes des grandes villes par des paysans. Riaño (2005) a montré que ces processus ont transformé la structure des familles, en produisant une augmentation des divorces et des familles monoparentales. Ces contextes sont caractérisés par l'existence de subcultures de violence. Pendant les années 1980, le cartel de Medellín a créé des bandes de jeunes, dans des quartiers marginaux connus comme les

communes, qui étaient payés pour tuer les opposants au commerce de la drogue. Dans ces quartiers, qui se caractérisaient par l'inexistence de l'État à tous les niveaux et par des conditions de pauvreté extrêmes, ces bandes de jeunes ont construit une subculture à partir de la création d'un langage et de l'appropriation de symboles de la religion catholique. Ils portaient des images de la vierge comme symbole de protection et ils allaient à la messe pour demander le pardon de Dieu, même s'ils pensaient que la responsabilité des homicides était l'affaire de ceux qui les payaient. Tuer est devenu un moyen d'accéder à la société de consommation, ce qui a permis en même temps un rapprochement entre ces jeunes et des jeunes des classes sociales favorisées de Medellin, qui ont été très influencés par la subculture des jeunes des communes (Franco, 2004; Vallejo, 1994).

2. Analyse des rhétoriques de la violence

Un autre aspect méthodologique est celui de la fiabilité des informations des interviewés pour reconstruire le fonctionnement des groupes dans le passé. Cela pose des problèmes pour l'analyse des mécanismes de socialisation des combattants dans les groupes paramilitaires et pour comprendre le comportement des combattants. Nous sommes en mesure d'appréhender le sens que nos interviewés donnent à leurs actions et la manière dont ils disent avoir réagi, mais il faut rappeler le problème de la vérité des témoignages et celui des lacunes de la mémoire. En ce sens, nous considérons que les explications à propos de leur comportement doivent être analysées comme des rhétoriques et non pas comme des faits.

Néanmoins, pour pouvoir analyser ces rhétoriques il faut comprendre les mécanismes de socialisation des groupes paramilitaires. D'après Waller (2007), les agresseurs se construisent dans des contextes sociaux spécifiques. Ils passent par un processus de socialisation professionnelle dans des institutions disciplinaires et structurées. En ce qui concerne les mécanismes de socialisation à la violence, plusieurs de nos interviewés ont décrit les entraînements comme étant des expériences très traumatisantes. Selon Jacques Sémelin (2005), plusieurs études portant sur la socialisation des combattants, dont celui

de Lounie Athens, ont mis l'accent sur l'importance des entraînements qui joueraient le rôle de fabriquer des bourreaux. Le rôle des entraînements est de former des exécutés qui puissent servir les intérêts des groupes et qui soient prêts à tuer en bénéfice de leur groupe d'appartenance. Ces entraînements sont des expériences traumatisantes pour les combattants car ils mettent en place des pratiques très dures physiquement et psychologiquement qui les transforment en des agents d'exécution, désensibilisés à la violence. Néanmoins, bien que les entraînements soient des mécanismes de socialisation à la violence qui font partie de la transformation des individus en bourreaux, Sémelin (2005) a déjà montré qu'il existe une surestimation du rôle joué par les entraînements dans les études sur les combattants.

Les récits portant sur les entraînements pourraient aussi être interprétés comme un recours de nos interviewés afin de se montrer dans une situation de contrainte absolue, renforçant l'idée qu'ils étaient des simples exécutés de tâches. Ils emploient donc la rhétorique de l'autodéfense afin de justifier leur participation dans le groupe : il fallait obéir pour ne pas se faire tuer par le groupe. Se présenter comme des victimes des blocs peut être une rhétorique très utile dans le contexte de réintégration, permettant d'exiger des bénéfices et de se dégager de toute responsabilité par rapport aux crimes paramilitaires. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de connaître l'effet des entraînements sur le comportement de nos interviewés.

Certains d'entre eux ont affirmé que c'est pendant les entraînements qu'ils avaient appris le discours de l'autodéfense, ce qui les aurait aidés à passer à l'acte. La rhétorique de l'autodéfense défendue par les blocs a été employée par la plupart de nos interviewés afin de justifier leur participation dans les groupes paramilitaires. Selon Sémelin (2005), cette rhétorique est utilisée par les groupes afin de justifier l'extermination de l'ennemi. D'après Waller (2007), l'identité des groupes se construit en créant une différence avec le groupe ennemi, qui passe par une dévaluation de ses membres qui sont montrés comme étant la cause de tous les problèmes. La solution proposée serait donc l'extermination du groupe ennemi. Les agressions sont non seulement montrées comme une nécessité pour la sécurité et la survie du groupe, mais aussi comme des actions morales pour le bénéfice de

la société.

Selon Waller (2007), la création d'une différence entre « nous » et « eux » fait partie de la construction psychologique d'autrui et elle permet de créer un sentiment de supériorité de la part des membres du groupe d'appartenance. Les comparaisons entre les actions du groupe d'appartenance et celles de l'ennemi sont des mécanismes de soulagement moral car l'action de comparer permet de repenser la violence comme étant une manière de prévenir la souffrance. Les agressions sont donc montrées comme une réponse convenable aux situations de crise. D'après Castano (2008), la représentation des ennemis comme étant inhumains engendrerait une cohésion du groupe et la construction d'une définition de ce dernier comme étant moralement supérieur au groupe ennemi. Selon Reicher, Haslam et Rath (2008), la cohésion du groupe permet de coordonner des actions et d'atteindre des objectifs partagés. Le groupe ennemi est défini comme s'il allait contre la vision du monde du groupe d'appartenance et comme représentant une menace pour la survie du groupe, ce qui justifierait son extermination. Dans la mesure où le groupe se définit comme moralement supérieur, les agressions seraient interprétées comme étant requises moralement.

Ces postulats se confirment dans les narrations de la plupart de nos interviewés qui, en plus d'affirmer qu'ils évitaient de se faire exterminer, ont comparé les actions des guérillas avec celles des groupes paramilitaires, dévaluant la guérilla et représentant positivement la lutte paramilitaire comme étant en faveur de la communauté, ce qui permettait de justifier une idée d'extermination. En ce sens, nous percevons qu'il existe une instrumentalisation du discours de l'autodéfense par nos interviewés, afin de se déresponsabiliser. Il existe une tendance faisant en sorte que les interviewés qui défendaient leur groupe et justifiaient leur rhétorique sont ceux qui ont exprimé avoir des difficultés à se réintégrer, se trouvant en situation de chômage, ou ne voulant pas participer aux programmes d'éducation.

Les recherches en psychologie sociale, citées auparavant, donnent une importance centrale à l'idée d'une déshumanisation des victimes dans le processus de construction

de l'ennemi et dans la justification de son extermination. Selon Waller (2007), il s'agirait d'employer des catégories faisant allusion à des animaux et à des créatures non humaines socialement dévaluées pour désigner l'ennemi. Nous n'avons pas trouvé énormément de ce type de catégories dans les narrations de nos interviewés. Il s'agissait plutôt d'une criminalisation des ennemis. La plupart de nos interviewés ont beaucoup souligné les crimes commis par les guérillas contre la population civile. La criminalisation de l'ennemi se retrouve aussi dans les discours des commandants qui ont formé les premiers blocs, analysés dans la recension des écrits.

Une autre rhétorique qui se présente dans les récits de nos interviewés est celle de la propreté. Selon Sémelin (2005) ce type de rhétorique était aussi employé au Rwanda où le massacre était décrit comme étant une sorte de travail banal, utile à la communauté, bref comme une action de nettoyage. D'après l'auteur, les notions positives liées à la propreté et à la santé rendent banale la réalité du massacre. Les notions de propreté, de santé et de nettoyage se retrouvent également dans les narrations de nos interviewés qui avaient participé à des blocs urbains dans des petits villages et dans des villes.

Nos interviewés ont aussi représenté la violence comme une tâche accomplie dans le cadre de la routine d'un travail. Il y avait lieu à une négation ou bien à une minimisation de l'importance des crimes commis par les paramilitaires, ce qui se faisait au moyen de l'emploi du langage de l'autodéfense, de la sécurité et du nettoyage. Selon Arendt (2005) la construction d'un langage d'euphémismes permet que la violence devienne banale. Selon Waller (2007), le langage d'euphémismes réduit la responsabilité individuelle. La négation est une stratégie de désengagement moral ou d'exonération. La construction du langage, qui crée une culture commune aux agresseurs, se comprend dans le cadre de contextes où l'univers moral a été renversé. Selon Waller (2007) le processus de socialisation des agresseurs a lieu dans des organisations où l'univers moral a été renversé. L'individu serait complètement plongé dans l'univers social du groupe, dans lequel les règles habituelles sont remplacées par celles du groupe. D'après Sémelin (2005) le renversement moral passe par la levée du principe qui interdit le meurtre. Selon Waller (2007) dans les contextes de ces institutions structurées, un des mécanismes

principaux de la socialisation est l'actualisation permanente d'une violence excessive. Comme il a été montré par Hannah Arendt (2005), la bureaucratisation de la violence fait en sorte qu'elle devient une routine, ce qui fait que les exécuteurs perdent la capacité de juger de la moralité de leurs actions.

3. Analyse du langage

En ce qui concerne le langage qui crée une culture commune aux paramilitaires, il existe un ensemble de mots et d'expressions qui permettent d'interpréter la réalité et qui désignent les actions comme étant des tâches faisant partie d'un travail. Il est très difficile de traduire ces expressions de l'espagnol au français car elles font partie de l'argot familier des subcultures de délinquance et des groupes paramilitaires. Le langage des groupes paramilitaires est très lié au contrôle territorial. Ils utilisent aussi des mots spécifiques pour désigner les fonctions quotidiennes. Les tâches sont montrées comme un devoir : « faire l'office qu'on nous désignait ». Par exemple en parlant des massacres ils disaient : « faire ce que l'on devait faire » ou bien « faire sortir ceux qu'on devait faire sortir ». Les interviewés qui avaient participé en délinquance auparavant ont dit avoir eu de l'expérience dans la commission des délits et d'avoir su « être » et utiliser les armes.

La réalité du « travail » quotidien était interprétée en termes de zones : « Contrôler la zone; gérer la zone; récupérer la zone; la zone était à eux; faire sortir de la zone; prendre soin de la zone; casser la zone (prendre le contrôle d'un village); assigner la zone; explorer la zone; entrer dans la gueule du loup ». D'autres mots désignaient les tâches, s'agissant d'un langage militaire : « faire la ronde; patrouiller; percevoir des vaccins (extorsions); faire des opératifs (massacres); faire des parcours; faire des enregistrements; « *ranchar* ou faire la *remesa* » (faire la cuisine); « *prestar guardia* » (faire de la vigilance); faire sentinelle ».

Le langage faisait en sorte que les villages deviennent des territoires et les gens des « civils », des « suspects » ou bien des « alliés de la guérilla ». Il existe plusieurs catégories pour désigner les ennemis : Les guérilleros (dans les zones rurales); les « miliciens » (les « guérilleros » qui agissent dans les villes et les villages mais qui sont

des civils); les « *chintes* » (des civils qui sont dans les cafétérias sur les autoroutes, qui sont supposés donner des informations à la guérilla). De même, ils différenciaient entre les blocs urbains et ruraux, « *la urbana* », dont l'expérience était décrite comme étant plus facile et amusante car ils pouvaient « relaxer » et passer leur temps à boire de l'alcool. Être dans les blocs ruraux était décrit comme « être dans le mont ».

Le seul mot que nous avons trouvé qui fait allusion à un animal, permettant de parler de déshumanisation par le langage, est le « *sapo* » (crapaud). Le « *sapo* » est une figure centrale car il représente le traître et que la trahison est le principe le plus condamné par les paramilitaires. Une autre expression qui exprime la trahison est « *torcerse* » (être tordu). Cependant, il faut souligner que la figure du « *sapo* » n'est pas exclusive aux paramilitaires, mais c'est une expression de l'argot populaire colombien qui désigne celui qui dénonce quelqu'un d'autre devant l'autorité ou bien quelqu'un qui se mêle aux affaires des autres.

Les objectifs des paramilitaires sont montrés à partir de notions qui ont des connotations positives, montrant l'imaginaire d'un lien de protection envers la population civile : « avancer »; « les civils nous collaboraient »; « protéger les paysans »; « maintenir la population saine et propre »; « obtenir un positif » (tuer un « guérillero » ou obtenir des informations sur des lieux ou des drogues au moyen de tortures); « nettoyer »; « protéger la population de tout le mal qui puisse se présenter »; « prendre en garde le quartier »; « prendre en garde nos gens »; « éviter les attentats de la guérilla »; « les gens nous aimaient beaucoup »; « lutter pour la cause de notre pays ». Le langage de l'autodéfense met en valeur « l'instinct de survie » : « Se protéger; s'auto-protéger; j'ai appris à me défendre, j'ai appris à survivre; droit à la légitime défense ».

Les agressions sont désignées par des expressions qui font allusion aux actions de casser, de donner et au feu : « Casser la zone; casser (tuer); « *darse en la geta* » (se casser la gueule); donner un coup (attaquer l'ennemi); se casser (se battre); « donner » (agresser); « *darle duro a la guerrilla* » (attaquer fortement la guérilla); s'incendier (se battre); ils nous ont allumé (ils nous ont battus). L'extermination était désignée avec l'expression

« finir avec ». « Faire le mal » signifiait couper ou faire d'autres pratiques sur les corps des morts. D'autres expressions désignant la mise à mort font référence à la pratique de couper avec un couteau : « *me pelaron* » (ils m'ont pelé, c'est l'action d'enlever la peau d'un fruit); « *Picar* » (hacher); « *Chuzar* » (piquer). D'autres mots ont des connotations sexuelles ou sont liés aux excréments. Par exemple faire du mal à quelqu'un est désigné par l'expression « *joder a alguien* » (coucher avec quelqu'un). Faire une faute est en lien avec l'action de faire caca : « *cagarla* » et aussi d'être dans la boue : « *la embarré* ». Être dans une mauvaise situation était aussi désigné comme « être dans la boue » et comme « être *jodido* ».

D'autres expressions désignent des comportements et des valeurs. Par exemple « *boletearse* » représente le fait de se mettre à risque, ainsi que « se chercher des problèmes » ou « être mal stationné ». Une autre expression est « *ser echado pa lante* » qui fait référence à une attitude consistant à mettre en place des efforts afin de progresser, ce qui dans le contexte du groupe paramilitaire signifiait accomplir toutes les tâches telles qu'elles étaient ordonnées. D'autres attitudes consistaient à « avoir les yeux ouverts », « être dans le jeu » (être attentif), « *hacer lo que se me daba la gana* » (faire ce que je voulais). D'autres valeurs défendues étaient : résister, être convaincu, être bien entraîné, être une personne saine (ne pas chercher des conflits avec les autres). Néanmoins, il faut souligner que toutes ces expressions sont employées dans des contextes de langage familier, par des subcultures délinquantes, par des jeunes et certaines se retrouvent même dans d'autres langues comme le français et l'anglais: par exemple « se casser la gueule » ou « *fuck you* » en anglais.

Nos interviewés du bloc *Cacique Nutibara* de Medellin ont employé plusieurs expressions qui font allusion à la mort et au diable. Ils ont représenté le fait d'avoir tué comme « avoir la vie marquée », « avoir une cicatrice », « avoir une trace », « avoir une tache dans l'âme », « aller en enfer ». Être dans une mauvaise situation était décrit comme « être mort vivant » ou bien « le diable veut te torturer vivant ». Porter une arme était « porter la mort en dessous ». Ces interviewés ont exprimé qu'avant le processus de réintégration sociale, ils se sentaient différents du reste de la société et en dehors de la

société. Leur rêve était de « faire partie de la société ». Le fait de s'habiller différemment et de parler différemment faisait partie de cette sensation de n'être pas « normal ». Il existe des éléments symboliques dans les vêtements et accessoires comme la couleur noire, porter l'image de la vierge et la balle comme symboles de protection.

4. Réflexions à propos de la culpabilité des ex-combattants

Hannah Arendt (2005) a différencié le concept de responsabilité (collective) de celui de culpabilité, la deuxième étant individuelle et personnelle. De plus, elle a établi une différence entre la culpabilité légale et la culpabilité morale. La culpabilité morale désigne la responsabilité qu'a chaque individu envers ses actions. Le débat à propos de la culpabilité morale tourne autour de la situation de renversement des valeurs où les actions morales deviennent des délits et les actions criminelles sont des lois. Selon la philosophe, les individus ont une liberté de conscience qui dépasse les circonstances de contrainte. Les agresseurs emploient des stratégies de désengagement moral pour justifier la perpétration de crimes. Une des stratégies est d'argumenter qu'ils étaient obligés d'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

Cet argument a été plusieurs fois employé par nos interviewés qui se sont montrés comme se trouvant dans une situation de contrainte absolue car, selon eux, la désobéissance était punie par les groupes par la mise à mort des combattants. Cette justification servait également à se déculpabiliser juridiquement. Lorsque nous faisons le travail de terrain, nous avons observé un manque de culpabilité morale et juridique de nos interviewés face aux crimes perpétrés par les groupes paramilitaires. Il y avait lieu à une négation presque totale des crimes commis par leur groupe ou bien à une minimisation de l'importance de ces actions. Ils parlaient des meurtres envers la population civile comme des fonctions quotidiennes n'ayant pas d'importance.

Les différentes interprétations que nos interviewés ont fait de leur comportement dans le groupe et sur la violence exercée par les paramilitaires suggèrent qu'il existe des différences individuelles en ce qui concerne les réactions morales. Même s'ils agissaient

dans des espaces sociaux où avait lie une actualisation permanente de la violence, certains ont voulu montrer qu'ils ne s'étaient jamais habitués et qu'ils avaient réagi ou bien en évitant d'exercer la violence ou bien en s'échappant du groupe, même s'ils savaient que le groupe pouvait les tuer.

De même, certains de nos interviewés ont culpabilisé les victimes, en disant qu'elles étaient méchantes et qu'elles méritaient donc leur sort. Les victimes ont été décrites comme des gens intéressés, cherchant à tirer des bénéfices de l'État par le biais des indemnisations. Ils croyaient qu'ils n'avaient aucune responsabilité en ce qui concerne la réparation aux victimes, qui était perçue comme une aide financière aux familles. Nous avons donc cherché à comprendre la façon dont ils percevaient leur rôle dans le processus de justice transitionnelle qui a lieu en Colombie. Nous avons eu l'impression qu'ils n'étaient pas du tout familiarisés avec le langage de la justice et qu'ils n'avaient aucune idée de comment ils pourraient prendre part à un processus de justice transitionnelle. Ils nous ont dit qu'ils pensaient que la culpabilité pénale pour les crimes commis par les blocs devait être assumée par les commandants car eux n'étaient que de simples exécuteurs d'ordres.

Nous avons constaté que le programme de réintégration encourageait l'oubli des expériences à la guerre car les intervenants disaient aux ex-combattants de ne pas en parler, les invitant à se concentrer sur leur processus de réintégration. La plupart de nos interviewés ont exprimé qu'ils avaient choisi d'oublier leurs expériences à la guerre. Ils ont exprimé que la seule chose qu'ils pourraient faire pour, d'une certaine manière, réparer les dommages causés, serait de changer leurs modes de vie et de ne pas récidiver. Un des intervenants nous a dit que pendant la période qui a suivi les démobilisations des blocs paramilitaires, les ex-combattants lui ont raconté des expériences très difficiles et d'une violence extrême. Selon l'intervenant, il ne savait pas comment traiter ces cas et c'était en plus très dur pour lui aussi d'entendre ces histoires auxquelles il ne savait pas comment réagir.

Selon notre interprétation, il y a une situation où les ex-combattants sont devenus des

migrants anonymes à Bogota, ne pouvant pas retourner dans leurs communautés car leur vie serait en danger à cause de leur participation aux blocs. Ils sont également des récepteurs de l'assistance de programmes où leurs opinions ne sont pas beaucoup prises en compte. Ils n'ont aucune part au processus de justice transitionnelle. Nous avons donc été amenés à nous demander quel serait le rôle que les ex-combattants devraient jouer dans le processus de justice transitionnelle, surtout en ce qui concerne la mémoire historique. Nous comprenons la mémoire historique dans trois sens. D'un côté, il y a le rôle des ex-combattants dans la construction de la vérité factuelle, c'est-à-dire qu'ils fassent des confessions des crimes à propos desquels ils ont témoigné ou qu'ils ont perpétrés, afin que les victimes puissent connaître ce qui s'est passé. De l'autre côté, il est question de leur place dans la construction de l'histoire de la violence paramilitaire. Il s'agirait également de penser la mémoire en lien avec les expériences vécues par les ex-combattants. Une autre question que nous jugeons importante est celle de la culpabilité des ex-combattants. Nous comprenons la culpabilité dans un sens moral : qu'ils se fassent responsables de leurs actions. Également, il s'agit de réfléchir à la culpabilité juridique.

Conclusion

La compréhension des interprétations des ex-combattants des groupes paramilitaires colombiens sur leur participation au conflit armé permet de réfléchir aux problèmes posés par les témoignages et par la vérité dans le processus de transition des Autodéfenses unies de Colombie. D'une certaine façon c'est un problème méthodologique qui concerne la validité des histoires de vie pour reconstituer la réalité sociale. Si la réalité ne peut pas être connue en dehors des récits des acteurs qui ont participé aux événements, les narrations sont des interprétations du vécu qui expriment plus l'identité des acteurs que la réalité en soi. De là vient la difficulté à comprendre les actions à partir du sens des individus. Celui-ci est un problème majeur quand les sociétés qui ont vécu des situations de violence de masse veulent reconstruire la «vérité» des atrocités du passé à partir des témoignages des agresseurs. Ils sont des informateurs sans qui ne pourrait être connu ce qui est arrivé. Cependant, quand ils sont invités à témoigner, plutôt que d'informer sur les événements, ils construisent des discours justificateurs tendant à les déresponsabiliser.

Les discours de nos interviewés sont compris dans le contexte d'une politique de réintégration à la société qui prend en charge les ex-combattants, n'exigeant aucune responsabilisation de leur part, créant ainsi une situation de dépendance envers un programme où les ex-combattants perçoivent qu'ils ont droit de recevoir un salaire et d'autres bénéfices de l'État. Ces programmes encouragent l'oubli des expériences à la guerre. Dans ce sens, il est important de comprendre que les discours sur leur participation dans les groupes paramilitaires ont des intentions et que les objectifs visés par les discours dépendent aussi de l'identité du récepteur de la narration. Dans ce contexte, nos interviewés ont adopté une position de victimes. L'adoption de cette position est utile dans le contexte du programme car elle permet d'exiger des bénéfices et de se dégager de toute responsabilité juridique.

L'identité des victimes se retrouve tout au long de leurs narrations. En ce qui concerne les explications sur les raisons qui les ont conduites à s'affilier aux groupes paramilitaires, ils se sont montrés comme étant des victimes des conditions de vie précaires ou des guérillas afin de justifier leur affiliation en disant qu'ils n'avaient pas

eu d'autre choix. De même, ils se sont décrits comme étant des victimes de la violence des groupes paramilitaires, ce qui leur permettait d'affirmer qu'ils se trouvaient dans une situation de contrainte absolue, se définissant comme des exécuteurs d'ordres. Cette définition était un argument servant à justifier le fait qu'ils ne devaient pas participer aux procès de justice, ni à la réparation.

Le concept de banalité du mal d'Hannah Arendt (2005) est très important car il permet de comprendre que, dans les contextes de violence de masse, le langage est un mécanisme d'exonération morale qui permet aux agresseurs d'interpréter la violence comme étant une tâche faisant partie d'un travail. Nos interviewés ont décrit leur participation à des actions de violence comme des fonctions dans le cadre d'un travail, ceci en employant un ensemble d'expressions qui faisaient partie de la culture des groupes paramilitaires. Ce langage est intimement lié au contrôle territorial et il représente la violence en employant des mots ayant des connotations positives.

Nous avons identifié plusieurs rhétoriques qui faisaient partie des discours des groupes paramilitaires. L'une était celle de l'autodéfense, justifiant les agressions comme étant une manière d'assurer leur survie et celle de leur groupe. Une autre était de se montrer comme étant garants de la sécurité des communautés, ce qui passait par la criminalisation des ennemis. Cette rhétorique a été employée par la plupart de nos interviewés qui, en même temps, ont montré des difficultés à s'intégrer; ce qui pourrait expliquer pourquoi ils avaient une tendance à glorifier le passé. Comme il a été démontré par Waller (2007), la rhétorique de glorification fait partie du fonctionnement des groupes car la construction de l'ennemi passe par un processus de dévaluation des membres d'un autre groupe, qui fait en sorte que les agressions soient interprétées comme des actions morales. Nos interviewés ont exposé les agressions comme si elles avaient été faites au service des communautés, de la liberté et de la patrie. En lien avec l'idée de glorification, ils ont défini les meurtres pratiqués envers les populations marginales comme étant des actions de nettoyage, en employant un langage lié à la santé et à la propreté.

Nos interviewés ont présenté plusieurs types d'interprétations de la manière dont ils pensaient avoir réagi aux contextes de violence extrême. L'une d'elle était de se montrer en tant qu'exécuteurs des ordres donnés par leurs supérieurs. Une autre consistait à affirmer qu'ils avaient participé volontairement, tout en exprimant une conviction idéologique ou en sentant du plaisir en commettant les agressions. Une minorité a affirmé qu'elle évitait de participer, n'étant pas du tout d'accord avec les agressions envers la population civile, ce qui lui aurait fait prendre la décision de désertier, même si elle savait qu'elle pouvait se faire tuer par le groupe. Ces différentes interprétations nous font penser qu'il existe plusieurs types de réactions morales, même si tous agissaient dans des contextes où l'univers moral avait été renversé, ce qui nous invite à réfléchir au sujet de la liberté de conscience.

Comme il a déjà été souligné par Hannah Arendt (2005), dans les situations où il existe une institutionnalisation de la violence de masse, les agresseurs gardent quand même une liberté de conscience. Cependant, si l'on s'en tient aux descriptions des réalités vécues par nos interviewés, on pourrait interpréter que le prix de la liberté de conscience était leur vie; la plupart d'entre eux, donc, auraient préféré se sauver eux-mêmes. La question est donc de savoir si, dans une telle situation de contrainte, une réaction différente devrait être exigée. Une autre question est la suivante : qui peut se permettre de juger et par rapport à quoi? Hannah Arendt (2005) a expliqué que les jugements sont faits à partir d'un cadre normatif spécifique. En jugeant à partir d'une perspective humanitaire, tout être humain en n'importe quelle circonstance devrait savoir que tuer autrui est un comportement immoral. Toutefois, ce qui se met en évidence dans les conflits armés contemporains et dans les situations de guerre en général est que vraisemblablement, la règle c'est la mort et la violence sans limites. Est-ce que les meurtriers de masse pensent vraiment que de tuer est un comportement moral?

Des recherches ultérieures pourraient étudier le sujet de la responsabilisation des combattants des groupes paramilitaires colombiens dans les contextes de réintégration sociale. Nous voulons apporter quelques pistes de réflexion.

Pendant les processus de transition d'une situation de conflit à une de post-conflit, les États doivent décider de comment répondre à la violence de masse (Huyse, 1996). Dans un contexte historique où la communauté internationale a augmenté les mécanismes de pression et elle a créé une législation pour que les États jugent les auteurs de violations graves au Droit international humanitaire et au Droit international des droits humains, la Colombie a choisi de juger les accusés par le système pénal. La loi 975 de 2005 (loi de justice et de paix) a créé une législation alterne à la loi pénale ordinaire, en créant une peine alternative de 5 à 8 ans pour condamner les auteurs de crimes atroces. Cette réduction de la peine est accordée si les accusés contribuent à construire la vérité factuelle et s'ils réparent les victimes. Nous n'allons pas approfondir au sujet des avancées et des limites de la loi. Ce qui nous intéresse est de réfléchir au sujet de la responsabilisation des ex-combattants qui ne participent pas au processus de justice transitionnelle.

L'État colombien a choisi de juger les ex-combattants qui avaient des accusations avant les démobilisations des blocs. Des 31 687 combattants démobilisés, 4 346 participent aux procès de la loi de justice et de paix. Les autres participent au Programme de réintégration à la vie civile (PRVC). Les ex-combattants qui n'avaient pas d'accusations avant les cérémonies de démobilisation n'ont pas été investigués (Laplante et Theidon, 2007). Une position par rapport à cette situation est que cela a créé un contexte d'impunité, donc le système de justice devrait faire une investigation plus profonde pour chercher qui sont les responsables. Une autre position, qui est celle de la loi, est que les rangs en dessous de la hiérarchie et les ex-combattants participant au procès assument la responsabilité de l'ensemble des crimes commis par les blocs. Il existe déjà un nombre important de procès ouverts, ce qui pourrait faire déborder la capacité du système de justice.

La question est de réfléchir à la nécessité qu'il existe une participation majeure d'ex-combattants dans le processus. L'expérience au Rwanda met en évidence les risques de chercher la justice totale, c'est-à-dire plus de 100 000 détenus mis derrière les

barreaux. Cela nous invite également à nous poser des questions sur la conception qu'on a du rôle de la justice. S'il s'agit de punir les ex-combattants, la peine n'est pas proportionnelle à la gravité des délits et l'on pourrait percevoir que la plupart des ex combattants n'ont pas été punis. Mais ce qui est intéressant dans la loi de justice et de paix est qu'elle attribue moins d'importance à la punition et davantage à la construction de la vérité, à la recherche des corps des morts et à la réparation des victimes. Un autre aspect important du processus est qu'il s'oriente plus vers la construction de la paix par le biais de la réintégration à la société de l'ex-combattant qu'à l'idée qu'il devrait payer pour les crimes qu'il a commis.

Un autre sujet de débat découle de la place de la justice dans le processus de réintégration à la société et du rôle du programme de réintégration dans le processus de justice transitionnelle. La position de la Commission nationale de réparation et réconciliation (CNRR) est que les programmes de réintégration devraient mettre en place des mécanismes de justice réparatrice pour conduire le processus vers la réconciliation. La réconciliation est définie comme étant un processus social de reconnaissance des atrocités commises dans le passé, permettant la construction de liens de confiance entre les membres des communautés. La Commission a exclu le pardon entre les victimes et les agresseurs de la définition de réconciliation; il s'agit plutôt d'essayer de régir les liens sociaux par les principes de la démocratie, évitant ainsi de nouveaux conflits violents. Il existe quelques expériences de travaux communautaires faits par des ex-combattants, comme la construction d'une bibliothèque publique à Bogota. Aussi, des activités ont été mises en place dans les communautés qui ont été victimisées par les groupes paramilitaires; afin de construire des espaces d'interaction entre les ex-combattants et la communauté.

Nous jugeons qu'il n'y a pas eu une réflexion sur la définition de la justice réparatrice et nous mettons en question le fait que ces activités soient des mécanismes de justice restauratrice. La notion de justice réparatrice repose sur l'idée qu'il existait un équilibre social qui a été brisé avec l'action criminelle. Contrairement au droit pénal, le crime n'est pas pensé comme une atteinte au principe de l'autorité de l'État, mais

comme une action qui cause un dommage aux liens sociaux. La justice ne vise pas la punition du contrevenant, mais plutôt le rétablissement du lien. Plusieurs objectifs sont visés par la justice réparatrice : la réparation de la victime, la réintégration de l'agresseur à la société et le pardon. Les médiations, les rencontres entre les victimes et les agresseurs et les conférences familiales sont des mécanismes de justice réparatrice.

Stéphane Leman-Langlois (2004) soutient que les commissions de vérité sont souvent décrites comme faisant partie des mécanismes de justice réparatrice car le principe de punition du système pénal y disparaît. La rhétorique de la justice réparatrice est instrumentalisée. Selon l'auteur, les commissions de vérité ne visent pas le retour à un monde juste car un tel monde n'a jamais existé. L'idée d'une réparation s'oriente plutôt à garantir la sécurité des citoyens dans le futur ainsi que la paix sociale. En Colombie, la loi de justice et de paix a adopté la définition de réparation intégrale des *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à une réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire*. Cette résolution a été adoptée par l'assemblée générale de l'ONU le 16 décembre 2005. La réparation est constituée par l'indemnisation, la réhabilitation, la restitution, la satisfaction et les garanties de non répétition. Selon Laplante et Theidon (2007) la Loi de justice et de paix en Colombie met en évidence le changement de paradigme en matière de justice transitionnelle qui a lieu depuis les années 1990, où les standards de la législation internationale tendent à remplacer les amnisties et les commissions de vérité.

Pour revenir au sujet des ex-combattants des groupes paramilitaires qui ne participent pas au processus de justice transitionnelle, si l'idée est de mettre en place des mécanismes de justice alternative qui permettent d'aborder le passé, il est pertinent de réfléchir à l'importance accordée à leur responsabilisation; c'est-à-dire à ce que ces mécanismes soient des moyens pour qu'ils assument une responsabilité juridique. D'un côté, il faudrait penser à la nature des mécanismes qui devraient être mis en place et à comment ces mécanismes pourraient conduire à la responsabilisation des

agresseurs. Un moyen employé par les commissions de vérité consiste à ce qu'ils participent à la construction de la vérité factuelle, ce qui pourrait conduire à une reconnaissance des victimes. Les mécanismes mis en place par le comité de violations des droits de l'homme faisant partie de la Commission vérité et réconciliation (CVR) en Afrique du Sud sont intéressants. Selon Stéphane Parmentier (2005) des sessions publiques consacrées à entendre des mémoires individuelles et des cas spécifiques comme les massacres étaient diffusés quotidiennement à la radio et à la télévision.

Stéphane Leman-Langlois (2005) a identifié les effets pervers de la participation des agresseurs aux procès. Les objectifs de construction de la vérité et de réconciliation peuvent être contradictoires. Comme la participation impliquait une identification du demandeur d'amnistie comme criminel, celui-ci risquait d'être stigmatisé et rejeté par ses proches et par sa communauté. Une sorte de sanction non officielle résultait de la situation de contrôle social informel envers les participants. De plus, les agresseurs pourraient profiter des confessions pour faire valoir leurs interprétations sur le conflit, ce qui pourrait contribuer à justifier les victimisations.

Un autre facteur important est celui de la sécurité des ex-combattants et des victimes. Leman-Langlois (2004) a fait un apport à la réflexion sur le discours du post-conflit, soulignant qu'il crée l'idée d'une différence entre le passé violent et un futur en paix, même si, dans la réalité, les confrontations persistent. Ces postulats sont tout à fait pertinentes pour réfléchir au processus de justice transitionnelle colombien qui a lieu dans un contexte de persistance du conflit armé. Le terme de transition peut être qualifié d'inadéquat, si l'on prend, de plus, en compte qu'il existe un phénomène de recyclage des groupes paramilitaires qui continuent à attaquer la population civile (Laplante et Theidon, 2007). Cependant, le Gouvernement a essayé de convaincre le public que les groupes paramilitaires n'existent plus, en créant un terme pour désigner ces « nouveaux » groupes paramilitaires qui sont actuellement nommés Bandes criminelles émergentes (BACRIM). Ces groupes sont décrits comme étant des bandes de crime organisé liées au trafic de drogue, n'ayant pas un caractère politique dans le sens où ils ne participeraient pas à la lutte contre la subversion. Cela revient à nier une

réalité où les populations marginales, les paysans organisés communautairement, les ONG de droits humains et les opposants au régime sont victimisés par ces groupes paramilitaires. La définition des groupes paramilitaires comme des BACRIM contribue à créer une situation d'impunité car, lorsque les victimes vont dénoncer les paramilitaires, les autorités leur disent que ces groupes n'existent plus et qu'il vaudrait donc mieux qu'elles portent des accusations contre la guérilla.

L'analyse de la viabilité de la mise en place des pratiques de justice alternative devrait donc passer par une évaluation du contexte de guerre du pays, afin de garantir la sécurité des victimes et des ex-combattants. Comme nous l'avons déjà souligné, la sécurité des ex-combattants est en risque, c'est pourquoi la plupart de nos interviewés ont dû migrer à Bogota. Ainsi, plusieurs victimes ont été tuées à cause de leur participation aux procès de la loi de justice et de paix. Il faudrait donc réfléchir sur comment faire participer les ex-combattants qui ne se retrouvent plus dans leurs communautés et sur le type de mécanismes de justice alternative qui pourraient être mis en place dans les espaces où il existe un processus de réintégration d'ex-combattants qui font partie de la communauté.

Références

- Adam, J. M. (1991). *Le récit*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Alcaldía de Bogotá. (2006). *Ciudadanos excombatientes: Un desafío de reconciliación y de inclusión para Bogotá*. Bogotá: TARGUM Publicidad.
- Amnistía Internacional. (2004). *Colombia: Cuerpos marcados, crímenes silenciados, violencia sexual contra las mujeres en el marco del conflicto armado*. Londres: Editorial Amnistía Internacional
- Aranguren, M. (2001). *Mi confesión: Carlos Castaño revela sus secretos*. Bogotá: Editorial Oveja Negra.
- Arendt, H. (2005) *Responsabilité et jugement*. Lonrai : Payot.
- Arendt, H. (2009) *Eichmann en Jerusalén*. Madrid : Debolsillo.
- Arias, G. (2008). *Una mirada atrás: procesos de paz y dispositivos de negociación del gobierno colombiano*. Bogotá: Fundación Ideas para la Paz.
- Botero, C. & Restrepo, E. (2005). *Estándares internacionales y procesos de transición en Colombia*. In A. Rettberg (Comp.) *Entre el perdón y el paredón: preguntas y dilemas de la justicia transicional* (pp. 16-62). Bogotá: Ediciones Uniandes.
- Castano, E. (2008). *On the Perils of Glorifying the In-group: Intergroup Violence, In-group Glorification, and Moral Disengagement*. *Social and Personality Psychology Compass*, 2 (1), 154-170.
- Castano, E., Leidner, B. & Slawta (2008) *Social identification processes, group dynamics and the behaviour of combatants*. *International Review of the Red Cross*, 90 (870), 259-271.
- Castano, E. & Roger, G. S. (2006). *Not Quite Human: Infrhumanization in Response to Collective Responsibility for Intergroup Killing*. *Journal of Personality and Social Psychology*, 90 (5), 804-818.
- Comandante Camilo. (2004). *Nunca más la guerra, nunca más*. Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web de Colombia Libre : http://www.colombialibre.org/detalle_col.php?banner=nunca%20mas&id=9252
- Comision Colombiana de Juristas. *Estadísticas homicidios y desaparición forzada*. Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web de la Comision Colombiana de juristas:

www.coljuristas.org

Comisión intereclesial de justicia y paz. (2005). *El genocidio de la Union Patriotica, 20 años de impunidad*. Récupéré le 10 août de 2010 du Site Web de la Comisión intereclesial de justicia y paz : <http://justiciapazcolombia.com/GENOCIDIO-DE-LA-UNION-PATRIOTICA>

Consultoria para los derechos humanos y el desplazamiento (CODHES). Cifras desplazamiento forzado. Récupéré le 20 août 2010 du Site Web de CODHES: http://www.codhes.org/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=55&Itemid=51

Defensoria del Pueblo. (2005). *Experiencias de jovenes excombatientes en procesos de reintegracion a la vida civil en Bogota D.C.* Bogota : FESCOL

Deslauriers, J. P. (1991). *Recherche qualitative: Guide pratique*. Montreal: McGraw-Hill.

Dornier, C. (2001). Avant propos. In C. Dornier (Ed.). *Se raconter, se témoigner (9 15)*. France: Presses Universitaires de Caen.

Duncan, G. (2005). *Historia de una subordinación : ¿Cómo los guerreros sometieron a los narcotraficantes ?* Bogotá : Universidad de los Andes-GESED.

Duncan, G. (2006). *Los señores de la guerra: De paramilitares, mafiosos y autodefensas en Colombia*. Bogotá: Editorial Planeta.

Fiscalia General de la Nacion. Ley de justicia y paz. Récupéré le 10 août 2010 du Site Web de la Fiscalia General de la Nacion: <http://www.fiscalia.gov.co/justiciapaz/Index.htm>

Franco, J. (2004). *Rosario Tijeras*. New York: Seven stories press

Fundación Seguridad y Democracia. (2007). *El rearme paramilitar*. Récupéré le 6 juillet 2009 du Site Web de la Fundacion Seguridad y Democracia : <http://www.seguridadydemocracia.org/docs/pdf/especiales/informeEspecial16-2.pdf>

Garzon, J.C. (2004). *La desmovilización del bloque catatumbo*. Récupéré le 13 août 2010 du Site Web de l'ERTA: <http://www.erta-tcrg.org/cr6224/2008/paramilitaires/pdf/catatumbo.pdf>

Garzon, J.C. (2005). *La complejidad paramilitar: Una aproximación estratégica*. In A. Rangel (Ed.) *El poder paramilitar* (pp. 47 204). Bogotá: Planeta.

Garzon, J. C. (2005a). *Desmovilización del bloque suroeste antioqueno de las AUC*. Récupéré le 6 juillet 2009 du Site Web de la Fundacion Seguridad y Democracia :

<http://www.seguridadydemocracia.org/docs/pdf/conflictoArmado/desmovSuro.pdf>

Gomez Isa, F. (2008). *Paramilitary demobilization in Colombia: Between peace and justice*. Récupéré le 6 juillet 2009 du Site Web de Human Security Gateway: http://www.humansecuritygateway.info/documents/FRIDE_Colombia_paramilitarydemobilisation.pdf

Huyse, L. (1996). Justice after transition : On the choices of sucesor elites make in dealing with the past. *Law and Social Inquiry*, 20(1), 51-78.

International Commission on Missing Persons. (2008). *Colombia's response to enforced disappearances*. Récupéré le 6 juillet 2009, du Site Web de l'International Commission on Missing Persons : <http://www.ic-mp.org/wp-content/uploads/2008/10/icmp-cos-110-3-doc.pdf>

Isaza, R. (2004). *Texto completo de las palabras leídas por el Secretario de la Cámara de Representantes, con motivo de la visita de los Miembros del Estado Mayor de las Autodefensas Unidas de Colombia, al Congreso de la República, el 28 de Julio del 2.004, en nombre del Comandante General de las Autodefensas Campesinas del Magdalena Medio, Ramón Isaza*. Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web de Colombia Libre : http://www.colombialibre.org/detalle_col.php?banner=ramon%20isaza&id=6994

Isaza, R. (2007). *27 años de lucha por la paz*. Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web de Colombia Libre : http://www.colombialibre.org/detalle_col.php?banner=1&id=10507

Jones, A. (2004). Parainstitutional violence in Latin America. *Latin American politics and society*, 46 (4), 127-149.

Kupert-Tsur, N. (2001). Rhétorique des témoignages protestants autour de la Saint-Barthélemy. Le cas des Mémoires de Charlotte Duplessis-Mornay. In C. Dornier (Ed.). *Se raconter, se témoigner (159 179)*. France: Presses Universitaires de Caen.

Lair, E. (1999). El terror, recurso estratégico de los actores armados: Reflexiones en torno al conflicto colombiano. *Análisis Político*, 37, 64-76.

Laplante, L. & Theidon, K. (2007). Transitional justice in times of conflict: Colombia's Ley de Justicia y Paz. *Michigan Journal of International Law*, 28 (49), 49-108.

Laperrière, A. (1997). La théorisation ancrée (grounded theory) : Démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées. In J. Poupart; L. Groulx; J. P. Deslauriers; A. Laperrière & A. Pirès (Eds.) *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (309 340). Montréal: Gaétan Morin

Leman-Langlois, S. (2005). Le modèle « vérité et réconciliation » : Victimes, bourreaux et institutionnalisation du pardon. *Informations Sociales*, 127 (13), 1-8.

Leman-Langlois, S. (2006). La vérité réparatrice dans la Commission vérité et réconciliation d'Afrique du Sud. Paris : Dalloz, N. 1, 209-218.

Ley 782 de 2002. *Por medio de la cual se prorroga la vigencia de la Ley 418 de 1997, prorrogada y modificada por la Ley 548 de 1999 y se modifican algunas de sus disposiciones.* Récupéré le 8 juillet 2009 du Site Web de Fundacion Ideas para la Paz : www.ideasparalapaz.org/proyecto03/boletines/.../ley_782_2002.doc

Ley 975 de 2005. *Por la cual se dictan disposiciones para la reincorporacion de miembros de grupos armados organizados al margen de la ley, que contribuyan de manera efectiva a la consecucion de la paz nacional y se dictan otras disposiciones para acuerdos humanitarios.* Récupéré le 8 juillet 2009 du Site Web de la CNRR : http://www.cnrr.org.co/Interior_otros/pdf/ley_975_05.pdf

Mancuso, S. (2004). *Discurso de Salvatore Mancuso en la desmovilizacion del Bloque Catatumbo el 10 de diciembre de 2004. Adios a las armas. El camino hacia la paz en medio de mis tribulaciones.* Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web de Salvatore Mancuso: www.salvatoremancuso.com

Mancuso, S. (2007). *Apartes de la versión libre de Salvatore Mancuso del 15 de mayo de 2007 ante el Fiscal de Justicia y Paz en Medellín.* Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web d'Indymedia: <http://colombia.indimedia.org/news/2007/05/65781.php>

Martinez, G. (2004). Salvatore Mancuso: Su vida, es como si hubiera vivido cien años. Bogotá: Grupo Editorial Norma.

Ministerio del interior y de justicia (2006). La política de reincorporación a la vida civil 2003-2006: Una mirada institucional. Bogotá: Ministerio del interior y de justicia.

Morin, L. (1973). La méthodologie de l'histoire de vie, sa spécificité, son analyse. Québec, Université Laval.

Movimiento de victimas de crímenes de Estado. (2007). *Memorias. Encuentro de Víctimas pertenecientes a organizaciones sociales. Un encuentro, muchos caminos unidos contra el olvido.* Récupéré le 10 août 2010 : <http://www.ddhh-colombia.org/html/noticias%20ddhh/encuentrovictimasjulio132007.pdf>

Organisation des Nations Unies. (2005). *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à une réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.* 60/147 Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 2005. Récupéré le 8 juillet 2009 du Site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : <http://www2.ohchr.org/french/law/reparation.htm>

Parmentier, S. (2004). La Commission « vérité et réconciliation » en Afrique du Sud :

Possibilités et limites de « justice réparatrice » après conflits politiques majeurs. In D. Salas (Ed.), *Victimes de guerre en quête de justice*, (pp. 55 88). Paris : Éditions L'Harmattan, Coll. Sciences criminelles.

Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique. In J. Poupart; L. Groulx; J. P. Deslauriers; A. Laperrière & A. Pirès (Eds.) *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 113 169). Montréal: Gaétan Morin.

Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. In J. Poupart; L. Groulx; J. P. Deslauriers; A. Laperrière & A. Pirès (Eds.) *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 173 209). Montréal: Gaétan Morin.

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. (2003). *Informe Nacional de Desarrollo Humano 2003. El conflicto, callejon con salida*. Récupéré le 6 juillet 2009, du Site Web du PNUD : [http://www.pnud.org.co/areas_documentos.shtml?x=1032&cmd\[82\]=c-1-02002&cmd\[85\]=c-1-02002&conds\[0\]\[category.....1\]=02002&als\[VAREA__\]=02002](http://www.pnud.org.co/areas_documentos.shtml?x=1032&cmd[82]=c-1-02002&cmd[85]=c-1-02002&conds[0][category.....1]=02002&als[VAREA__]=02002)

Reicher, S., Haslam, A. & Rath, R. (2008). Making a Virtue of Evil: A Five-Step Social Identity Model of the Development of Collective Hate. *Social and Personality Psychology Compass* 2 (3), 1313–1344.

Riaño, E. (2005). Socialización y carreras morales de jóvenes desvinculados/as del conflicto armado en Colombia. Mémoire non publié. Universidad de los Andes, Bogotá, Colombia.

Rivas, A., Mendez, M. M. & Arias, G. (2007) *De excombatientes a ciudadanos: Luces y sombras de los nuevos planes de desmovilización y reintegración*. Récupéré le 6 juillet 2009 du Site Web de Fundacion Ideas para la Paz: http://www.ideaspaz.org/secciones/publicaciones/download_boletines/boletin_conflicto47.pdf

Ruiz, M. M (2004). Causas explicativas del fenomeno del paramilitarismo en Colombia. Mémoire non publié. Universidad de los Andes, Bogota, Colombia.

Sémelin, J. (2005). Purifier et détruire : Usages politiques des massacres et génocides. Paris : Éditions du Seuil.

Specht, I. (2006). *Juventud y reinserción*. Récupéré le 10 août 2010 du Site Web de Fundación Ideas para la Paz: http://www.ideaspaz.org/secciones/publicaciones/download_papers_fip/working_papers_fip1.pdf

Staub, E. (1989) *The roots of evil*. New York : Cambridge University Press

Valencia, L. (2007). *Parapolitica: La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos*

políticos. Bogotá: Corporación Nuevo Arco Iris.

Vallejo, F. (1994). *La virgen de los sicarios*. Madrid : Alfaguara.

Vecino, D. (2006). *La vida está hecha de momentos*. Récupéré le 20 décembre 2007 du Site Web de Colombia Libre :

http://www.colombialibre.org/detalle_col.php?banner=Diego%20Vecino&id=12280

Waller, J. (2007) *Becoming evil : How ordinary people commit genocide and mass killing*. New York : Oxford.

Welzer, H. (2005) *Les exécuteurs : Des hommes normaux aux meurtriers de masse*. Paris : Gallimard

